100e ANNÉE
VOL. 100

N° 7
1133

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 17 février 1968

Quebec, Saturday, February 17, 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Abec Refrigeration and Air Conditioning Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat et conseil en Loi de la reine, Sydney Leithman, avocat, et Victor Glazer, étudiant, tous trois de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des unités frigorifiques, appareils de réfrigération, des machines de climatisation, spécialités, outillage et accessoires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Abec Refrigeration and Air Conditioning Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 16, Libersan Crescent, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5343-67

Air Cartage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1968, constituant en corporation: George McMahon, industriel, Ormstown, Margaret Karow, ménagère, épouse commune de biens de Guenter Karow, 1936, Woodland, Montréal, et Charles McMahon, gérant, 381, Laplante, LaSalle, pour les objets suivants:

Letters Patent

Abec Refrigeration and Air Conditioning Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ezra Leithman, advocate and Queen's Counsel, Sidney Leithman, advocate, and Victor Glazer, student, all three of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in refrigerator units, refrigerating appliances, air conditioning machines, specialties, equipment and supplies of all kinds, under the name of "Abec Refrigeration and Air Conditioning Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 16 Libersan Crescent, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5343-67

Air Cartage Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George McMahon, industrialist, Ormstown, Margaret Karow, housewife, wife common as to property of Guenter Karow, 1936 Woodland, Montreal, and Charles McMahon, manager, 381 Laplante, LaSalle, for the following purposes:

Agir comme transporteurs publics et privés, par mer, sur terre et par avion, sous le nom de « Air Cartage Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4910, rue Brock, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5060-67

To act as public and private carriers by sea, land and air, under the name of "Air Cartage Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each and 3,800 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 4910 Brock Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5060-67

Alyse Ladies Wear (Laval) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, Miller, Conrad Shatner, 4725, Fulton, tous deux avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire d'âge majeur, 6427, MacDonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce sous le nom de « Alyse Ladies Wear (Laval) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5365-67

Alyse Ladies Wear (Laval) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller, Conrad Shatner, 4725 Fulton, both advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Alyse Ladies Wear (Laval) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5365-67

Anjou Tower Crane Rentals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Nicole Viau, 6834, rue des Écores, Hélène Michaud, 3685, rue Barri, app. 109, et Diane St-Hilaire, 6356, rue Iberville, toutes trois secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, machinerie et outillage de toutes sortes, y compris les grues, pièces et accessoires d'iceux, sous le nom de « Anjou Tower Crane Rentals Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8751, Crescent 5, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5411-67

Anjou Tower Crane Rentals Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Viau, 6834 Des Écores Street, Hélène Michaud, 3685 Berri Street, Apt. 109, and Diane St-Hilaire, 6356 Iberville Street, alll three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in machines, machinery and equipment of all kinds, including tower cranes, parts and accessories thereof, under the name of "Anjou Tower Crane Rentals Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 8751 Crescent 5, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5411-67

Les Associés du Sacerdoce Saint-Étienne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Pepin, vendeur, 5914, De la Roche, Ovide Fisette, épicier, 5801, De la Roche, Madeleine Thibodeau, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 5900, St-André, et J.-Émilien Lebeuf, gérant, 5633, Christophe-Colomb, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper des laïcs pour venir en aide financièrement et matériellement aux futurs candidats au sacerdoce, en recueillant des fonds par des dons périodiques au sein de ses membres et aussi des

Les Associés du Sacerdoce Saint-Étienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Pepin, salesman, 5914 De la Roche, Ovide Fisette, grocer, 5801 De la Roche, Madeleine Thibodeau, secretary, spinster of the full age of majority, 5900 Saint-André, and J.-Émilien Lebeuf, manager, 5633 Christophe-Colomb, all four of Montreal, for the following purposes:

To group laymen to help financially and materially future candidates to the priesthood, by collecting funds through periodical donations on the part of its members and also, through

dons occasionnels auprès de tout organisme quelconque, sous le nom de « Les Associés du Sacerdoce Saint-Étienne inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5437-67

occasional donations from any organisation whatever, under the name of "Les Associés du Sacerdoce Saint-Étienne inc.".

The amount to which the immovables that may be acquired and owned by the corporation are limited, is $100,000.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5437-67

Audio Analysts Inc.
Analystes Audio inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Hart Margolian, avocat, 5022, Isabella, Montréal, Pierre Rollin, ingénieur du son, 3542, Paquette, Saint-Hubert, comté de Chambly, et Pierre Paré, ingénieur du son, 6098, Harvey, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Fabriquer des appareils et dispositifs électriques et électroniques de toutes sortes, en faire le commerce sous le nom de « Audio Analysts Inc.— Analystes Audio inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6098, Harvey, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 37-68

Audio Analysts Inc.
Analystes Audio inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hart Margolian, advocate, 5022 Isabella, Montreal, Pierre Rollin, sound engineer, 3542 Paquette, Saint-Hubert, county of Chambly, and Pierre Paré, sound engineer, 6098 Harvey, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and electronic appliances and apparatus of every description, under the name of "Audio Analysts Inc.— Analystes Audio inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6098 Harvey, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 37-68

Barclay Management (1967) Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Ernest Schor, administrateur, 3550, Linton, Emanuel Weber, comptable, 344, Peel, app. 36, tous deux de Montréal, et Ionel Rovinescu, médecin, 2195, St-Louis, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Barclay Management (1967) Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5950, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 4577-67

Barclay Management (1967) Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest Schor, director, 3550 Linton, Emanuel Weber, accountant, 344 Peel, Apt. 36, both of Montreal, and Ionel Rovinescu, doctor, 2195 St-Louis, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Barclay Management (1967) Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5950 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4577-67

Beamer & Lathrop (Quebec) Limited
Beamer & Lathrop (Québec) limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, 555, avenue Curzon, Saint-Lambert, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Colin Richard Chisholm, commis, 736, 41e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Beamer & Lathrop (Quebec) Limited
Beamer & Lathrop (Québec) limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Henry Holland advocate, 555 Curzon Avenue, Saint-Lambert, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Colin Richard Chisholm, clerk, 736, 41st Avenue, LaSalle, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Beamer & Lathrop (Quebec) Limited — Beamer & Lathrop (Québec) limitée », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5170-67

To carry on business as general building contractors, under the name of "Beamer & Lathrop (Quebec) Limited — Beamer & Lathrop (Québec) limitée", with a capital-stock divided into 1,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5170-67

René Beauchamp électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation: René Beauchamp, électricien, Juliette Beauchamp, ménagère, épouse commune en biens dudit René Beauchamp, et Monique Beauchamp, étudiante, fille majeure, tous trois de 12017, Pasteur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « René Beauchamp électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5296-67

René Beauchamp électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Beauchamp, electrician, Juliette Beauchamp, housewite, wife common as to property of the said René Beauchamp, and Monique Beauchamp, student, spinster of the full age of majority, all three of 12017 Pasteur, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and deal in all kinds of electrical appliances and accessories and do the maintenance thereof, under the name of "René Beauchamp électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5296-67

Roland Bédard & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Roland Bédard, industriel, 8, rue Bennett, Chambly, Claude Raymond, vendeur, 10, rue Carillon, Saint-Jean, Claude Deschênes, directeur des ventes, 523, Marie-Thérèse, Sainte-Thérèse, et Gérard Fortier, conseiller en assurance, 8351, rue Talcy, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Roland Bédard & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 4586-67

Roland Bédard & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Bédard, industrialist, 8 Bennett St., Chambly, Claude Raymond, salesman, 10 Carillon St., Saint Johns, Claude Deschênes, director of sales, 523 Marie-Thérèse, Sainte-Thérèse, and Gérard Fortier, insurance consultant, 8351 Talcy St., Anjou, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Roland Bédard & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint Johns, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4586-67

Pierre Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Alexander Biega, 105, Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, et Hendrik Kooiman, 396, Glengary, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Pierre Bergeron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Pierre Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, 105 Upper Bellevue, Westmount, Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, and Hendrik Kooiman, 396 Glengary, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Pierre Bergeron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 7940, rue Champagneur, appartement 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5162-67

Borden Construction Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseiller en Loi de la reine, 574, Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-ouest, et Moe Neuer, 4700, Bourret, app. 101, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Borden Construction Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 2-68

Gaston Boucher inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gaston Boucher, disbributeur, Carmen Berthiaume, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Boucher, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1842, 79e rue, Shawinigan, et Marcel Lefebvre, comptable, 531, St-Jacques, Sainte-Thècle, pour les objets suivants:

Exploiter comme agent ou distributeur un commerce de bière, sous le nom de « Gaston Boucher inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 4074-67

Boulangerie Frigon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Michel Frigon, industriel, Jean-Paul Létourneau, comptable, et Fernande Lacroix, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Frigon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois de La Sarre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Frigon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 123-68

The head office of the company is at 7940 Champagneur Street, Apartment 1, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5162-67

Borden Construction Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Moe Neuer, 4700 Bourret, Apt. 101, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Borden Construction Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 2-68

Gaston Boucher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Boucher, distributor, Carmen Berthiaume, housewife, wife separate as to property of said Gaston Boucher, and duly authorized by him, for the purpose of these presents, both of 1842, 79th Street, Shawinigan, and Marcel Lefebvre, accountant, 531 St-Jacques, Sainte-Thècle, for the following purposes:

To carry on as agent or distributor of a beer business, under the name of "Gaston Boucher inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 400 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4074-67

Boulangerie Frigon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Frigon, industrialist, Jean-Paul Létourneau, accountant, and Fernande Lacroix, housewife, wife contractually separate as to property of Jacques Frigon, and duly authorized by him for the presents, all three of La Sarre, for the following purposes:

To carry on business as bakers, pastry and biscuit makers, under the name of "Boulangerie Frigon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 123-68

Yvon Bourgeois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Roma Cousineau, 5652, Drake, tous deux de Montréal, et Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens, sous le nom de « Yvon Bourgeois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9392, Francoeur, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 20-68

Maurice Brault joaillier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Robert S. Carswell, 227, Clarke, Westmount, Casper M. Bloom, 160, Breaside, Dollard-des-Ormeaux, et Jacques Laurent, 195, rue Marcotte, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme joailliers, bijoutiers, orfèvres et horlogers, sous le nom de « Maurice Brault joaillier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de la valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de la valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5370-67

Cavalier Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 9340, Lajeunesse, tous deux de Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, Queen Mary, Hampstead, et Phyllis Stern, secrétaire, épouse de Allen Yaphe, 2200, rue Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Cavalier Building Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées, classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 116-68

Le Centre du Marbre ltée
The Marble Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Yvon Bourgeois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Roma Cousineau, 5652 Drake, both of Montreal, and Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors, under the name of "Yvon Bourgeois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 9392 Francoeur, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 20-68

Maurice Brault joaillier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert S. Carswell, 227 Clarke, Westmount, Casper M. Bloom, 160 Braeside, Dollard-des-Ormeaux, and Jacques Laurent, 195 Marcotte Street, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths and watchmakers, under the name of "Maurice Brault joaillier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5370-67

Cavalier Building Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 9340 Lajeunesse, both of Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary, Hampstead, and Phyllis Stern, secretary, wife of Allen Yaphe, 2200 Gold Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Cavalier Building Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 116-68

Le Centre du Marbre ltée
The Marble Centre Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued

patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Mathieu Calabrese, administrateur, 37, 12e avenue, Roxboro, John G. Ramacieri, administrateur, 3210, Forest Hill, Jack Boidman, 5320, MacDonald, tous deux de Montréal, et Moe Ackman, 3128, 3e rue, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes les sortes d'accessoires utilisés dans la construction, en faire le commerce, sous le nom de « Le Centre du Marbre ltée — The Marble Centre Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6822, Waverley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5249-67

Chemises Diamond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: René Lambert, manufacturier, Rolande St-Yves, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Lambert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 10436, rue Chambord, et Cécile St-Yves, contremaîtresse, fille majeure, 5801, rue Viau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chemises pour hommes et garçons, sous le nom de « Chemises Diamond inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 55-68

Club Lac Faillon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Henri Courtemanche, 344, rue de La Madone, Mont-Laurier, Jehan Perdriau, 2113, rue Jean-Talon est, tous deux avocats, et Irène Thuot, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 3462, rue Soubirous, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club de chasse et de pêche, sous le nom de « Club Lac Faillon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5401-67

Coiffure Windsor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Édouard Belliardo, coiffeur, Lucie Giorsetti, ménagère, veuve non remariée de Constant Belliardo, tous deux de 1115, rue Sherbrooke ouest, et Annie Bailet,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mathieu Calabrese, executive, 37, 12th Avenue, Roxboro, John G. Ramacieri, executive, 3210 Forest Hill, Jack Boidman, 5320 MacDonald, both of Montreal, and Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Laval, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all supplies used in building and construction, under the name of "Le Centre du Marbre ltée — The Marble Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6822 Waverley, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5249-67

Chemises Diamond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lambert, manufacturer, Rolande St-Yves, housewife, wife contractually separate as to property of said René Lambert, and duly authorized by him for the presents, both of 10436 Chambord Street, and Cécile St-Yves, forewoman, spinster of the full age of majority, 5801 Viau Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in shirts for men and boys, under the name of "Chemises Diamond inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 55-68

Club Lac Faillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Courtemanche, 344 De La Madone Street, Mont-Laurier, Jehan Perdriau, 2113 Jean-Talon Street east, both advocates, and Irène Thuot, secretary, spinster of the full age of majority, 3462 Soubirous street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a fish and game club, under the name of "Club Lac Faillon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5401-67

Coiffure Windsor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Édouard Belliardo, hairdresser, Lucie Giorsetti, housewife, unremarried widow of Constant Belliardo, both of 1115 Sherbrooke St. West, and Annie Bailet, housewife, wife contractually sepa-

ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Léonard Léonardi, 3474, Côte des Neiges, tous trois de Montréal, pour les objetss uivants:

Exploiter des salons de coiffure et de beauté, sous le nom de « Coiffure Windsor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5238-67

Au Coin des Foyers inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, rue d'Anjou, et Pierre Dureault, 266, rue De Lorraine, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Au Coin des Foyers inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5424-67

Le Conseil économique régional de La Chaudière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Labrie, 125, 18e rue, Saint-Georges-Ouest, Gérard Aubin, Sainte-Marie, tous deux gérants, et Robert Lessard, notaire, 435, 15e rue, Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques et sociaux de la région de La Chaudière et établir un secrétariat, sous le nom de « Le Conseil économique régional de La Chaudière inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5406-67

Consolidated Residential Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Mort Welik, administrateur, 5623, Melling, Côte Saint-Luc, Issie Stock, manufacturier, 725, Bernard, Saint-Laurent, Gerald Schneider, 149, Finchley, Hampstead, et Abby Malkinson, 1745, avenue North, Outremont, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

rate as to property of Léonard Léonardi, 3474 Côte des Neiges, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hairdressing and beauty parlors, under the name of « Coiffure Windsor inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5238-67

Au Coin des Foyers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose Street, André St-Jacques, 154 Anjou Street, and Pierre Dureault, 266 De Lorraine Street, all three advocates of Longueuil, for the following purposes:

To deal in all kinds of heating systems and appliances, under the name of "Au Coin des Foyers inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Varennes, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5424-67

Le Conseil économique régional de La Chaudière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Labrie, 125, 18th street, Saint-Georges-Ouest, Gérard Aubin, Sainte-Marie, both managers, and Robert Lessard, notary, 435, 15th street, Saint-Georges-Ouest, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economical and social interests of the region of La Chaudière and to set up a secretariat, under the name of "Le Conseil économique régional de La Chaudière inc.".

The amount to which the immovables which may be acquired and owned by the corporation are limited, is $100,000.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5406-67

Consolidated Residential Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mort Welik, executive, 5623 Melling, Côte Saint-Luc, Issie Stock, manufacturer, 725 Bertrand, Saint-Laurent, Gerald Schneider, 149 Finchley, Hampstead, and Abby Malkinson, 1745 North Avenue, Outremont, the latter two notaries, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Consolidated Residential Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5351-67

Costebel Mines Limited
(No personal liability)
Mines Costebel limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1967, constituant en corporation: J.-V. Bernard Boudrias, 1307, Brochu, André Valiquette, 3340, Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195, Quenneville, tous trois de Saint-Laurent, J.-Jacques Beauchemin, 355, Bloomfield, Outremont, tous quatre avocats, et Liliane Thériault, secrétaire, épouse séparée de biens de Marc Thériault, 7278, 2e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie minière, sous le nom de « Costebel Mines Limited » (No personal liability) — « Mines Costebel limitée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360, rue St-Jacques, suite 1524, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5321-67

Jules Cournoyer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jules Cournoyer, meunier, 108, St-Louis, Michel Lemire, comptable, 26B, boulevard Kirouac, et Jean Gagnon, avocat, 26C, boulevard Kirouac, tous trois de Warwick, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers et faire le commerce de grains, céréales, moulées et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Jules Cournoyer inc. », avec un capital total de $161,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5139-67

Créations Chez Madame inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Gagnon,

To carry on the business of a real estate, holding and investment company, under the name of "Consolidated Residential Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5351-67

Costebel Mines Limited
(No personal liability)
Mines Costebel limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307 Brochu, André Valiquette, 3340 Beauséjour, Guy-F. Gervais, 1195 Quenneville, all three of Saint-Laurent, J.-Jacques Beauchemin, 355 Bloomfield, Outremont, all four lawyers, and Liliane Thériault, secretary, wife separate as to property of Marc Thériault, 7278, 2nd Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Costebel Mines Limited" (No personal liability) — "Mines Costebel limitée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street, Suite 1524, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5321-67

Jules Cournoyer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Cournoyer, miller, 108 St-Louis, Michel Lemire, accountant, 26B Kirouac Boulevard, and Jean Gagnon, advocate, 26C Kirouac Boulevard, all three of Warwick, for the following purposes:

To carry on business as millers and to deal in grain, cereals, feeds, and agricultural products of all kinds, under the name of "Jules Cournoyer inc.", with a total capital stock of $161,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 1,600 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Warwick, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5139-67

Créations Chez Madame inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Gagnon, 12th Street,

12e rue, Martin-Claude Lepage, 1, rue Belzile, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 62, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, chaussures et fourrures de toutes sortes, sous le nom de « Créations Chez Madame inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5200-67

Eugène Crépeault & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Lucien Crépeault, courtier d'assurances agréé, Pauline Ferland, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien Crépeault, tous deux de 2331, Bourg-Royal, et Thérèse Crépeault, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 2329, Bourg-Royal, tous trois de Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Eugène Crépeault & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2329, avenue Bourg-Royal, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5216-67

Davanac Ltd.
Davanac ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, avocat et conseil en Loi de la reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, Herbert Salmon, 3524, avenue Northcliffe, Montréal, Barrie Brown, 374, 44e avenue, Lachine, Norman Souaid, 511, Le Royer, Saint-Lambert, tous trois avocats, et Sandra Rice, secrétaire, célibataire, 155, avenue Brittany, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de coussinets, chaînes et pignons d'engrenage, bornes de réduction, joints d'étanchéité pour l'huile et autres articles utilisés dans la transmission, sous le nom de « Davanac Ltd.— Davanac ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, suite 1020, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5357-67

Deco plans inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Martin-Claude Lepage, 1 Belzile Street, both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full age of majority, 62 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

To deal in clothing, shoes and furs of all kinds, under the name of "Créations Chez Madame inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5200-67

Eugène Crépeault & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Crépeault, chartered insurance broker, Pauline Ferland, housewife, wife separate as to property of said Lucien Crépeaut, both of 2331 Bourg-Royal, and Thérèse Crépeault, secretary, spinster of the full age of majorities, using her rights, 2329 Bourg-Royal, all three of Giffard, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Eugène Crépeault & fils inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2329 Bourg-Royal Avenue, Giffard, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5216-67

Davanac Ltd.
Davanac ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Learmont Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, Herbert Salmon, 3524 Northcliffe Avenue, Montreal, Barrie Brown, 374, 44th Avenue, Lachine, Norman Souaid, 511 Le Royer, Saint-Lambert, all three advocates, and Sandra Rice, secretary, spinster, 155 Brittany Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in bearings, chain and sprockets gears, bushings reducers, oil seals and other objects used in power transmission, under the name of "Davanac Ltd.— Davanac ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 1020, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5357-67

Deco plans inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued

patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean-Paul St-Michel, homme d'affaires, 13, rue de Mézy, Boucherville, Pierre-G. Dorion, avocat, et Andrée Ménard, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Pierre-G. Dorion, ces deux derniers de 400, 83e rue ouest Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plans, patrons, dessins et esquises de meubles, articles de décoration, équipements quelconques, maisons, parties ou accessoires d'icelles, sous le nom de « Deco plans inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5463-67

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul St-Michel, businessman, 13 de Mézy Street, Boucherville, Pierre-G. Dorion, advocate, and Andrée Ménard, secretary, wife separate as to property of said Pierre-G. Dorion, the latter two of 400, 83rd Street, West, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in plans, patterns, drawings and sketches for furniture, decoration articles, equipments, houses, parts or accessories thereof, under the name of "Deco plans inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5463-67

Duvernay Ready Mix Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Pierre Durand, avocat, 4027, Vendôme, Ange-Marie Boivin, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 6460, Ernest-Lavigne, tous deux de Montréal, et Michel Dagenais, avocat, 383, chemin Ste-Catherine, Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Duvernay Ready Mix Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 4969-67

Duvernay Ready Mix Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Durand, advocate, 4027 Vendôme, Ange-Marie Boivin, secretary, spinster of the full age of majority and in use of her rights, 6460 Ernest-Lavigne, both of Montreal, and Michel Dagenais, advocate, 383 Ste-Catherine Road, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and its by-products, under the name of "Duvernay Ready Mix Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4969-67

Édifice 215 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Cécile Caron, secrétaire, épouse séparée de biens d'Auguste Houde, 302, rue Laurier, Louise Couture, institutrice, épouse séparée de biens de Paul Chassé, 331, Celanese, et Lucille Desmarais, secrétaire, épouse séparée de biens de Lucien Allie, 1375, Mayrand, toutes trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Édifice 215 inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 9,900 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 90,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 215, rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 4315-67

Édifice 215 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cécile Caron, secretary, wife separate as to property of Auguste Houde, 302 Laurier Street, Louise Couture, professor, wife separate as to property of Paul Chassé, 331 Celanese, and Lucille Desmarais, secretary, wife separate as to property of Lucien Allie, 1375 Mayrand, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Édifice 215 inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 9,900 common shares of a nominal value of $1 each, 90,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 100 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 215 Lindsay Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4315-67

Les Éditions du Siècle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, avocat, 11765, Alexandre-Lacoste, Ruth De Kinder, secrétaire, épouse de Louis De Kinder, 10184, Marquette, et Cécile Benoît, secrétaire, épouse de Fernand Benoît, 11392, boulevard l'Archevêque, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Les Éditions du Siècle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5985, rue Pierre-Bédard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5243-67

Les Éditions du Siècle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Poulin, advocate, 11765 Alexandre-Lacoste, Ruth De Kinder, secretary, wife of Louis De Kinder, 10184 Marquette, and Cécile Benoît, secretary, wife of Fernand Benoît, 11392 l'Archevêque boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications and operate an advertising agency, under the name of "Les Éditions du Siècle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5985 Pierre-Bédard street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5243-67

Éditions M. D. G. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean Masse, 2438, Vauquelin, Pierre Dionne, 4683, De Lorimier, et Paul Gervais, 7152, Pie IX, tous trois éditeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire publier, éditer, imprimer tous genres de publications commerciales ou autres, sous le nom de « Éditions M. D. G. limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège socia de la compagnie est 7065A, boulevard St-Michel, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 94-68

Éditions M. D. G. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, baering date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Masse, 2438 Vauquelin, Pierre Dionne, 4683 De Lorimier, and Paul Gervais, 7152 Pie IX, all three publishers, of Montreal, for the following purposes:

To have all kinds of commercial and other publications edited, published and printed, under the name of "Éditions M. D. G. limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 7065A Saint-Michel boulevard, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 94-68

Les Éditions Musicales Barma inc. Barma Music Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jacques Laurent, 195, rue Marcotte, Saint-Laurent, Raymond Crevier, 497, chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont, L.-Yves Fortier, 40, avenue Arlington, Westmount, Claude Fontaine, 624, rue Victoria, Saint-Lambert, et Bernard-André Roy, 4998, avenue Western, Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises se rattachant à la production, la diffusion et l'édition de la musique et du son en général, sous le nom de « Les Éditions Musicales Barma inc.— Barma Music Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,800 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 220 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5138-67

Les Éditions Musicales Barma inc. Barma Music Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Laurent, 195 Marcotte Street, Saint-Laurent, Raymond Crevier, 497 Côte Ste-Catherine Road, Outremont, L.-Yves Fortier, 40 Arlington Avenue, Westmount, Claude Fontaine, 624 Victoria Street, Saint-Lambert, and Bernard-André Roy, 4998 Western Avenue, Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise connected with the production, diffusion and edition of music and its sounds in general, under the name of "Les Éditions Musicales Barma inc.— Barma Music Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,800 common shares of a nominal value of $10 each and into 220 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5138-67

Les Entreprises Georges-Étienne ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, John Rea Howard, secrétaire, 1420, Towers, app. 703, Max Bernfield, avocat, et conseil en Loi de la reine, et Edward H. Bernfeld, avocat, ces deux derniers de 1117, ouest, rue Ste-Catherine, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faires des affaires comme une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Les Entreprises Georges-Étienne ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5212-67

Les Entreprises Georges-Étienne ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, John Rea Howard, secretary, 1420 Towers, Apt. 703, Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, and Edward H. Bernfeld, advocate, the latter two of 1117 St. Catherine West, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Georges-Étienne ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5212-67

Les Entreprises Loval ltée
Loval Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: André Bélanger, 620, rue Crevier, Pierre-G. Bouchard, 3610, boulevard Toupin, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Yves Laurier, avocat et conseil en Loi de la reine, 6201, Sherbrooke ouest, app. 307, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Loval ltée — Loval Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 47-68

Les Entreprises Loval ltée
Loval Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Bélanger, 620 Crevier Street, Pierre-G. Bouchard, 3610 Toupin Boulevard, both advocates, of Saint-Laurent, and Yves Laurier, advocate and Queen's Counsel, 6201 Sherbrooke West, apt. 307, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate, building and investment company, under the name of "Les Entreprises Loval ltée — Loval Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 47-68

Les Entreprises Votre Choix ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, 12e rue, Martin-C. Lepage, 1, rue Belzile, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 62, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises Votre Choix ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5244-67

Les Entreprises Votre Choix ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Claude Gagnon, 12th St., Martin-C. Lepage, 1 Belzile St., both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, spinster of the full age of majority, 62 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Votre Choix ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5244-67

Les Entreprises Yvon Poirier ltée
Yvon Poirier Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Yvon Poirier, plombier, Hélène Gagnon, secrétaire, épouse dudit Yvon Poirier, tous deux de 6829, Garnier, et Pierre Poirier, agent distributeur, 8471, Foucher, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Les Entreprises Yvon Poirier ltée — Yvon Poirier Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5434-67

Les Entreprises Yvon Poirier ltée
Yvon Poirier Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Poirier, plumber, Hélène Gagnon, secretary, wife of said Yvon Poirier, both of 6829 Garnier, and Pierre Poirier, distributor agent, 8471 Foucher, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Les Entreprises Yvon Poirier ltée — Yvon Poirier Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5434-67

Les Équipements de bureau Alpha inc.
Alpha Office Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claire Doyon, comptable, veuve non remariée de André Lejour, 236, Lansdowne, Jacques Ponton, homme d'affaires, 1762, Iberville, Françoise Goyer, secrétaire, fille majeure, 306, Rabastalière, et Georges Hotte, comptable agréé, 1155, Montcalm, tous quatre de Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles et d'équipement de bureau et d'école, sous le nom de « Les Équipements de bureau Alpha inc.— Alpha Office Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bruno-de-Montarville district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 56-68

Les Équipements de bureau Alpha inc.
Alpha Office Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claire Doyon, accountant, unremarried widow of André Lejour, 236 Lansdowne, Jacques Ponton, businessman, 1762 Iberville, Françoise Goyer, secretary, spinster of the full age of majority, 306 Rabastalière, and Georges Hotte, chartered accountant, 1155 Montcalm, all four of Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To manufacture and deal in office and school equipment and articles, under the name of "Les Équipements de bureau Alpha inc.— Alpha Office Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 56-68

Fidéa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en dact du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude Pinard, avocat, Ginette Rousseau, secrétaire, épouse séparée de biens de Yvon Labelle, et Roger Rouleau, comptable agréé, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Fidéa inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 100 actions classe « A » de $1 chacune, 120,900 actions classe « B » de $1 chacune et en 790 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 110-68

Fidéa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Pinard, advocate, Ginette Rousseau, secretary, wife separate as to property of Yvon Labelle, and Roger Rouleau, chartered accountant, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Fidéa inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 100 Class "A" shares of $1 each, 120,900 class "B" shares of $1 each and into 790 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 110-68

Les Flibustiers et Batelières de Châteauguay-Centre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Gauthier, contremaître, 17, Carré St-Denis, Anita Comeau, ménagère, épouse de Jean Desparois, 82, McComber, et Jean-Paul Bourcier, gérant, 83, Principale, tous trois de Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Former un corps de musique pour garçons et filles, sous le nom de « Les Flibustiers et Batelières de Châteauguay-Centre ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 83, rue Principale, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5257-67

Les Flibustiers et Batelières de Châteauguay-Centre

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gauthier, foreman, 17 Carré Saint-Denis, Anita Comeau, housewife, wife of Jean Desparois, 82 McComber, and Jean-Paul Bourcier, manager, 83 Principale, all three of Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To form a musical association for boys and girls, under the name of "Les Flibustiers et Batelières de Châteauguay-Centre".

The amount to which the value of the immovables which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $50,000.

The head office of the company is at 83 Principale street, Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5257-67

Denis Gagnon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Denis Gagnon, constructeur, Marie-Paule Brossard, ménagère, épouse dudit Denis Gagnon, tous deux de 65, Duchatel, Beauport, et Jean-Yves Renaud, comptable, 65, Valvue, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Denis Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Duchatel, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5468-67

Denis Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Gagnon, builder, Marie-Paule Brossard, housewife, wife of the said Denis Gagnon, both of 65 Duchatel, Beauport, and Jean-Yves Renaud, accountant, 65 Valvue, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Denis Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 65 Duchatel St., Beauport, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5468-67

Galahad Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Ben Schecter, avocat et conseil en Loi de la reine, 7910, Côte St-Luc, Charles Spector, 4895, Bourret, et Irwin Miller, 3050, Brighton, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Galahad Apartments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 9,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8350, Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5315-67

Galahad Apartments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ben Schecter, advocate and Queen's Counsel, 7910 Côte St-Luc, Charles Spector, 4895 Bourret, and Irwin Miller, 3050 Brighton, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Galahad Apartments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of the par value of $1 each, 9,000 class "B" shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 8350 Jeanne-Mance, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5315-67

Geracimo & Nimax inc.

Avis est donné qu'en vôrtu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude Beauregard, 311, Parkwood Circle, Dorval, Georges Beauregard, 4125, Isabella, Montréal, et Henri Messier, 3531, Wellington, Verdun, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, hôtels, tavernes et auberges, sous le nom de « Geracimo & Nimax inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 58-60, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5392-67

Geracimo & Nimax inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Beauregard, 311 Parkwood Circle, Dorval, Georges Beauregard, 4125 Isabella Montreal, and Henri Messier, 3531 Wellington, Verdun, all three notaries, for the following purposes:

To operate restaurants, hotels, taverns and inns, under the name of "Geracimo & Nimax inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 58-60 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5392-67

Goyer Wool Shop & Beauty Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Menashe Broder, avocat, 5715, Leger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250, Forest Hill, app. 410A, C. Joshua Borenstein, 4652, Vezina, tous deux avocats, et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, app. 214, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de tissus, produits d'iceux et accessoires de beauté, sous le nom de « Goyer Wool Shop & Beauty Supply Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5211-67

Goyer Wool Shop & Beauty Supply Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, advocate, 5715 Leger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250 Forest Hill, Apt. 410A, C. Joshua Borenstein, 4652 Vezina, both advocates, and Esther Freedman, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale, Apt. 214, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products and beauty supplies, under the name of "Goyer Wool Shop & Beauty Supply Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5211-67

Gratton Sport & Camping inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gaston Gratton, homme d'affaires, Simone Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Gratton, tous deux de 7140, boulevard Lacordaire, et Robert Nadon, vendeur, 2317, Aylwin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands d'articles de sport, sous le nom de « Gratton Sport & Camping inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5400-67

Gratton Sport & Camping inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Gratton, businessman, Simone Bélanger, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Gratton, both of 7140 Lacordaire Bvld., and Robert Nadon, salesman, 2317 Aylwin, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in sports equipment, under the name of "Gratton Sport & Camping inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5400-67

Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by

patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Cyrial Ellefsen, Robert Coulombe, tous deux électriciens, Hervé Tremblay, industriel, Gérard-S. Tremblay, surintendant, Jean-Baptiste Gagné, commis en chef, Arthur Blackburn, agronome, Edgar Tremblay, Jean-Baptiste Larouche, Herman Boivin, Jean-Baptiste Simard, Vincent Bouchard, et Marcel Maltais, ces six derniers fermiers, tous douze de Bagotville, pour les objets suivants:

Administrer, opérer et voir au bon fonctionnement d'un hôpital à la Baie des Ha! Ha! en conformité des lois de la province de Québec, sous le nom de « Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $6,000,000.

Le siège social de la corporation est à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5043-67

the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Cyrial Ellefsen, Robert Coulombe, both electricians, Hervé Tremblay, industrialist, Gérard-S. Tremblay, superintendent, Jean-Baptiste Gagné, head clerk, Arthur Blackburn, agronomist, Edgar Tremblay, Jean-Baptiste Larouche, Herman Boivin, Jean-Baptiste Simard, Vincent Bouchard, and Marcel Maltais, the latter six farmers, all twelve of Bagotville, for the following purposes:

To direct, operate and see to the functioning of a hospital at Baie des Ha! Ha! in conformity with the laws of the Province of Quebec, under the name of "Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $6,000,000.

The head office of the corporation is at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5043-67

Les Imprimeries Amyot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Ginette Amyot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Raymond Marsolais, 7802, Pigeon, Anjou, Jacques Renaud, vendeur, 6589, 14e avenue, et Theresa Brenner, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Bourret, 10339, St-Laurent, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Les Imprimeries Amyot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 132-68

Les Imprimeries Amyot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ginette Amyot, housewife, wife contractually separate as to property of Raymond Marsolais, 7802 Pigeon, Anjou, Jacques Renaud, salesman, 6589, 14th Avenue, and Theresa Brenner, secretary, wife contractually separate as to property of Normand Bourret, 10339 St-Laurent, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers and bookbinders, under the name of "Les Imprimeries Amyot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 132-68

Insurance Bookkeeping Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Hart Margolian, avocat, 5022, avenue Isabella, Al Rickli, bijoutier, 5175, Sherbrooke-ouest, et Stanley Cohen, commis, 5010, avenue Isabella, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Offrir et disposer des services personnels de ses membres et de ses employés pour la tenue de livres des individus et des propriétaires à droits exclusifs, sociétés et corporations, sous le nom de « Insurance Bookkeeping Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1176, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5408-67

Insurance Bookkeeping Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hart Margolian, advocate, 5022 Isabella Avenue, Al Rickli, jeweller, 5175 Sherbrooke West, and Stanley Cohen, clerk, 5010 Isabella Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To offer and sell the personal services of its members and of persons employed by it is bookkeeping for individuals, sole proprietorships, partnerships and corporations, under the name of "Insurance Bookkeeping Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1176 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5408-67

Les Jongleurs de la Gamme

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Francine Roy, téléphoniste, fille majeure, 10201, Christophe-Colomb, Montréal, Jean Préfontaine, étudiant, 181, Richelieu, Saint-Marc, et Yvon Préfontaine, prêtre, clerc de Saint-Viateur, 1145, St-Viateur, Outremont, pour les objets suivants:

Établir et maintenir une chorale pour l'exécution du chant et la formation musicale des membres, sous le nom de « Les Jongleurs de la Gamme ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 83-68

Kent Clothing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeux, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, avenue Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Kent Clothing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5413-67

Wayne P. King & Ass. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-touverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Roland-G. Chauvin, 11530, rue Dépatie, Paul Hurtubise, 4854, Côte des Neiges, tous deux de Montréal, et Louis Cliche, 75, du Lilas, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire des affaires comme agents et courtiers d'assurance, sous le nom de « Wayne P. King & Ass. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5145-67

Knowlton Realty (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation: William Edgar

Les Jongleurs de la Gamme

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Francine Roy, telephone operator, spinster of the full age of majority, 10201 Chiristophe-Colomb, Montreal, Jean Préfontaine, student, 181 Richelieu, Saint-Marc, and Yvon Préfontaine, priest, cleric of Saint-Viateur, 1145 St-Viateur, Outremont, for the following purposes:

To establish and maintain a choir for singing and the musical training of its members, under the name of "Les Jongleurs de la Gamme".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 83-68

Kent Clothing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Kent Clothing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5413-67

Wayne P. King & Ass. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland-G. Chauvin, 11530 Dépatie Street, Paul Hurtubise, 4854 Côte des Neiges, both of Montreal, and Louis Cliche, 75 du Lilas, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Wayne P. King & Ass. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5145-67

Knowlton Realty (Quebec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Edgar Bronstetter, 7360

Bronstetter, 7360, Terrebonne, Montréal, Pierre Raymond, Warden, et John A. Penhale, 2030, rue Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers en immeubles, sous le nom de « Knowlton Realty (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5041-67

Marcel Labre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Marcel Labre, exploitant de stations service, Madeleine Charbonneau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Labre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 2685, rue Moreau-Croissant, Brossard, et Kathleen Deschamps, secrétaire, fille majeure, 4920, rue Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

Faire tous les actes relatifs à l'exploitation de stations de service de véhicules-automobiles, sous le nom de « Marcel Labre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5430-67

La Salle Memorial Gardens

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de cimetière, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: P. André Gervais, Pierre G. Rioux, tous deux avocats, de Montréal, et A. R. Deane Nesbitt, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et exploiter un cimetière, sous le nom de « La Salle Memorial Gardens ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à suite 1203, 5, Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23300 3121-67 — 1404/43

Ernest Lehoux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Ernest Lehoux, menuisier, Claire Turcotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ernest Lehoux, et Fernand Lehoux, étudiant, tous trois de 115, rue De Lavaltrie, Boucherville, pour les objets suivants:

Terrebonne, Montreal, Pierre Raymond, Warden, and John A. Penhale, 2030 Melba Street, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Knowlton Realty (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5041-67

Marcel Labre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Labre, service station manager, Madeleine Charbonneau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Labre, and duly authorized by him for the presents, both of 2685 Moreau-Croissant street, Brossard, and Kathleen Deschamps, secretary, spinster of the full age of majority, 4920 Clanranald street, Montreal, for the following purposes:

To operate service stations for motor vehicles under the name of "Marcel Labre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5430-67

La Salle Memorial Gardens

Notice is given that, under the Cemetery Companies Act, letters patent bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: P. André Gervais, Pierre G. Rioux, both advocates, of Montreal, and A. R. Deane Nesbitt, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To organize, maintain and operate a cemetery, under the name of "La Salle Memorial Gardens".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Suite 1203, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23300-o 3121-67 — 1404/43

Ernest Lehoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest Lehoux, joiner, Claire Turcotte, housewife, wife separate as to property of said Ernest Lehoux, and Fernand Lehoux, student, all three of 115 De Lavaltrie Street, Boucherville, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ernest Lehoux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 4498-67

To carry on business as general builders and building contractors, under the name of "Ernest Lehoux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4498-67

Syd Levine Sales Agencies Inc.
Les Agences de Ventes Syd Levine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Syd Levine, représentant de ventes, Molly Levine, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Syd Levine, tous deux de 5000, avenue Borden, Montréal, et Monique Savoie, secrétaire, épouse séparée de biens de Harvey Savoie, 11815, place Monty, Montréal-nord, pour les objets suivants:

Agir comme agents, vendeurs, acquéreurs et fabricants de toutes sortes et catégories de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Syd Levine Sales Agencies Inc.— Les Agences de Ventes Syd Levine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5314-67

Syd Levine Sales Agencies Inc.
Les Agences de Ventes Syd Levine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Syd Levine, sales representative, Molly Levine, secretary, wife separate as to property of the said Syd Levine, both of 5000 Borden Avenue, Montreal, and Monique Savoie, secretary, wife separate as to property of Harvey Savoie, 11815 Monty Place, Montreal North, for the following purposes:

To act as agents, dealers, purchasers and manufacturers of all kinds and classes of goods, wares and merchandise, under the name of "Syd Levine Sales Agencies Inc.— Les Agences de Ventes Syd Levine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5314-67

Librairie La-Sar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Pierre Sarra-Bournet, vendeur, Denyse Sarra-Bournet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Sarra-Bournet, tous deux de 18, Place Hamilton, Candiac, et Jacques Auclair, vendeur, 1031, Rawdon, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, imprimeurs, graveurs, lithographes et photocopistes, sous le nom de « Librairie La-Sar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5295-67

Librairie La-Sar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Sarra-Bournet, salesman, Denyse Sarra-Bournet, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Sarra-Bournet, both of 18 Place Hamilton, Candiac, and Jacques Auclair, salesman, 1031 Rawdon, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as booksellers, printers, engravers, lithographers and photocopiers, under the name of "Librairie La-Sar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5295-67

Lippel Gallery Inc.
Galerie Lippel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Leo Lippel, vendeur d'oeuvres d'art, Louise Tremblay, vendeuse d'oeuvres d'art, épouse dudit Leon Lippel, tous deux de 4328, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, et Lawrence Capelovitch, avocat, 4460, chemin du Souvenir, Laval, pour les objets suivants:

Lippel Gallery Inc.
Galerie Lippel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leon Lippel, art dealer, Louise Tremblay, art dealer, wife of the said Leon Lippel, both of 4328 Sherbrooke West, Montreal, and Lawrence Capelovitch, advocate, 4460 Souvenir Road, Laval, for the following purposes:

Acheter, vendre, importer, exporter tous genres de bijouterie, de toutes sortes ou de toutes natures, en faire le commerce, sous le nom de « Lippel Gallery Inc. — Galerie Lippel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 16,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 12,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5340-67

Manhan Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Manfred Hentschel, pastry chef, Hannelore Schade, ménagère, épouse dudit Manfred Hentschel, et Lieselotte Schade, coiffeuse, fille majeure, tous trois de 451, rue Newport, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Manhan Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8767, avenue Lithania, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 4852-67

Marché Paul inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Léopold Poisson, épicier, Georgette Benoît, ménagère, épouse commune en biens dudit Léopold Poisson, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 1226, rue Dionne, et Michel Poisson, boucher, 1040, rue Lallemand, tous trois de Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et la vente des aliments et tous autres produits habituellement vendus dans les marchés d'alimentation, sous le nom de « Marché Paul inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,520 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1226, rue Dionne, Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 9-68

Maurice Steak House Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Maurice Deslandes, restaurateur, Claude Deslandes, cuisinier, tous deux de 10, rue Dollard, et Jeanine Deslandes, gérante, épouse commune en biens de Wesley Benoit, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Clark Hill, tous trois de Waterloo, pour les objets suivants:

To buy, sell, import, export and deal in all types of jewellery of any kind or nature, under the name of "Lippel Gallery Inc. — Galerie Lippel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 12,000 common shares of a par value of $1 each, 16,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 12,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5340-67

Manhan Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Manfred Hentschel, chef pâtissier, Hannelore Schade, housewife, wife of the said Mandred Hentschel, and Lieselotte Schade, hairdresser, fille majeure, all three of 451 Newport Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Manhan Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8767 Lithania Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 4852-67

Marché Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léopold Poisson, grocer, Georgette Benoît, housewife, wife common as to property of the said Léopold Poisson, and duly authorized by him for these presents, both of 1226 Dionne St., and Michel Poisson, butcher, 1040 Lallemand St., all three of Drummondville-South, for the following purposes:

To carry on business dealing in and selling food products and all other products usually sold in food stores, under the name of "Marché Paul inc.", with a capital stock divided into 400 common shares of no nominal value and 1,520 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 1226 Dionne St., Drummondville-South, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 9-68

Maurice Steak House Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Deslandes, restaurateur, Claude Deslandes, chef, both of 10 Dollard St., and Jeanine Deslandes, manager, wife common as to property of Wesley Benoit, and duly authorized by him for these presents, Clark Hill, all three of Waterloo, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Maurice Steak House Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5218-67

Mercerie Henri Cousineau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Aldéa Benoit, ménagère, épouse de Henri Cousineau, 250, boulevard du Hâvre, Claudette Cousineau, commis, épouse de Gaston Deschamps, 252, St-Lambert, et Robert Lupien, notaire, 39, Jacques-Cartier, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Mercerie Henri Cousineau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 18, rue Chaussée, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5364-67

Mercerie Jacques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marcel Lacroix, commerçant, 375, Acadia, Roger Lemyre, assureur-vie, 722, 26e avenue, tous deux de Lachine, et Pierrette Cloutier, secrétaire, fille majeure, 1884, rue Rachel, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Mercerie Jacques inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1265, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5225-67

N. I. D. Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Sam Kleiner, constructeur, Micheline Kleiner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Same Kleiner, tous deux 3131, Brighton, Montréal, et Jacob Kleiner, constructeur, 2200, chemin Central, Fort Lee, New Jersey, E.U.A., pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, de placements et de portefeuille, sous le nom de « N. I. D. Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Maurice Steak House Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Waterloo, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5218-67

Mercerie Henri Cousineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aldéa Benoit, housewife, wife of Henri Cousineau, 250 du Hâvre Boulevard, Claudette Cousineau, clerk, wife of Gaston Deschamps, 252 St-Lambert, and Robert Lupien, notary, 39 Jacques-Cartier, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To deal in clothing of all kinds, under the name of "Mercerie Henri Cousineau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 18 Chaussée Street, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5364-67

Mercerie Jacques inc.

Notice is given that under Parr I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lacroix, trader, 375 Acadia, Roger Lemyre, life insurer, 722, 26th Ave., both of Lachine, and Pierrette Cloutier, secretary, spinster of the full age of majority, 1884 Rachel St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, and to deal in all kinds of wearing apparel, under the name of "Mercerie Jacques inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1265 Notre-Dame St., Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5225-67

N. I. D. Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sam Kleiner, builder, Micheline Kleiner, housewife, wife separate as to property of the said Sam Kleiner, both of 3131 Brighton, Montreal, and Jacob Kleiner, builder, 2200 Central Road, Fort Lee, New Jersey, U.S.A., for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "N. I. D. Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into

catégorie « A » de $1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5341-67

Les Navigateurs du St-Maurice inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Lacerte, entrepreneur-plombier, 1561, 4e rue, Maurice Blais, agent, 1371, 2e avenue, tous deux de Grand'Mère, et Louis Lizotte, gérant, Saint-Jean-des-Piles, pour les objets suivants:

Former et opérer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la navigation intérieure, du bateau de plaisance, du yacht, du canot-automobile et de l'auto-neige, sous le nom de « Les Navigateurs du St-Maurice inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean-des-Piles, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 25-68

J. Ostroff & Son Clothing Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Stanley Louis Cytrynbaum 95, Roxton Crescent, Montréal ouest, Paul Yaphe, 5382, avenue Montclair, Montréal, tous deux avocats, Erica Hume, 2450, chemin Athlone, Mont Royal, et Margaret Ivanisko, 5510, place Basile-Patenaude, Montréal, ces deux dernières secrétaire, célibataires d'âge majeur, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « J. Ostroff & Son Clothing Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5284-67

Pagé Electric Co. Ltd.
Pagé électrique Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Ernest James Lattimer, 10, avenue Rosemont, Joseph Seymour Blumer, 225, avenue Olivier, tous deux avocats, de Westmount, et Fleurange Décarie, secrétaire, célibataire, 1710, ouest, Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme fournisseurs de matériaux électriques et comme entrepreneurs électriciens, sous le nom de « Pagé Electric Co. Ltd.— Pagé

5,000 class "A" shares of $1 each, 5,000 class "B" shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5341-67

Les Navigateurs du St-Maurice inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Maurice Lacerte, plumbing contractor, 1561, 4th St., Maurice Blais, agent, 1371, 2nd Ave., both of Grand'Mère, and Louis Lizotte, manager, Saint-Jean-des-Piles, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote in particular the sport of inland navigation, pleasure boating, yachting, motor-boating and ski-dooing, under the name of "Les Navigateurs du St-Maurice inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jean-des-Piles, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 25-68

J. Ostroff & Son Clothing Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Louis Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Paul Yaphe, 5382 Montclair Avenue, Montreal, both advocates, Erica Hume, 2450 Athlone Road, Mount Royal, and Margaret Ivanisko, 5510 Place Basile-Patenaude, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "J. Ostroff & Son Clothing Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5284-67

Pagé Electric Co. Ltd.
Pagé électrique Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest James Lattimer, 10 Rosemont Avenue, Joseph Seymour Blumer, 225 Olivier Avenue, both advocates, of Westmount, and Fleurange Décarie, secretary, spinster, 1710 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To act as suppliers of electrical materials and as electrical contractors, under the name of "Pagé Electric Co. Ltd.— Pagé électrique Cie

électrique Cie ltée », avec un capital-actions divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 100 actions privilégiées d'une valeur au au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3890, avenue Léonard, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 4705-67

Perro Builder Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Raymond Crevier, avocat, 497, chemin Côte Sainte-Catherine, Outremont, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, et Theodore William Martinson, teneur de livres, 4217, boulevard Maisonneuve, Westmount, pour les objets suivants:

Manufacturer des remorques, des cantines mobiles, des fourgons, et toutes sortes de machinerie et équipement, sous le nom de « Perro Builder Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5347-67

Plomberie Fernand Tétreault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Fernand Tétreault, plombier, Thérèse Turcotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Tétreault, tous deux de 231, rue Court, Granby, et Arthur Tétreault, journalier, Saint-Pie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie Fernand Tétreault inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 231, rue Court, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5094-67

Poga inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Rhéal Allard, entrepreneur, 24, rue Maisonneuve, Hector Robert, comptable, 60, boulevard du Progrès, et Fernand Larose, notaire, 26, boulevard du Progrès, tous trois de Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Poga inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

ltée", with a capital stock divided into 6,000 common shares without par value and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 3890 Léonard Avenue, Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 4705-67

Perro Builder Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Crevier, advocate, 497 Côte Ste. Catherine Road, Outremont, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, and Theodore William Martinson, bookkeeper, 4217 Maisonneuve Boulevard, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with trailers, mobile canteens, vans and all kinds of machinery and equipment, under the name of "Perro Builder Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5347-67

Plomberie Fernand Tétreault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Tétreault, plumber, Thérèse Turcotte, housewife, wife contractually separate as to property of said Fernand Tétreault, both of 231 Court Street, Granby, et Arthur Tétreault, labourer, Saint-Pie, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Fernand Tétreault inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 231 Court Street, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5094-67

Poga inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rhéal Allard, contractor, 24 Maisonneuve St., Hector Robert, accountant, 60 du Progrès Blvd., and Fernand Larose, notary, 26 du Progrès Blvd., all three of Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Poga inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $100 each and 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5046-67

Pontiac Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Donald Russell Dods, nettoyeur à sec, Jessie Mayfred Horner, ménagère, épouse commune en biens dudit Donald Russell Dods, et Susan M. Dods, étudiante, célibataire, tous trois de Shawville, pour les objets suivants:

Faire commerce comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et raccommodeurs de vêtements, tissus, marchandises et fournitures de tenue de maison, sous le nom de « Pontiac Cleaners Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000, actions ordinaires sans valeur au pair et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 302, rue King, Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5237-67

Ramca construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Mathieu Calabrese, 37, 12e avenue, Roxboro, John G. Ramacieri, 3210, Forest Hill, Montréal, tous deux administrateurs, Jack Boidman, 5320, MacDonald, Montréal, et Moe Ackman, 3128, 3e rue, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Ramca construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6822, Waverley, Montréal, district judiciairede Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5248-67

Rawdon Golf and Ski-doo Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gordon J. Scott, gérant, Irene B. Richard, ménagère, épouse dudit Gordon J. Scott, et Frank Robinson, retraité, tous trois de Rawdon, pour les objets suivants:

Stimuler la pratique des sports du golf et du Ski-doo à Rawdon, sous le nom de « Rawdon Golf and Ski-doo Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5039-67

The head office of the company is at Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5046-67

Pontiac Cleaners Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Russell Dods, dry cleaner, Jessie Mayfred Horner, housewife, wife common as to property of the said Donald Russell Dods, and Susan M. Dods, student, spinster, all three of Shawville, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Pontiac Cleaners Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 302 King Street, Shawville, judicial district of Pontiac.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5237-67

Ramca construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mathieu Calabrese, 37, 12th Avenue, Roxboro, John G. Ramacieri, 3210 Forest Hill, Montreal, both executives, Jack Boidman, 5320 MacDonald, Montreal, and Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Laval, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Ramca construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6822 Waverley, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5248-67

Rawdon Golf and Ski-doo Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gordon J. Scott, manager, Irene B. Richard, housewife, wife of the said Gordon J. Scott, and Frank Robinson, retired, all three of Rawdon, for the following purposes:

To promote the pactive of the Sports of Golf and Ski-doo in Rawdon, under the name of "Rawdon Golf and Ski-doo Club Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation is at Rawdon, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5039-67

Restaurant Riviera Pizzeria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Aurèle Filiatrault, 1485, avenue Lacasse, Luigi Di Domenico, 5070, Poitier, et Claude Dagenais, 3163, Germain, tous trois restaurateurs, de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, hôtels, tavernes, auberges, boulangeries, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Restaurant Riviera Pizzeria inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4910, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5127-67

Gaston Roy automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gaston Roy, homme d'affaires, Pauline Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Roy, tous deux de 1, rue Dupuis, Neufchâtel, et Jacques Dorion, comptable, 565, De Chantel, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, roulottes, remorques, bateaux de plaisance, tracteurs, camions, autos-neige (ski-doo), instruments aratoires, motocyclettes ou de tous autres véhicules quelconques, ainsi que de leurs moteurs, parties et accessoires, sous le nom de « Gaston Roy automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4165, 1ère Avenue, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 258-68

St. Moritz Haute Coiffure (1968) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Albert Boumendil, 37, chemin Forest, Dollard-des-Ormeux, Clément Bédard 20, place Côte Vertu, app. 107, Saint-Laurent, et Charles Perez, 7925, Kingsley, Côte Saint-Luc, tous trois coiffeurs, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de beauté, de coiffure, du service de manucure et pédicure, d'électrolyse, de massages et autres établissements de service personnel, sous le nom de « St. Moritz Haute Coiffure (1968) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 6-68

Restaurant Riviera Pizzeria inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aurèle Filiatrault, 1485 avenue Lacasse, Luigi Di Domenico, 5070, Poitier, Claude Dagenais, 3163 Germain, all three restaurateurs, of Laval, for the following purposes:

To operate restaurants, hotels, taverns, inns, bakeries, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Restaurant Riviera Pizzeria inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4910 des Laurentides Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5127-67

Gaston Roy automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Roy, businessman, Pauline Côté, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Roy, both of 1 Dupuis St., Neufchâtel, and Jacques Dorion, accountant, 565 De Chantel, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, trailers, tows, pleasure boats, tractors, trucks, ski-doos, farming implements, motorcycles or any other vehicle whatsoever, as well as their motors, parts and accessories, under the name of "Gaston Roy automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4165 1st Avenue, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 258-68

St. Moritz Haute Coiffure (1968) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Boumendil, 37 Forest Road, Dollard-des-Ormeaux, Clément Bédard, 20 place Côte Vertu, Apt. 107, Saint-Laurent, and Charles Perez, 7925 Kingsley, Côte Saint-Luc, all three hairdressers, for the following purposes:

To operate beauty salons, hairdressing, manicuring, pedicuring, electrolysis, massage and other personal service establishments, under the name of "St. Moritz Haute Coiffure (1968) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 6-68

Safta Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Abe Katz, administrateur, 11261, Joseph Casavant, Sidney J. Zoltak, courtier d'assurance, 11422, Joseph-Casavant, tous deux de Montréal, et Sima Blitzer, ménagère, épouse séparée de biens de David Blitzer, 5736, Lockwood, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'immeubles, de construction, de placements, et de portefeuille, sous le nom de « Safta Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5352-67

Safta Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abe Katz, executive, 11261 Joseph-Casavant, Sidney J. Zoltak, insurance broker, 11422 Joseph-Casavant, both of Montreal, and Sima Blitzer, housewife, wife separate as to property of David Blitzer, 5736 Lockwood, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Safta Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 class "A" shares of $1 each, 5,000 class "B" shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5352-67

Salaberry Cartage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Noël Dorion, Louis Dorion et Pierre Bernier, tous trois avocats, de 80, St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Salaberry Cartage Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 126-68

Salaberry Cartage Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Dorion, Louis Dorion and Pierre Bernier, all three advocates, of 80 St. Peter St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Salaberry Cartage Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 126-68

Salon de Chaussure Lalonde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Norman Souaid, 511, Le Royer, Saint-Lambert, Barrie Brown, 374, 44e avenue, Lachine, tous deux avocats, et Sandra Rice, secrétaire, fille majeure, 155, avenue Brittany, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de chaussures, sous le nom de « Salon de Chaussure Lalonde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagni est 3597, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 29-68

Salon de Chaussure Lalonde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman Souaid, 511 Le Royer, Saint-Lambert, Barrie Brown, 374, 44th Ave., Lachine, both advocates, and Sandra Rice, secretary, spinster of the full age of majority, 155 Brittany Ave., Mount-Royal, for the following purposes:

To operate a shoe store, under the name of "Salon de Chaussure Lalonde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 3597 Ontario St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 29-68

Samson électrique inc.
Samson Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Samuel Godinsky, 731, Upper Belmont, Westmount, Michael Greenblatt, 1745, Cedar, Montréal, et Reuben

Samson électrique inc.
Samson Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Godinsky, 731 Upper Belmont, Westmount, Michael Greenblatt, 1745 Cedar, Montreal, and Reuben Resin, 5510

Resin, 5510, Robinson, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et conseils en Loi de la reine, pour les objets suivants:

Manufacturer des moteurs et accessoires électriques, en faire le commerce, sous le nom de « Samson électrique inc.— Samson Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5283-67

Services Sous-Marins de Québec inc.
Quebec Underwater Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Roger Boissy, commerçant, Gaétane Champagne, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Boissy, tous deux de 85, Lavigueur, Québec, et Jean-M. Morissette, avodat, 255, 65e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de plongée sous-marine, sous le nom de « Services Sous-Marins de Québec inc.— Quebec Underwater Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 85, Lavigueur, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 39-68

Société de Gestion J. Claude Messier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Claude Messier, commençant, Thérèse Hamelin, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Messier, tous deux de 798, Marie-Victorin, Boucherville, et Denis Gosselin, comptable, 2581, Lepailleur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Société de Gestion J. Claude Messier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 3,970 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 798, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 42-68

Spot Messenger Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Allan Baker, vendeur, Sandra Landsman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Allan Baker, tous deux de 867, avenue Eiffel, Laval, Carl Halrand Oulton, chauffeur, et Rita Delorasbil, caissière, épouse séparée de

Robinson, Côte Saint-Luc, all three advocates and Queen's Counsels, for the following purposes:

To manufacture and deal in electric motors and electric accessories, under the name of "Samson électrique inc.— Samson Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each and 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5283-67

Services Sous-Marins de Québec inc.
Quebec Underwater Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Boissy, trader, Gaétane Champagne, housewife, wife separate as to property of the said Roger Boissy, both of 85 Lavigueur, Quebec, and Jean-M. Morissette, advocate, 255, 65th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business in underwater diving with all its specialties, under the name of "Services Sous-Marins de Québec inc.— Quebec Underwater Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 85 Lavigueur, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 39-68

Société de Gestion J. Claude Messier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Messier, trader, Thérèse Hamelin, housewife, wife of said Jean-Claude Messier, both of 798 Marie-Victorin, Boucherville, and Denis Gosselin, accountant, 2581 Lepailleur, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de Gestion J. Claude Messier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each, 3,970 preferred class "A" shares of $10 each and into 200 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 798 Marie-Victorin Boulevard, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 42-68

Spot Messenger Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Baker, salesman, Sandra Landsman, manageress, wife separate as to property of the said Allan Baker, both of 867 Eiffel Avenue, Laval, Carl Harland Oulton, chauffeur, and Rita Delorasbil, cashier, wife separate as to property

biens dudit Carl Harland Oulton, ces deux derniers de 1385, Dutrisac, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'un service de messagerie, sous le nom de « Spot Messenger Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 4-68

Standard Hardwood Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation: George Mosson, administrateur, 108, 15e boulevard Cross Bay, Ozone Park, New York, États-Unis d'Amérique, Joseph Doyle Thompson, gérant, 42, Hazelwood, Outremont, et Jean-Pierre Landry, comptable, 6217, rue Sulte, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des affaires comme bûcherons, exploitants de forêts, marchands de bois et propriétaires de moulins à scie, moulins à planer et moulins à pulpe, sous le nom de « Standard Hardwood Co. Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5318-67

Studio 7 Shoes Ltd.
Chaussures Studio 7 ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gerald Schwartz 85, Manuel Drive, Dollard-des-Ormeaux, Charles Schwartz, 1455, Beverley Crescent, Laval, Harvey Schwartz, tous trois marchands détaillants, et Maurice Schwartz, administrateur, ces deux derniers de 8150, Wavell, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de chaussures, sous le nom de « Studio 7 Shoes Ltd.— Chaussures Studio 7 ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alexis-Nihon Plaza, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5417-67

Sylbel Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes du 14 novembre 1967, de la compagnie « Sybel Construction inc. », en y remplaçant, partout où apparaissant ledit nom, le mot « Sybel » par le mot « Sylbel », de manière que le nom de la compagnie se lise ainsi: « Sylbel Construction inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 4712-67 — 1396/14

of the said Carl Harland Oulton, the latter two of 1385 Dutrisac, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a messenger service, under the name of "Spot Messenger Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 4-68

Standard Hardwood Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Mosson, executive, 108, 15 Cross Bay Boulevard, Ozone Park, New York, United States of America, Joseph Doyle Thompson, manager, 42 Hazelwood, Outremont, and Jean-Pierre Landry, accountant, 6217 Sulte Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as loggers, lumbermen, lumber merchants and sawmill, planing-mill and pulpmill owners, under the name of "Standard Hardwood Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares without par value and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5318-67

Studio 7 Shoes Ltd.
Chaussures Studio 7 ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald Schwartz, 85 Manuel Drive, Dollard-des-Ormeaux, Charles Schwartz, 1455 Beverly Crescent, Laval, Harvey Schwartz, all three retailers, and Maurice Schwartz, executive, the latter two of 8150 Wavell, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate shoe stores, under the name of "Studio 7 Shoes Ltd.— Chaussures Studio 7 ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Alexis-Nihon Plaza, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5417-67

Sylbel Construction inc.

Notice is given that, pursuant to Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor has been pleased to correct the letters patent dated November 14, 1967, of the company "Sybel Construction inc.", replacing therein everywhere the said name appears, the word "Sybel" by the word "Sylbel", in such a way that the name of the company will read as follows. "Sylbel Construction inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4712-67 — 1396/14

Georges Trudeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Grace Blackett, 5622, Sherbrooke, et Delphine Matthew, 3455, Aylmer, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de lait frais et de tous autres produits laitiers, sous le nom de « Georges Trudeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hilaire-de-Rouville, municipalité de Otterburn Park, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5409-67

Georges Trudeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Grace Blackett, 5622 Sherbrooke, and Delphine Matthew, 3455 Aylmer, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in fresh milk and all other dairy products, under the name of "Georges Trudeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Hilaire-de-Rouville, municipalité of Otterburn Park, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5409-67

Regis Trudeau & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Albert Bissonnette, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Jaime Wilson Dunton, 8, rue Condover, Pointe-Claire, tous deux avocats, Kathleen Higgins, secrétaire, fille majeure, 4652, Sherbrooke ouest, et Denise Robert, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Robert, 11377, rue Meunier, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, diriger et entretenir des immeubles privés ou publics, des constructions, des travaux et des entreprises de toutes sortes, sous le nom de « Regis Trudeau & associés inc. », avec un capital divisé en 120,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 38-68

Regis Trudeau & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Bisonnette, 2 Bruynmor Avenue, Montreal-West, Jaime Wilson Dunton, 8 Condover St., Pointe-Claire, both advocates, Kathleen Higgins, secretary, spinster of the full age of majority, 4652 Sherbrooke west, and Denise Robert, secretary, wife separate as to property of Guy Robert, 11377 Meunier St., the two latter of Montreal, for the following purposes:

To operate, direct and maintain private or public immovables, constructions, works and enterprises of all kinds, under the name of "Regis Trudeau & associés inc.", with a capital stock divided into 120,000 shares of no nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 38-68

Victoria Curling Club of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: John Henry Thomas Dinan, administrateur, 91½ d'Auteuil, Kenneth Alan Laurie, physicien, 775, Calixa-Lavallée, tous deux de Québec, Vincent Edward Lyon, gérant, 2109, Bourbonnière, Walter Henry O'Brien, magasinier, 1310, Charles, tous deux Sillery, Patrick Herbert d'Arcy McCarthy, gérant de banque, 779, place Philippe, Fred Atherton Christie, 3147, Chambord, James Gibson Wynne, 1657, Montebello, Harold Earl Elgee, 2845, Poitiers, et Clarence Alvin Laverty, 1635, Mon Repos, les quatre derniers ingénieurs, les cinq derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Promouvoir le jeu de curling, sous le nom de « Victoria Curling Club of Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $2,000,000.

Victoria Curling Club of Quebec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: John Henry Thomas Dinan, executive, 91½ d'Auteuil, Kenneth Alan Laurie, physicist, 775 Calixa-Lavallée, both of Quebec, Vincent Edward Lyon, manager, 2109 Bourbonnière, Walter Henry O'Brien, storeman, 1310 Charles, both of Sillery, Patrick Herbert d'Arcy McCarthy, bank manager, 779 Place Philippe, Fred Atherton Christie, 3147 Chambord, James Gibson Wynne, 1657 Montebello, Harold Earl Elgee, 2845 Poitiers, and Clarence Alvin Laverty, 1635 Mon Repos, the latter four engineers, the latter five of Sainte-Foy, for the following purposes:

To promote the Scottish National Game of Curling, under the name of "Victoria Curling Club of Quebec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may own or possess, is to be limited, is $2,000,000,

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5377-67

Paul Viens assurance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Paul Viens, courtier en assurances, Mariette Jarry, ménagère, épouse dudit Paul Viens, tous deux de 41, Laviolette, Outremont, J.-B.-Paul Martin, 4965, Mariette, Montréal, Paul Chapdelaine, 633, boulevard Laird, Mont-Royal, tous deux comptables agréés, et Maurice Jarry, administrateur, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Paul Viens assurance inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5444-67

Vitrerie du Golfe inc.
Gulf Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Ghislain Lévesque, vitrier, 851, Giasson, Charles-H. Desrosiers, 60, Père Divet, et Jean Dionne, 202, Cartier, ces deux derniers avocats, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Vitrerie du Golfe inc.— Gulf Glass Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 67, rue Maltais, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5001-67

The head office of the corporation is at Quebec judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5377-67

Paul Viens assurance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Viens, insurance broker, Mariette Jarry, housewife, wife of said Paul Viens, both of 41 Laviolette, Outremont, J.-B.-Paul Martin, 4965 Mariette, Montreal, Paul Chapdelaine, 633 Laird Boulevard, Mont-Royal, both chartered accountants, and Maurice Jarry, executive, Laval, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Paul Viens assurance inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5444-67

Vitrerie du Golfe inc.
Gulf Glass Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ghislain Lévesque, glazier, 851 Giasson, Charles-H. Desrosiers, 60 Père Divet, and Jean Dionne, 202 Cartier, the latter two advocates, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To manufacture and deal in the glass business and all its products and by-products, under the name of "Vitrerie du Golfe inc.— Gulf Glass Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 67 Maltais Street, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5001-67

Lettres patentes supplémentaires

Automatic Mailing & Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de janvier 1968, à la compagnie « Automatic Mailing & Printing Inc. », 1° convertissant et redésignant ses 1,000 actions émises d'une valeur au pair de $1 chacune en 1,000 actions émises catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° redésignant ses 18,000 actions émises et non-émises d'une valeur au pair de $1 chacune en 18,000 actions catégorie « B » d'une valeur

Supplementary Letters Patent

Automatic Mailing & Printing Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Automatic Mailing & Printing Inc.", 1. converting and redesignating its 1,000 issued shares of the par value of $1 each into 1,000 class "A" issued shares of the par value of $1 each; 2. redesignating its 18,000 issued and unissued shares of the par value of $1 each into 18,000 class "B" shares of the par value of $1 each; 3. converting and redesignating its 1,000

au pair de $1 chacune; 3° convertissant et redésignant ses 1,000 actions non-émises d'une valeur au pair de $1 chacune en 1,000 actions non-émises catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 2994-63 — 1402/105

A. & F. Baillargeon Express inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger les lettres patentes supplémentaires du 31 mai 1966, de la compagnie « A. & F. Baillargeon Express incorporé », de manière que ledit nom se lise ainsi: « A. & F. Baillargeon Express inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 3497-46 — 1326/126

Robert Bernard Tire Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Robert Bernard Tire Service Limited », 1° réduisant ses 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° convertissant et subdivisant ses 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune; 3° augmentant son capital de $40,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,950 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 12128-57 — 1402/24

Stephen Bodi & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Bodi, Wiedmann & Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de juillet 1962, changeant son nom en celui de « Stephen Bodi & Co. Limited ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 11197-62 — 1402/58

Brodeur Hydromécanix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de décembre 1967, à la compagnie « Brodeur Hydromécanix inc. »; 1° convertissant ses 10,000 actions classe « A » non émises d'une valeur au pair de $5 chacune en 10,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de $5 chacune; 2° modifiant les droits afférents aux actions classe « A ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 2955-65 — 1401/130

unissued shares of the par value of $1 each into 1,000 class "A" unissued shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 2994-63 — 1402/105

A. & F. Baillargeon Express inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor has been pleased to correct the supplementary letters patent dated May 31, 1966, of the company "A. & F. Baillargeon Express incorporé", in such a way that the said name shall read as follows: "A. & F. Baillargeon Express inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 3497-46 — 1326/126

Robert Bernard Tire Service Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Robert Bernard Tire Service Limited", 1. reducing its 3,000 common shares of a par value of $10 each into 300 common shares of a par value of $100 each; 2. converting and subdividing its 100 preferred shares of a par value of $100 each into 1,000 preferred class "A" shares of a par value of $10 each; 3. increasing its capital from $40,000 to $200,000, the additional capital shares being divided into 15,950 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and into 500 preferred class "B" shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 12128-57 — 1402/24

Stephen Bodi & Co. Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bodi, Wiedmann & Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 9th day of July, 1962, changing its name to that of "Stephen Bodi & Co. Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 11197-62 — 1402/58

Brodeur Hydromécanix inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Brodeur Hydromécanix inc.", 1. converting its unissued 10,000 classe "A" shares of a par value of $5 each into 10,000 class "B" shares of a par value of $5 each; 2. amending the rights attached to class "A" shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 2955-65 — 1401/130

C. D. Distribution ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « C. D. Distribution ltée », augmentant son capital de $40,000 à $350,000 par la création de 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et de 2,700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 4749-66 — 1402/89

C. D. Distribution ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C. D. Distribution ltée", increasing its capital stock from $40,000 to $350,000 by the creation of 40,000 common shares of $1 each and 2,700 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 4749-66 — 1302/89

Cavalier Hotel/Motel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de décembre 1967, à la compagnie « Cavalier Hotel/Motel inc. », augmentant son capital de $50,000 à $150,000 par la création de 1,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 11215-61 — 1402/1

Cavalier Hotel/Motel inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issuec by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cavalier Hotel/Motel inc.", increasing its capital stock from $50,000 to $150,000 by the creation of 1,000 preferred class "B" shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 11215-61 — 1402/1

Clair-Matin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de décembre 1967, à la corporation « Clair-Matin inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $100,000 à $500,000.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 2918-65 — 1402-85

Clair-Matin inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 27th day of December, 1967, to "Clair-Matin inc.", increasing the amount to which is limited the immovable property which the said corporation may acquire and possess, from $100,000 to $500,000.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 2918-65 — 1402/85

Corporation Pharmaceutique Française limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Corporation Pharmaceutique Française limitée », 1° réduisant son capital par l'annulation de 868 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 2327-34 — 1402-87

Corporation Pharmaceutique Française limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Corporation Pharmaceutique Française limitée", 1. reducing its capital stock by the cancellation of 868 preferred shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital by the creation of 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 2327-34 — 1402/87

Dor-Steve Wood Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Dor-Steve Wood Products Inc. », diminuant son capital de $200,000 à $151,000, le capital-actions annulé étant divisé en 49,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 16852-59 — 1402/91

Dor-Steve Wood Products Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dor-Steve Wood Products Inc.", reducing its capital from $200,000 to $151,000, the capital stock annulled being divided into 49,000 preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 16852-59 — 1402/91

Entrepôts Frigorifiques Gagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1967, à la compagnie « Les Entreprises Laurent Gagnon ltée — Laurent Gagnon Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de mai 1966, 1° changeant son nom en celui de « Entrepôts Frigorifiques Gagnon ltée »; 2° changeant son siège social de St-Étienne-de-Lauzon, au numéro 375, rue Marconi, Ste-Foy; 3° modifiant ses pouvoirs; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 2300-66 — 1402/93

Entrepôts Frigorifiques Gagnon ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Laurent Gagnon ltée — Laurent Gagnon Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated May 25, 1966, 1. changing its name to that of "Entrepôts Frigorifiques Gagnon ltée"; 2. changing its head office from St-Étienne-de-Lauzon, to 375 Marconi Street, Ste-Foy; 3. amending its powers; 4. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 2300-66 — 1402/93

Fashion Set Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1967, à la compagnie « Fashion Blouse Inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de septembre 1963 changeant son nom en celui de « Fashion Set Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 3894-63 — 1402/4

Fashion Set Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Fashion Blouse Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of September, 1963, changing its name to that of "Fashion Set Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 3894-63 — 1402/4

Foster Springs Ltd.
Les Ressorts Foster ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Foster Springs Ltd.— Les Ressorts Foster ltée », augmentant son capital de $125,000 à $225,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 17934-52 — 1402/94

Foster Springs Ltd.
Les Ressorts Foster ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Foster Springs Ltd.— Les Ressorts Foster ltée", increasing its capital stock of $125,000 to $225,000, the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 17934-52 — 1402/94

Gauvin & Frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de janvier 1968, à la compagnie « Gauvin & Frère ltée », 1° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées class « B » de $10 chacune; 2° redésignant les actions privilégiées existantes comme actions privilégiées classe « A ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 10211-62 — 1403/15

Gauvin & Frère ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gauvin & Frère ltée", 1. increasing its capital from $40,000 to $100,000, the additional capital shares being divided into 6,000 preferred class "B" shares of $10 each; 2. redesignating the existing preferred shares as preferred class "A" shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 10211-62 — 1403/15

Girard, Bruce and Associates Ltd.
Girard, Bruce et associés ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Girard, Bruce, Garabedian and Associates Ltd.— Girard, Bruce, Garabedian et associés ltée », constituée par

Girard, Bruce and Associates Ltd.
Girard, Bruce et associés ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Girard, Bruce, Garabedian and Associates Ltd.— Girard, Bruce, Garabedian et associés ltée", incorporated by letters patent

par lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « Girard, Bruce and Associates Ltd.— Girard, Bruce et associés ltée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 3899-64 — 1402/5

Graimar Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Graimar Holdings Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 3191-64 — 1402/34

David B. Granofsky & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1967 à la compagnie « David B. Granofsky & Sons Inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 13850-56 — 1402/7

Hoskin Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967 à la compagnie « Hoskin Holdings Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 4879-64 — 1402/36

Hospital and Institutional Management Corporation
La Corporation d'Administration des Hôpitaux et des Institutions

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1967 à la compagnie « International Hospital Services », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1964, changeant son nom en celui de « Hospital and Institutional Management Corporation — La Corporation d'Administration des Hôpitaux et des Institutions ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 886-64 — 1401/56

Les Immeubles Foster ltée
Foster Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Les Immeubles Foster ltée — Foster Realties Ltd. », augmen-

dated the 1st day of September, 1964, changing its name to that of "Girard, Bruce and Associates Ltd.— Girard, Bruce et associés ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 3899-64 — 1402/5

Graimar Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Graimar Holdings Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 3191-64 — 1402/34

David B. Granofsky & Sons Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "David B. Granofsky & Sons Inc.", modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 13850-56 — 1402/7

Hoskin Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hoskin Holdings Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 4879-64 — 1402/36

Hospital and Institutional Management Corporation
La Corporation d'Administration des Hôpitaux et des Institutions

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "International Hospital Services", incorporated by letters patent dated the 31st day of March, 1964, changing its name to that of "Hospital and Institutional Management Corporation — La Corporation d'Administration des Hôpitaux et des Institutions".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 886-64 — 1401/56

Les Immeubles Foster ltée
Foster Realties Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Immeubles Foster ltée — Foster Realties Ltd.", increasing its capital

tant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 17933-52 — 1402/95

L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de juillet 1967, à la corporation « L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $50,000 à $2,000,000.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 6117-48 — 1403/39

International Laminating & Bonding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « International Laminating & Bonding Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 3808-67 — 1402/96

Norman Katz Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compganies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Norman Katz Holdings Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 2752-64 — 1402/38

The Kenogami Land Company, Limited
La Compagnie Immobilière Kénogami, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de décembre 1967 à la compagnie « The Kenogami Land Company, Limited », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de mai 1911; 1° changeant son nom en celui de « The Kenogami Land Company, Limited — La Compagnie Immobilière Kénogami, limitée »; 2° déménageant son siège social de Jonquière à Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 1689-11 — 1402/9

Laiterie Laval ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de

stock from $40,000 to $140,000, the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 17933-52 — 1402/95

L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 31st day of July, 1967, to "L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières", increasing the amount to which is limited the immovable property which the said corporation may acquire and possess, from $50,000 to $2,000,000.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 6117-48 — 1403/39

International Laminating & Bonding Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "International Laminating & Bonding Ltd.", increasing its capital stock from $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 3808-67 — 1402/96

Norman Katz Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Norman Katz Holdings Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 2752-64 — 1402/38

The Kenogami Land Company, Limited
La Compagnie Immobilière Kénogami, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, hzve been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Kenogami Land Company, Limited", incorporatined by letters patent dated the 31st day of May, 1911, 1. changing its name to that of "The Kenogami Land Company, Limited — La Compagnie Immobilière Kénogamie, limitée"; 2. transferring its head office from Jonquière to Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 1689-11 — 1402/9

Laiterie Laval ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor

janvier 1968, à la compagnie « Les Entreprises Pierre Côté inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de janvier 1965, 1° changeant son nom en celui de « Laiterie Laval ltée »; 2° convertissant ses 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par la création de 160,000 actions ordinaires sans valeur au pair et de 800,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 450-65 — 1402/98

of the Province to "Les Entreprises Pierre Côté inc.", incorporated by letters patent dated January 29, 1965, 1. changing its name to that of "Laiterie Laval ltée"; 2. converting its 40,000 common shares of a par value of $1 each into 40,000 common shares without par value; 3. increasing its capital by the creation of 160,000 common shares without par value and 800,000 preferred shares of a par value of $1 each; 4. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 450-65 — 1402/98

Lalande & Tétreault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de décembre 1967, à la compagnie « Lalande & Tétreault inc. », augmentant son capital de $40,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 660 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,034 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 3317-65 — 1402/39

Lalande & Tétreault inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lalande & Tétreault inc.", increasing its capital from $40,000 to $150,000, the additional capital shares being divided into 660 common shares of a par value of $10 each and into 1,034 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 3317-65 — 1402/39

P. E. Lavoie Autos limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de janvier 1968, à la compagnie « P. E. Lavoie Autos limitée », augmentant son capital de $100,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 233-67 — 1402/99

P. E. Lavoie Autos limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "P. E. Lavoie Autos limitée", increasing its capital stock from $100,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 10,000 common shares of $5 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 233-67 — 1402/99

Librairie René Martin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de janvier 1968, à la compagnie « Librairie René Martin inc. », augmentant son capital de $40,000 à $190,000, par la création de 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 477-66 — 1403/40

Librairie René Martin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Librairie René Martin inc.", increasing its capital from $40,000 to $190,000, by the creation of 1,500 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 477-66 — 1403/40

Malibu Fabrics of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Malibu Fabrics of Canada Ltd. », 1° augmentant son capital par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1,000 chacune; 2° redésignant ses actions comme des actions ordinaires.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 6264-46 — 1402/42

Malibu Fabrics of Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Malibu Fabrics of Canada Ltd.", 1. increasing its capital by the creation of 5,000 preferred shares of the par value of $1,000 each; 2. redesignating its shares as common shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 6264-47 — 1402/42

Melchers Distilleries, Limited
Les Distilleries Melchers, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de décembre 1967, à la compagnie « Melchers Distilleries, Limited — Les Distilleries Melchers, limitée », 1° diminuant son capital par l'annulation de 250,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 200,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 2386-28 — 1402/118

Melchers Distilleries, Limited
Les Distilleries Melchers, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Melchers Distilleries, Limited — Les Distilleries Melchers, limitée", 1. reducing its capital by the cancellation of 250,000 preferred shares of the par value of $5 each; 2. increasing its capital by the creation of 200,000 common shares without nominal or par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 2386-28 — 1402/118

Milford Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de décembre 1967 à la compagnie « Milford Investment Corporation », diminuant son capital par l'annulation de $1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 12784-56 — 1402/13

Milford Investment Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Milford Investment Corporation", reducing its capital by the cancellation of 1,500 preferred shares of the par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 12784-56 — 1402/13

Montreal Phono Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Montreal Phono Co. Ltd. », diminuant son capital de $300,000 à $53,000 par l'annulation de 247,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 13670-56 — 1402/122

Montreal Phono Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Montreal Phono Co. Ltd.", reducing its capital from $300,000 to $53,000 by the cancellation of 247,000 preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 13670-56 — 1402/122

Nomad Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Ben Shames Food Products Limited », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de sptembre 1967, changeant son nom en celui de « Nomad Sales Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 3956-67 — 1403/20

Nomad Sales Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ben Shames Food Products Limited", incorporated by letters patent dated the 18th day of September, 1967, changing its name to that of "Nomad Sales Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 3956-67 — 1403/20

Oil Seals Specialty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1967, à la compagnie « National Oil Seals Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de février 1967, changeant son nom en celui de « Oil Seals Specialty Co. Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 616-67 — 1402/16

Oil Seals Specialty Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "National Oil Seals Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of February, 1967, changing its name to that of "Oil Seals Specialty Co. Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 616-67 — 1402/16

Paquette Auto Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de décembre 1967 à la compagnie « Paquette Auto Service Inc. », convertissant ses 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 2283-64 — 1402/19

Les Placements Guy Fortier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1967, à la compagnie « Les Placements Guy Fortier inc. », augmentant son capital de $550,550 à $850,550, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 2516-63 — 1402/124

Placements Pierre Roux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1967, à la compagnie « Placements Pierre Roux inc. », subdivisant et convertissant ses 250 actions classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune en 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 2543-63 — 1402/17

Plastiques P. H. inc.
P. H. Plastics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de novembre 1967, à la compagnie « Quincaillerie Panoramique (1965) inc.— Panoramic Hardware (1965) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Plastiques P. H. inc.— P. H. Plastics Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 1211-65 — 1403/69

Robar Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Robar Holdings Limited », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 5516-63 — 1402/50

Services Spécialisés Ville-Marie inc.
Ville-Marie Specialized Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Paquette Auto Service Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Paquette Auto Service Inc.", converting its 6,000 common shares of the par value of $10 each into 6,000 preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 2283-64 — 14029/19

Les Placements Guy Fortier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Guy Fortier inc.", increasing its capital from $550,550 to $850,550, the additional capital shares being divided into 3,000 preferred class "B" shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 2526-63 — 1402/124

Placements Pierre Roux inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Placements Pierre Roux inc.", subdividing and converting its 250 class "A" shares of a par value of $100 each and 250 class "B" shares of a par value of $100 each into 50,000 preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 2543-63 — 1402/17

Plastiques P. H. inc.
P. H. Plastics Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Quincaillerie Panoramique (1965) inc.— Panoramic Hardware (1965) Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of March 1965, changing its name to that of "Plastiques P. H. inc.— P. H. Plastics Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 1211-65 — 1403/69

Robar Holdings Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Robar Holdings Limited", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 5516-63 — 1402/50

Services Spécialisés Ville-Marie inc.
Ville-Marie Specialized Services Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1967,

patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1967, à la compagnie « Services Spécialisés Ville-Marie inc.— Ville-Marie Specialized Services Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 125-65 — 1402/54

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Services Spécialisés Ville-Marie inc.— Ville-Marie Specialized Service Inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 125-65 — 1402/54

Simkovits Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Simkovits Holdings Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 14899-61 — 1402/55

Simkovits Holdings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Simkovits Holdings Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 14899-61 — 1402/55

La Société de Bienfaisance des Aveugles du Saguenay et du Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1967, à « La Société de Bienfaisance des Aveugles du Saguenay », constituée en corporation par lettres patentes du 22e jour de juillet 1942, changeant son nom en celui de « La Société de Bienfaisance des Aveugles du Saguenay et du Lac St-Jean inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 3594-42 — 1402/56

La Société de Bienfaisance des Aveugles du Saguenay et du Lac St-Jean inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 22nd day of December, 1967, to "La Société de Bienfaisance des Aveugles du Saguenay", incorporated by letters patent dated the 22nd day of July, 1942, changing its name into that of "La Société de Bienfaisance des Aveugles du Saguenay et du Lac St-Jean inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 3594-42 — 1402/56

Gilles Trudeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de décembre 1967, à la compagnie « Gilles Trudeau inc. », 1° subdivisant, refondant et convertissant ses 100 actions ordinaires de $50 chacune en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 40 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune; 2° refondant ses 700 actions privilégiées de $50 chacune en 350 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune; 3° augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 400 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 5370-66 — 1402/72

Gilles Trudeau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gilles Trudeau inc.", 1. subdividing, revising and converting its 100 common shares of $50 each into 1,000 common shares of $1 each and 40 preferred class "A" shares of $100 each; 2. revising its 700 preferred shares of $50 each to 350 preferred class "A" shares of $100 each; 3. increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional share capital being divided into 200 preferred class "A" shares of $100 each and 400 preferred class "B" shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 5370-66 — 1402/72

Visual Planning Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1967, à la compagnie « Simplified Administration Methods Inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de mai 1962, changeant son nom en celui de « Visual Planning Corporation ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293 12169-62 — 1402/59

Visual Planning Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Simplified Administration Methods Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of May, 1962, changing its name to that of "Visual Planning Corporation".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293-o 12169-62 — 1402/59

Avis divers

Joseph Marcel Ernest Iacobaccio

Avis est par les présentes donné que « Joseph Marcel Ernest Iacobaccio », époux de Linda Arnold, chauffeur, domicilié dans les cité et district de Montréal, transmettra au Secrétaire de la Province de Québec une requête visant à faire changer son nom à celui de Joseph, Marcel Ernest Marcotte.

Montréal, ce 5e jour de février 1968.

Les procureurs du requérant,
DESCHÊNES DE GRANDPRÉ, COLAS,
23262-6-2-o GODIN, CODERRE & LAPOINTE.

Corporation des Techniciens Professionnels de la province de Québec

Amendements
aux règlements généraux
(édition officielle 1965)
de la
CORPORATION DES TECHNICIENS PROFESSIONNELS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Amendements aux règlements généraux de la Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec, acceptés à l'unanimité lors de l'Assemblée du Conseil Central et de l'Assemblée Générale Annuelle de la Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec, tenues les 20 et 22 octobre 1967.

1° L'article 1 des règlements généraux est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 8, les mots suivants:

« et désigne une personne inscrite au régistre de la Corporation et en règle avec elle. »

2° L'article 2 est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 2 (*f*) par le suivant:

« *f*) Sur recommandation du Bureau des Examinateurs, l'Exécutif peut accepter comme membre, pour une période d'une année et par la suite, d'année en année, une personne qui n'est pas citoyen canadien, mais est domiciliée dans la province de Québec; à condition qu'elle possède la compétence voulue et qu'elle exerce sa profession d'une façon contir ue dans la province.

La personne à laquelle est accordé un certificat annuel, est soumise, tant que ce certificat est en vigueur, à la loi et à tous les règlements de la Corporation. »

3° L'article 2 est de plus modifié en remplaçant les paragraphes 2 (*g*) et (*h*) par les suivants:

« *g*) Le Bureau des Examinateurs est chargé d'examiner les candidats pour l'admission comme membre de la Corporation des Techniciens Professionnels. Il est composé d'au moins quatre (4) membres de la Corporation domiciliés dans la Province, et nommés comme suit:

Un membre est nommé par la Direction générale de l'Enseignement spécialisé;

Un membre, non-membre de l'Exécutif, est nommé par le Conseil de la Corporation;

Un membre, faisant partie de l'Exécutif provincial, fait partie du bureau des Examinateurs;

Et, le Président général ou son représentant choisi dans l'Exécutif, fait partie du bureau des Examinateurs.

h) Le quorum des assemblées du Bureau des Examinateurs est de 3 membres. »

Miscellaneous Notices

Joseph Marcel Ernest Iacobaccio

Notice is hereby given that "Joseph Marcel Ernest Iacobaccio", married to Linda Arnold, domiciled in the city and district of Montreal, will transmit to the Quebec Provincial Secretary an application to change his name to Joseph Marcel Ernest Marcotte.

Montreal, this 5th day of February 1968.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN, CODERRE & LAPOINTE,
23262-6-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec

Amendments
to the general by-laws
(1965 official edition)
of the
CORPORATION OF PROFESSIONAL TECHNICIANS OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Amendments to the general by-laws of the Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec, unanimously accepted at the meeting of the Central Council and at the annual general meeting of the Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec, held on October 20 and 22, 1967.

1. Section 1 of the general by-laws is amended by adding, at the end of paragraph 8, the following words:

"and designates a person in good standing who is inscribed on the Corporation's register."

2. Section 2 is amended by replacing subparagraph 2(*f*) by the following:

"(*f*) On recommendation of the Board of Examiners, the Executive may accept as member, for a period of one year, and thereafter, from year to year, a person who is not a Canadian citizen, but who resides in the Province of Quebec, on condition that such person have the necessary competence, and that he practise his profession in a continuous manner in the Province.

The person to whom an annual certificate is issued is subject, for such time as said certificate is in force, to the Act and to all the by-laws of the Corporation."

3. Section 2 is further amended by replacing paragraphs 2(*g*) and (*h*) by the following:

"(*g*) The Board of Examiners is entrusted with the examination of candidates for admission as member to the Corporation of Professional Technicians. It is composed of at least four (4) members of the Corporation domiciled in the Province, and appointed as follows:

One member is appointed by the General Directorate of Technical and Vocational Training;

One member, not a member of the Executive, is appointed by the Council of the Corporation;

One member, forming part of the Provincial Executive, is on the Board of Examiners;

And, the President General or his representative chosen from among the Executive, is on the Board of Examiners.

(*h*) Quorum at meetings of the Board of Examiners is 3 members."

4° L'article 2 est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:

« *i*) Le Bureau des Examinateurs tient des examens pour l'admission à la Corporation, deux fois par année, à Montréal ou à Québec. Les examens sont tenus en français ou en anglais, au choix du candidat.

L'Exécutif peut rénumérer les examinateurs et fixer les honoraires auxquels ils ont droit.

5° L'article 2 est de plus modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

« 2-4 Tout membre appartient de fait au chapitre régional où se trouve son emploi ou sa résidence. »

6° L'article 2 est également modifié en remplaçant le paragraphe 5 par le suivant:

« 2-5 Un membre a le droit de faire partie du chapitre régional de son choix. Si un membre désire faire partie d'un chapitre autre que celui où il a résidence, il devra en faire la demande par écrit à l'Exécutif Provincial.

Ce transfert ne deviendra valide qu'à compter de son approbation par l'Exécutif. »

7° L'article 2 est modifié en ajoutant, à la troisième ligne du paragraphe 10, après « 25 ans », les mots suivants:

« Ou qui a versé une cotisation pendant 35 ans. »

8° L'article 3 des règlements généraux est modifié en ajoutant à la fin de cet article les paragraphes suivants:

3-5 *Membre associé*

« Pour être admis membre associé, un candidat doit satisfaire les exigences suivantes:

a) Détenir un certificat de fin d'année d'études du cours secondaire public ou l'équivalent.

b) Avoir complété avec succès une (1) année d'études techniques ou l'équivalent.

c) Occuper une fonction technique depuis 2 ans en plus de 5 années d'expérience dans l'industrie.

d) Subir avec succès l'examen du bureau des examinateurs.

e) Le membre associé verse une cotisation annuelle fixée par le conseil.

f) Le membre associé n'a pas droit de vote et n'est pas éligible au conseil de chapitre.

g) L'année fiscale du membre associé sera du 1er janvier au 31 décembre.

3-6 *Membre technologiste*

Pour devenir membre technologiste, un candidat doit satisfaire les exigences suivantes:

a) Détenir un diplôme de technicien ou d'études techniques en une spécialité quelconque délivré de la façon prévue par la loi.

b) Détenir un diplôme d'études techniques d'une autre province ou d'un autre pays jugé équivalent par le bureau des examinateurs.

c) Être membre de la Corporation et y demeurer en qualité de technicien diplômé ou technicien professionel.

d) Avoir une expérience de 2 années de pratique dans sa spécialité jugée satisfaisante par le bureau des examinateurs.

e) Si le candidat détient un diplôme d'études techniques dont les qualifications sont supérieures d'une année d'études au diplômé technique actuel, alors il pourra bénéficier du crédit d'une année pour le domaine pratique.

f) Les qualifications du candidat doivent remplir les conditions des articles *c* et *d* et doivent satisfaire un des articles *a* ou *b*.

4. Section 2 is amended by adding, at the end of paragraph 2, the following sub-paragraph:

"(*i*) The Board of Examiners holds examinations for admission to the Corporation twice a year, in Montreal or Quebec. The examiations are held in French or in English, at the candidate's option.

The Executive may pay the examiners and fix the fee to which they are entitled.

5. Section 2 is further amended by replacing paragraph 4 by the following:

"2-4 All members belong in fact to the regional chapter where their employ or residence is situated."

6. Section 2 is also amended by replacing paragraph 5 by the following:

"2-5 A member has the right to belong to the regional chapter of his choice. If a member wishes to belong to a chapter other than that where he resides, he must make a written application to that effect to the Provincial Executive.

This transfer will become valid only following its approval by the Executive."

7. Section 2 is amended by adding, to the third line of paragraph 10, after "25 years", the following words:

"Or who has paid his fees for 35 years."

8. Section 3 of the general by-laws is amended by adding, at the end of said section, the following paragraphs:

3-5 *Associate member*

"To be admitted as associate member, a candidate must meet the following requirements:

(*a*) Hold a graduation certificate from a public secondary course or the equivalent.

(*b*) Have completed successfully one (1) year of technical studies or the equivalent.

(*c*) Hold a technical position for 2 years, and have 5 years experience in the industry.

(*d*) Have undergone successfully the examination of the Board of Examiners.

(*e*) The associate member pays annual fees fixed by the Council.

(*f*) The associate member does not have the right to vote and is not eligible for the Council of the Chapter.

(*g*) The fiscal year of the associate members will be from January 1st to December 31st.

3-6 *Technologist member*

To become a technologist member, a candidate must meet the following requirements:

(*a*) Hold a technician's diploma or a diploma of technical studies in a specialty, and issued in the manner provided for by law.

(*b*) Hold a diploma of technical studies from another province or another country deemed the equivalent by the Board of Examiners.

(*c*) Be a member of the Corporation, and so remain as a certified technician or professional technician.

(*d*) Have 2 years practice in a specialty deemed satisfactory by the Board of Examiners.

(*e*) If the candidate holds a diploma of technical studies the qualifications of which are higher than one year of studies towards the present technical diploma, he may be credited with one year of practice in the field.

(*f*) The qualifications of the candidate must fill the conditions of sections *c* and *d*, and must meet one of sections *a* or *b*.

g) Le membre technologiste verse une cotisation annuelle fixée par le conseil.

h) L'année fiscale du membre technologiste sera du 1er janvier au 31 décembre. »

9. L'article 4 est modifié en remplaçant le second sous-paragraphe du paragraphe 2 par le suivant:

« Toutefois, le candidat peut verser au trésor provincial les sommes qui pourraient manquer pour compléter ses dix années de cotisation, mais les cinq dernières années consécutives sont obligatoires comme membre (titulaire et régulier selon les règlements) de la Corporation. »

10° L'article 4 est modifié en ajoutant, au paragraphe 3, après le mot « demande », à la première ligne, les mots suivants:

« à l'exécutif provincial. »

11° L'article 4 est modifié en ajoutant, au début du paragraphe 4, les mots suivants:

« Dans le cas d'objection. »

12° L'article 5 est modifié en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

« 5-6 Le terme d'office de tous les membres de l'Exécutif du Conseil (Président, Président ex-officio, 1er vice-président, cinq (5) vice-présidents, secrétaire général et trésorier général) est de 24 mois débutant le 1er juin au 30 mai. »

13. L'article 7 est modifié en remplaçant les sous-paragraphes *a*, *e*, *f* du paragraphe 1 par les suivants:

«*a*) Il doit avoir été membre pour au moins dix ans et être éligible pour le titre de Technicien Professionnel.

e) Il doit avoir été membre du Conseil pendant au moins deux années entières et avoir été membre de l'Exécutif provincial durant un terme, en ayant assisté à la majorité des assemblées.

f) Le Président général ne peut être réélu pour deux termes consécutifs. »

14° L'article 7 est également modifié en remplaçant le sous-paragraphe (*b*) du paragraphe 3 par le suivant:

« *b*) Ils doivent avoir été membres pour au moins huit ans. »

15° L'article 7 est modifié en remplaçant le sous-paragraphe *a*) du paragraphe 4 par le suivant:

« *a*) Il doit avoir été membre pour au moins quatre ans. »

16° L'article 7 est, de plus modifié en remplaçant les sous-paragraphes *a*) et *i*) du paragraphe 5 par les suivants:

"*a*) Il doit avoir été membre pour au moins quatre ans.

i) Le trésorier général, ou l'agent autorisé, s'occupe de la perception des cotisations dues par les membres. »

17° L'article 8 des règlements est modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

« 8-3 Les directeurs délégués au Conseil Central seront répartis comme suit:

a) Un délégué par chapitre régional légalement constitué et en opération;

b) Deux (2) délégués par chapitre régional comptant un minimum de 400 membres;

c) Trois (3) délégués par chapitre comptant un minimum de 1,000 membres et plus. »

18° L'article 8 est également modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

« 8-4 Ils doivent avoir été membres pour au moins deux ans. »

(*g*) The technologist member pays an annual fee fixed by the Council.

(*h*) The fiscal year of the technologist member will be from January 1st to December 31st."

9. Section 4 is amended by replacing the second sub-paragraph of paragraph 2 by the following:

"However, the candidate may pay to the Provincial Treasury the sums which may be lacking to complete his ten years of subscription, but the latter five consecutive years are obligatory as member (titular and regular according to the by-laws) of the Corporation."

10. Section 4 is amended by adding to paragraph 3, after the word "request", in the first line, the following words:

"to the Provincial Executive."

11. Section 4 is amended by adding, at the beginning of paragraph 4, the following words:

"In case of objection."

12. Section 5 is amended by replacing paragraph 6 by the following:

"5-6 The term of office of all members of the Executive Council (Chairman, Chairman ex-officio, 1st Vice-Chairman, five (5) Vice-Chairmen, Secretary general and Treasurer general) is 24 months starting on June 1st to May 30th."

13. Section 7 is amended by replacing sub-paragraphs *a*, *e*, *f*, of paragraph 1 by the following:

"(*a*) He must have been a member for at least ten years and be eligible for the title of Professional Technician.

(*e*) He must have been a member of the Council during at least two entire years and have been a member of the Provincial Executive for one term, having assisted at the majority of the meetings.

(*f*) The Chairman general cannot be re-elected for two consecutive terms."

14. Section 7 is also amended by replacing sub-paragraph (*b*) of paragraph 3 by the following:

"(*b*) They must have been members for at least eight years."

15. Section 7 is amended by replacing sub-paragraph (*a*) of paragraph 4 by the following:

"(*a*) He must have been a member for at least four years."

16. Section 7 is further amended by replacing sub-paragraphs (*a*) and (*i*) of paragraph 5 by the following:

"(*a*) He must have been a member for at least four years.

(*i*) The Treasurer general, or the authorized agent, attends to the collection of fees due by the members."

17. Section 8 of the by-laws is amended by replacing paragraph 3 by the following:

"8-3 The directors delegated to the Central Council shall be divided as follows:

(*a*) One delegate per regional chapter legally incorporated and in operation;

(*b*) Two (2) delegates per regional chapter with a minimum of 400 members;

(*c*) Three (3) delegates per chapter with a minimum of 1,000 members or more."

18. Section 8 is also amended by replacing paragraph 4 by the following:

"8-4 They must have been members for at least two years."

19° L'article 9 est modifié en remplaçant les mots « le 1er et le 15 décembre de chaque année », au premier sous-paragraphe du paragraphe 1 de cet article, par les mots « le 5 et le 20 mai de l'année d'élections. »

20° L'article 9 est modifié en remplaçant le mot « septembre » au paragraphe 2, par le mot « février. »

21° L'article 9 est modifié en remplaçant le mot « octobre » au paragraphe 3, par le mot « mars. »

22° L'article 9 est de plus modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

« 9-4 Le secrétaire général devra procéder à l'ouverture des enveloppes contenant les bulletins de mise en nomination et à la lecture desdits bulletins lors d'une assemblée de l'exécutif provincial qui doit être tenue avant le 10 avril de chaque année d'élection. »

23° L'article 9 est modifié en remplaçant au paragraphe 5, le mot « novembre » par le mot « avril. »

24° L'article 9 est modifié en remplaçant au paragraphe 8, les mots « 25 novembre » par les mots « 1er mars. »

25° L'article 9 est également modifié en remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

« 9-9 Lors de l'assemblée spéciale des Élections des officiers du Conseil, le président assisté de deux scrutateurs nommés par ladite Assemblée, réunira les directeurs délégués des différents chapitres et fera élire un président général et 6 vice-présidents généraux; un secrétaire général et un trésorier général à la majorité des voix. Lors de cette même assemblée, un premier vice-président général sera élu parmi les 6 vice-présidents généraux déjà élus à la majorité des voix. Le Président général, le premier vice-président général, les cinq vice-présidents généraux, le secrétaire général et le Trésorier général en fonction au 1er décembre 1967, sont prolongés dans leur mandat jusqu'au 31 mai 1968.

Les règlements de la Corporation incompatibles avec le présent règlement sont modifiés en conséquence;

Pour l'élection des officiers de la Corporation qui entreront en fonction le 1er juin 1968 et au cours des années subséquentes, les règlements généraux de la Corporation approuvés par arrêté en conseil numéro 1152 le 6 mars 1952 et les modifications à ces règlements approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1099 en date du 1er juin 1965 sont en vigueur. »

26° L'article 9 est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 10, les mots suivants:

« et les officiers doivent se retirer. »

27° L'article 9 est modifié en remplaçant le paragraphe 12 par le suivant:

« 9-12 S'il n'y a pas du d'assemblée spéciale des élections avant le 31 mai de l'année d'élection, le Conseil devra quand même voir à ce qu'il y ait des élections au cours des mois de juin, juillet ou août en suivant *mutatis mutandis* les règlements d'élections existants. »

28° L'article 9 est finalement modifié en remplaçant le paragraphe 13 par le suivant:

« 9-13 Le président général en office, s'il n'est pas candidat à un poste d'officier de la Corporation, est président d'élection pour l'élection de l'exécutif provincial et en cas d'égalité des votes aux différentes chartes, son vote est prépondérant.

19. Section 9 is amended by replacing the words "the 1st and 15th of December of each year" in the first sub-paragraph of paragraph 1 of this section, by the words "the 5th and 20th of May of the election year."

20. Section 9 is amended by replacing the word "September" in paragraph 2, by the word "February".

21. Section 9 is amended by replacing the word "October" in paragraph 3 by the word "March".

22. Section 9 is further amended by replacing paragraph 4 by the following:

"9-4 The Secretary general must proceed to open the envelopes containing the nomination-ballots, and to read the said ballots at a meeting of the Provincial Executive which must be held before April 10 of each election year".

23. Section 9 is amended by replacing, in paragraph 5, the word "November" by the word "April".

24. Section 9 is amended by replacing, in paragraph 8, the words "November 25th" by the words "March 1st".

25. Section 9 is also amended by replacing paragraph 9 by the following:

"9-9 At the special meeting for the election of officers to the council, the Chairman assisted by two scrutineers appointed by the said Assembly, shall convene the directors delegated to the various chapters, and shall have elected a Chairman general and 6 Vice-Chairmen general, a Secretary general and a treasurer general by the majority of the votes. At this same meeting, a first Vice-Chairman general will be elected from among the 6 Vice-Chairmen general already elected by the majority of the votes. The Chairman general, the first Vice-Chairman general, the five Vice-Chairmen general, the Secretary general and the treasurer general in office on December 1, 1967, are extended in their mandate until May 31, 1968.

The by-laws of the Corporation which are incompatible with this by-law are amended accordingly;

For the election of officers who shall take up office on June 1, 1968, and during subsequent years, the general by-laws of the Corporation approved by Order in Council No. 1152, dated March 6, 1952, and the amendments to these by-laws approved by Order in Council number 1099, dated June 1, 1965, are in force".

26. Section 9 is amended by adding, at the end of paragraph 10, the following words:

"and the officers must withdraw".

27. Section 9 is amended by replacing paragraph 12 by the following:

"9-12 If no special election meeting was held before May 31st of the election year, the council must still see that elections are held during the months of June, July or August following the existing election by-laws *mutatis mutandis*."

28. Section 9 is amended finally by replacing paragraph 13 by the following:

"9-13 The President general in office, if he is not a candidate for a post of officer of the Corporation, is Returning Officer for the election of the Provincial Executive, and in the case of a tie in votes for different posts, his vote is preponderant.

Si le président général en office est candidat à un poste d'officier de la Corporation, il est remplacé par un président d'élections nommé spécialement à cette fin par l'assemblée spéciale des élections. »

29° L'article 12 est modifié en remplaçant le paragraphe 1 dudit article par le suivant:

« 12-1 Sauf le droit du Conseil de former de nouveaux chapitres, les chapitres suivants sont formés:

a) Les anciens chapitres de Montréal, Chapter of Montreal, Hull, Rouyn-Noranda, formeront: La Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec (chapitre régional de Montréal).

b) Les anciens chapitres de Québec et Lauzon formeront: La Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec (chapitre régional de Québec).

c) Les anciens chapitres de Trois-Rivières Technique, Trois-Rivières Papeterie dt Shawinigan formeront: La Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec (chapitre régional de la Mauricie).

d) Les anciens chapitres de Sherbrooke et Textiles formeront: La Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec (chapitre régional de l'Estrie).

e) L'ancien chapitre du Bas St-Laurent formera: La Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec (chapitre régional du Bas St-Laurent).

f) L'ancien chapitre Saguenay formera: La Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec (chapitre régional Saguenay). »

30° L'article 12 est modifié en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

« 12-6 Tout membre appartient de fait au chapitre régional où se trouve son emploi ou sa résidence. »

31° L'article 13 des règlements est remplacé par le suivant:

« Article 13. *Délégués consultants de technologie:*

13-1 En appendice au Conseil Central, il devra y avoir un (1) délégué consultant par technologie acceptée dans la Corporation.

13-2 Ce délégué aura droit de parole du sujet concerné, aux assemblées de l'Exécutif mais non le droit de vote.

13-3 Si une demande spécifique est faite à l'Exécutif par un délégué consultant, ce délégué devra faire sa demande par écrit au Secrétaire exécutif pour être ajouté à l'agenda.

13-4 Ce délégué consultant devra représenter sa technologie pour tous les chapitres régionaux.

13-5 Le choix de ce délégué consultant sera fait par les Présidents de la Technologie de chaque chapitre régional qui s'assembleront pour décider du choix ou le tout pourra se faire par correspondance et ratifié par tous les Présidents.

13-6 Si ce choix n'est pas fait dans les 60 jours de l'entrée en fonction des nouveaux officiers du Conseil, l'exécutif pourra nommer alors un délégué consultant de son choix. »

32° L'article 13 ainsi remplacé devient l'article 14 des règlements généraux.

Je, soussigné Marcel Pilon, secrétaire général de la Corporation des Techniciens Professionnels de la Province de Québec, certifie par les présentes que les règlements ci-haut mentionnés sont une copie conforme des règlements amendant les

If the President general in office is a candidate for a post of officer of the Corporation, he is replaced by a Returning Officer especially appointed for this purpose by the special election assembly".

29. Section 12 is amended by replacing paragraph 1 of the said section by the following:

"12-1 Save the right of the council to form new chapters, the following chapters are formed:

(*a*) The former chapitres de Montréal, chapter of Montreal, Hull, Rouyn-Noranda will form: The Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec (Regional chapter of Montreal).

(*b*) The former chapters of Quebec and Lauzon will form The Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec (Regional chapter of Quebec).

(*c*) The former chapters of Trois-Rivières Technical, Trois-Rivières Paper-Making and Shawinigan will form The Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec (Regional chapter of La Mauricie).

(*d*) The former chapters of Sherbrooke and Textiles will form The Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec (Regional chapter the Eastern Townships).

(*e*) The former chapter of the Lower St. Lawrence will form the Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec (Regional chapter of the Lower St. Lawrence).

(*f*) The former chapter of the Saguenay will form The Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec (Regional chapter of the Saguenay."

30. Section 12 is amended by replacing paragraph 6 by the following:

"12-6 All members belong in fact to the regional chapter where their employ or residence is situated."

31. Section 13 of the by-laws is replaced by the following:

"Section 13. *Technological Consulting Delegates:*

13-1 In addition to the Central council, there must be one (1) consulting delegate per technology accepted into the Corporation.

13-2 This delegate will have the right to speak on the subject in question at meetings of the Executive, but will not have the right to vote.

13-3 If a specific request is made to the Executive by a consulting delegate, said delegate must make his request in writing to the Executive Secretary in order to be put on the agenda.

13-4 Said delegate must represent his technology for all regional chapters.

13-5 The choice of the consulting delegate will be made by the Chairmen of Technology of each regional chapter who will meet to decide on the choice, or the whole may be accomplished by correspondance and ratified by all the Chairmen.

13-6 If such choice is not made in the 60 days after the new officers of the Council have taken office, the Executive may then appoint a consulting delegate of its choice."

32. Section 13 thus replaced becomes section 14 of the general by-laws.

I, the undersigned, Marcel Pilon, Secretary general of the Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec, do hereby certify that the above-mentioned by-laws are a true copy of the by-laws amending the general

règlements généraux de ladite Corporation approuvés le 6 mars 1952 par l'Ordre en Conseil numéro 1152 et approuvés par l'Ordre en Conseil numéro 1099 le 1er juin 1965, de même que par l'Ordre en Conseil numéro 1884 le 23 septembre 1965, et que lesdits règlements ont été unanimement adoptés par le Conseil Central de ladite Corporation à une assemblée dûment convoquée à cette fin et subséquemment approuvé, sanctionné à une assemblée générale des membres de ladite Corporation dûment convoquée à cette fin et tenue les 20 et 22 octobre 1967, à l'unanimité des votes des membres présents à ladite assemblée.

Montréal, ce 24ième jour de janvier 1968.

Le secrétaire-général,
MARCEL PILON.

23337-o

by-laws of the said Corporation which were approved on March 6, 1952 by Order in Council number 1152, and approved by Order in Council number 1099 of June 1, 1965, as well as by Order in Council number 1884 of September 23, 1965, and that the said by-laws were unanimously adopted by the Central Council of the said Corporation at a meeting duly called for this purpose and subsequently approved, sanctioned at a general meeting of the members of the said Corporation duly convoked and held for this purpose on October 20 and 22, 1967, without one dissentient vote by the members present at the said meeting.

Montreal, this 24th day of January, 1968.

MARCEL PILON,
Secretary-General.

23337

Ville de Châteauguay

Avis est par les présentes donné qu'en date du 30 janvier 1968, le Conseil municipal de la ville de Châteauguay, a adopté un règlement portant le numéro 341 pourvoyant à la fusion de la ville de Châteauguay et de la ville de Châteauguay Heights conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (13-14 Elizabeth II, 1965).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la ville de Châteauguay et la ville de Châteauguay Heights et créant une nouvelle municipalité sous le nom de ville de Châteauguay.

Le territoire de la ville de Châteauguay comprendra le territoire actuel de la ville de Châteauguay et celui de la ville de Châteauguay Heights, dont la description technique et le plan sont annexés au règlement de fusion. La ville de Châteauguay sera régie par la Loi des cités et villes, aura un statut de cité, et sera divisée en huit (8) quartiers, dont le plan et la description sont annexés au règlement de fusion, et elle sera administrée par un conseil composé d'un Maire et de huit (8) échevins.

La première élection générale du Maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1968, et les élections générales subséquentes auront lieu tous les trois (3) ans le premier dimanche de novembre.

Avant la première élection générale, la ville de Châteauguay sera administrée par un conseil provisoire composé d'un maire, soit le Maire actuel de la ville de Châteauguay et de dix (10) échevins, soit les échevins actuels de la ville de Châteauguay et de deux (2) membres du conseil municipal de la ville de Châteauguay Heights choisis par résolution du conseil.

La première séance du conseil provisoire aura lieu le deuxième lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'Hôtel de ville de la ville de Châteauguay, au numéro 5, rue de la Station, à 20.30.

Toutes les dispositions spéciales concernant la ville de Châteauguay et la ville de Châteauguay Heights sont abrogées sauf les dispositions suivantes:

La Loi 12 Georges VI, chapitre 79, article 15, la Loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 104, article 20 et la Loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 112.

Les règlements numéros 126 et 127 de la ville de Châteauguay concernant le fond de roulement s'appliqueront à toute la municipalité.

Town of Châteauguay

Notice is hereby given that on January the 30, 1968, the municipal council of the town of Châteauguay passed a by-law bearing number 341 providing for the amalgamation of the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights according to the voluntary Amalgamation of the municipalities Act (13-14 Elizabeth II, 1965).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights and creating a new municipality known as the town of Châteauguay.

The territory of the town of Châteauguay shall include the actual territory of the town of Châteauguay and of the town of Châteauguay Heights, a technical description and a plan of this territory being annexed to the by-law. The town of Châteauguay shall be a city municipality governed by the cities and towns Act, and shall be divided into eight (8) wards described on a plan annexed to the by-law, and the town of Châteauguay shall be administered by a mayor and eight (8) aldermen.

The first general election shall take place on the first Sunday of November 1968, and the following general elections shall take place every three (3) years on the first Sunday of November.

Before the first general election, the town of Châteauguay shall be administered by a provisional council including a mayor, the actual mayor of the town of Châteauguay, and ten (10) aldermen, the actual aldermen of the town of Châteauguay, plus two (2) members of the municipal council of the town of Châteauguay Heights chosen by resolution of council of this town.

The first general sitting of the provisional council shall be held on the 2nd Monday following the coming into force of the letters patent and shall take place at the Châteauguay Town Hall, at 5 Station Avenue, at 20:30 o'clock.

All special legislative provisions governing the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights are repealed except the following:

The Act 12 George VI, chapter 79, section 15; the Act 4-5 Elizabeth II, chaptre 104, section 20; and the Act 15-16 Elizabeth II chaptre 112.

By-laws number 126 and 127 of the town of Châteauguay concerning the working fund shall apply to the entire municipality.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier à l'Hôtel de ville de Châteauguay, au numéro 5 rue de la Station.

Les propriétaires peuvent s'apposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Châteauguay, ce 9e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE HURTIBISE, C.A.

23335-7-2-o

This by-law providing for the amalgamation of the two (2) municipalities, and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer, at Châteauguay Town Hall, 5 Station Avenue, Châteauguay.

The property-owners of both municipalities who object to the amalgamation may, in the month following the month during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Quebec City, Province of Quebec.

Given at Châteauguay, this 9th day of Febrauary 1968.

CLAUDE HURTUBISE, C.A.,
Secretary-Treasurer.

23335-7-2-o

Ville de Châteauguay Heights

Avis est par les présentes donné qu'en date du 8 février 1968, le Conseil municipal de la ville de Châteauguay Heights, a adopté un règlement portant le numéro 55 pourvoyant à la fusion de la ville de Châteauguay et de la ville de Châteauguay Heights conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (13-14 Eliz. II, 1965).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la ville de Châteauguay et la ville de Châteauguay-Heights et créant une nouvelle municipalité sous le nom de ville de Châteauguay.

Le territoire de la ville de Châteauguay comprendra le territoire actuel de la ville de Châteauguay et celui de la ville de Châteauguay Heights, dont la description technique et le plan sont annexés au règlement de fusion. La ville de Châteauguay sera régie par la Loi des cités et villes, aura un statut de cité, et sera divisée en huit (8) quartiers, dont le plan et la description sont annexés au règlement de fusion, et elle sera administrée par un conseil composé d'un maire et de huit (8) échevins.

La première élection générale du Maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1968, et les élections générales subséquentes auront lieu tous les trois (3) ans le premier dimanche de novembre.

Avant la première élection générale, la ville de Châteauguay sera administrée par un conseil provisoire composé d'un maire, soit le Maire actuel de la ville de Châteauguay et de dix (10) échevins, soit les échevins actuels de la ville de Châteauguay et de deux (2) membres du conseil municipal de la ville de Châteauguay Heights choisis par résolution du conseil.

La première séance du conseil provisoire aura lieu le deuxième lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'Hôtel de ville de la ville de Châteauguay, au numéro 5, rue de la Station, à 20:30.

Toutes les dispositions spéciales concernant la ville de Châteauguay et la ville de Châteauguay Heights sont abrogées sauf les dispositions suivantes:

La Loi 12 Georges VI, chap. 79, art. 15, la Loi 4-5 Eliz. II, chap. 104, art. 20 et la Loi 15-16 Eliz. II, chap. 112.

Les règlements numéros 126 et 127 de la ville de Châteauguay concernant le fond de roulement s'appliqueront à toute la municipalité.

Town of Châteauguay Heights

Notice is hereby given that on February the 8th 1968, the Municipal Council of the town of Châteauguay Heights passed a By-law bearing number 55 providing for the amalgamation of the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (13-14 Eliz. II, 1965).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights and creating a new Municipality known as the town of Châteauguay.

The territory of the town of Châteauguay shall include the actual territory of the town of Châteauguay and of the town of Châteauguay Heights, a technical description and a plan of this territory being annexed to the by-law. The town of Châteauguay shall be a city municipality governed by the Cities and Towns Act, and shall be divided into eight (8) wards described on a plan annexed to the By-law, and the town of Châteauguay shall be administered by a Mayor and eight (8) aldermen.

The first general election shall take place on the first Sunday of November 1968, and the following general elections shall take place every three (3) years on the first Sunday of November.

Before the first general election, the town of Châteauguay shall be administered by a provisional Council including a Mayor, the actual mayor of the town of Châteauguay, and ten (10) aldermen, the actual aldermen of the town of Châteauguay, plus two (2) members of the Municipal Council of the town of Châteauguay Heights chosen by resolution of Council.

The first general sitting of the provisional Council shall be held on the 2nd Monday following the coming into force of the letters patent and shall take place at the Châteauguay Town Hall, at 5 Station Avenue, at 20:30 o'clock.

All special legislative provisions governing the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights are repealed except the following:

The Act 12 George VI, chapter 79, section 15; the Act 4-5 Eliz. II, chapter 104, section 20; and the Act 15-16 Eliz. II, chapter 112.

By-laws number 126 and 127 of the town of Châteauguay concerning the working fund shall apply to the entire municipality.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du Secrétaire-Trésorier à l'Hôtel de Ville de Châteauguay Heights, au numéro 70 rue Carlyle, Châteauguay Heights.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leurs opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Châteauguay Heights, ce 9e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
23336-7-2-o (S.) THELMA CLARKE.

Joseph, Fernand, Guy Charbonneau

Avis est par les présentes donné que Joseph, Fernand, Guy Charbonneau domicilié à 6853, rue Garnier, à Montréal, district de Montréal, présentera une requête à l'honorable Secrétaire de la Province de Québec, pour changer son nom en celui de Joseph, Fernand, Guy Rocheleau, et d'en faire bénéficier sa femme Christiane Charbonneau (née Marsan) domiciliée au même endroit.

Montréal, 5 février 1968.

Les procureurs du requérant,
PINARD, MARTEL, BRASSARD,
23312-7-2-o DESCHAMPS, CANTIN & CANTIN.

Le Conseil Beauceville No 2910 des Chevaliers de Colomb de Beauceville inc.

« Le Conseil Beauceville No 2910 des Chevaliers de Colomb de Beauceville inc. », Beauce P.Q. donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elisabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le grand chevalier,
RAYMOND C. MATHIEU.
Le secrétaire-archiviste,
23313-o FERNAND RANCOURT.

Le Conseil Gagnon No 5240 des Chevaliers de Colomb de Gagnon inc.

Le « Conseil Gagnon No 5240 des Chevaliers de Colomb de Gagnon inc. », C.P. 790 Gagnon donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 25 janvier 1968, Gagnon 24 janvier 1968.

Le grand chevalier,
G. DESHAIES.
Le secrétaire-archiviste,
23314-o ANTONIO LEPAGE.

Rosianne Lacroix

Avis est par les présentes donné que Mlle Rosianne Lacroix, fille majeure, sans profession, domiciliée et résidant à 4551 rue St-Denis, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom en celui de Rosianne Parent.

Montréal, le 8 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23338-7-2-o BOURDON et BOURDON.

This by-law providing for the amalgamation of the two (2) municipalities, and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer, at Châteauguay Heights Town Hall, 70 Carlyle, Châteauguay Heights.

The property-owners of both municipalities who object to the amalgamation may, in the month following the month during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Quebec City, Province of Quebec.

Given at Châteauguay Heights, this 9th day of February 1968.

(S.) THELMA CLARKE,
23336-7-2-o *Secretary-Treasurer.*

Joseph, Fernand, Guy Charbonneau

Notice is hereby given that Joseph, Fernand, Guy Charbonneau domiciled at 6853 Garnier Street, in Montreal, district of Montreal, will present a petition to the Honourable Secretary of the Province of Quebec for the purpose of changing his name to that of Joseph, Fernand, Guy Rocheleau and that this change of name will also affect his wife Christiane Charbonneau (born Marsan) domiciled at the same place.

Montreal, February 5, 1968.

PINARD, MARTEL, BRASSARD,
DESCHAMPS, CANTIN & CANTIN,
23312-7-2 *Attorneys for the Applicant.*

Council Beauceville No. 2910 of the Knights of Columbus of Beauceville inc.

"Council Beauceville, No. 2910 of the Knights of Columbus of Beauceville inc.", gives notice its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) from April 22, 1953.

RAYMOND C. MATHIEU,
Grand Knight.
FERNAND RANCOURT,
23313-o *Recorder.*

Council Gagnon No. 5240 of the Knights of Columbus of Gagnon inc.

"Council Gagnon No. 5240 of the Knights of Columbus of Gagnon inc.", C.P. 790 Gagnon hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Colombus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from January 25, 1968, Gagnon, January 24, 1968.

G. DESHAIES,
Grand Knight.
ANTONIO LEPAGE,
23314 *Recorder.*

Rosianne Lacroix

Notice is hereby given that Miss Rosianne Lacroix, spinster of full age, of majority, unemployed, residing at 4551 St-Denis, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing her name to Rosianne Parent.

Montreal, February 8, 1968.

BOURDON et BOURDON,
23338-7-2-o *Attorneys for the applicant.*

Peter Szmuk

Peter Szmuk, résidant au 3765 Dupuis, Montréal, présentera une requête pour accorder le changement de son nom en Peter Stone.

Montréal, le 7 février 1968.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, FORTIER,
23339-7-2-o MAILHOT, TARDI.

Peter Szmuk

Peter Szmuk, residing at 3765 Dupuis St. Montreal, will apply to grant the change of his surname to Peter Stone.

Montreal, February 7, 1968.

DU MESNIL, FORTIER,
MAILHOT, TARDI,
23339-7-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Mr. You Soon Jang

Avis est donné que Mr. You Soon Jang s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir que son nom soit changé en celui de M. Peter Wong et Mme Ping Ngan Jang devra changer son nom en celui de Mme Ping Ngan Wong.

Montréal, 2 février 1968.

Le procureur du pétitionnaire,
23347-7-2 A. ARNOLD LECHTER.

Mr. You Soon Jang

Notice is hereby given that Mr. You Soon Jang will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. Peter Wong and Mrs. Ping Ngan Jang will change her name to Mrs. Ping Ngan Wong.

Montreal, February 2, 1968.

A. ARNOLD LECHTER,
23347-7-2-o *Attorney for Petitioner.*

Rose Tilles (Soler)

Avis est par les présentes donné, que conformément au projet de loi 31, loi concernant les changements de noms, Rose Tilles (Soler), de Montréal, Québec, sollicite du Secrétaire provincial la permission de changer son nom à Rose de Soler.

Montréal, 1er février 1968.

23348-7-2-o ROSE TILLES (SOLER).

Rose Tilles (Soler)

Notice is hereby given, pursuant to bill 31, change of name Act, that Rose Tilles (Soler), of Montréal, Quebec, is making application to the Provincial Secretary for change of name to Rose de Soler.

Montreal, February, 1 1968.

23348-7-2-o ROSE TILLES (SOLER).

Theodore Allan Wass

Avis est par les présentes donné que Theodore Allan Wass, homme d'affaires, des cité et district de Montréal, et y résidant au 3445, rue Hutchison, app. 206, fera une requête au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir un décret du lieutenant-gouverneur en conseil changeant son nom de Theodore Allan Wass en celui de Theodore Alan Bonder.

Montréal, le 9 février 1968.

Les procureurs du requérant,
MENDELSOHN, ROSENTZVEIG, SHACTER
& TAVISS
23349-7-2 Par: JOSEPH TARASOFSKY.

Theodore Allan Wass

Notice is hereby given that Theodore Allan Wass, businessman, of the city and district of Montreal, and residing therein at 3445 Hutchison Street, Apt. 206, will present a petition to the Secretary of the Province of Quebec for a decree of the Lieutenant-Governor in Council changing his name from Theodore Allan Wass to Theodore Alan Bonder.

Montreal, February 9, 1968.

MENDELSOHN, ROSENTZVEIG, SHACTER
& TAVISS
Per: JOSEPH TARASOFSKY,
23349-7-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Zacharia Isaac Hara

Avis est donné par les présentes que Zacharia I. Hara, résidant à 6940, Avenue Fielding, app. 503, dans la ville et le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de Zacharie I. Hara.

Montréal, le 25 janvier 1968.

Les procureurs du requérant,
23367-7-2-o POPOVICI & POPOVICI.

Zacharia Isaac Hara

Notice is hereby given that Zacharia I. Hara, residing at 6940 Fielding Avenue, Apt. 503, in the town and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for a decree to change his name into that of Zacharia I. Hara.

Montreal, January 25, 1968.

POPOVICI & POPOVICI,
23367-7-2 *Attorneys for the petitioner.*

Jack Marcovitz

Avis est donné par ces présentes que Jack Marcovitz, gérant, de la ville de Hampstead, district de Montréal, résidant et domicilié au numéro 177 Harland, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi du changement de nom, demandant un changement de son nom patronymique de « Marcovitz » à « Marco ». Ce changement bénéficiera l'épouse du requérant, Dame Lillian Marcovitz, et les enfants, issues du marriage entre le requétant et son épouse, à savoir: Arlene Dianne Marcovitz, Gary Philip Marcovitz et Gerald Allan Marcovitz, tous de la même adresse que le requérant.

Les avocats du requérant,
23368-7-2-o BLANSHAY & BLANSHAY.

Jack Marcovitz

Notice is hereby given that Jack Marcovitz, food executive, of the city of Hampstead, district of Montreal, and therein residing at 177 Harland Street, will make application to the Lieutenant-Governor in council, of the province of Quebec, under the change of name act, requesting a change of surname from: "Marcovitz" to "Marco". Such change will benefit the wife of the applicant, Dame Lillian Marcovitz, and the children, issue of the marriage of the applicant and his said wife, namely: Arlene Dianne Marcovitz, Gary Philip Marcovitz and Gerald Allan Marcovitz, of the same address as the applicant.

BLANSHAY & BLANSHAY,
23368-7-2-o *Attorneys for petitioner.*

Saul Marcovitz

Avis est donnée par ces présentes que Saul Marcovitz, gérant, de la ville de Hampstead, district de Montréal, résidant et domicilié au numéro 74 Downshire Road, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi du changement de nom, demandant un changement de son nom patronymique de « Marcovitz » à « Marco ». Ce changement bénéficiera l'épouse du requérant, Dame Goldie Marcovitz, et les enfants, issues du marriage entre le requérant et son épouse, à savoir: Gilda Rosalyn Marcovitz et Barry David Marcovitz, tous de la même adresse que le requérant.

Les avocats du requérant,
23369-7-2-o BLANSHAY & BLANSHAY.

Saul Marcovitz

Notice is hereby given that Saul Marcovitz, food executive, of the city of Hampstead, district of Montreal, and therein residing at 74 Downshire Road, will make application to the Lieutenant-Governor in Council, of the province of Quebec, under the change of name Act, requesting a change of surname from: "Marcovitz" to "Marco". Such change will benefit the wife of the applicant, Dame Goldie Marcovitz, and the children, issue of the marriage of the applicant and his wife, namely: Gilda Rosalyn Marcovitz and Barry David Marcovitz, of the same address as the applicant.

BLANSHAY & BLANSHAY,
23369-7-2-o *Attorneys for petitioner.*

William Shetisky

Avis est donné que William Shetisky demeurant à 2240, Decelles, St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom en celui de William Sherman et le nom de famille de son enfant mineur Karen Marlene Shetisky, tous résidant à la même adresse, en celui de « Sherman », lesdits noms devant servir à toutes fins légales.

Montréal, 7 février 1968.

Le procureur du pétitionnaire,
23370-7-2 MONROE A. CHARLAP.

William Shetisky

Notice is hereby given that William Shetisky residing at 2240 Decelles, St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of William Sherman and the family name of his minor child Karen Marlene Shetisky, all residing at the same address, to that of "Sherman", the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, February 7, 1968.

MONROE A. CHARLAP,
23370-7-2-o *Attorney for petitioner.*

Jozsef Lajos Abraham

Avis est donné que Jozsef Lajos Abraham, économiste, domicilié et résidant à 3614 rue St-Urbain, Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir un décret permettant de changer son nom en celui de Jozsef Lajos Alvinczy, en vertu des dispositions de la Loi du changement de nom 13-14 Elizabeth II, 1965, chapitre 77.

Montréal, 10 février 1968.

Le requérant,
23371-7-2-o JOZSEF LAJOS ABRAHAM.

Jozsef Lajos Abraham

Notice is hereby given that Jozsef Lajos Abraham, economist, domiciled and residing at 3614 St. Urbain Street, Montreal, will apply to the Provincial Secretary in order to obtain a decree allowing him to change his name into that of Jozsef Lajos Alvinczy, pursuant to the provisions of the Change of Name Act 13-14 Elizabeth II, 1965, chapter 77.

Montreal, February 10, 1968.

JOZSEF LAJOS ABRAHAM,
23371-7-2 *Petitioner.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les districts électoraux suivants: « Ahuntsic, Bourassa, Bourget, D'Arcy McGee, Dorion, Fabre, Gouin, Jacques-Cartier, Jeanne-Mance, Lafontaine, Laurier, Laval, Maisonneuve, Marguerite-Bourgeois, Mercier, Notre-Dame-de-Grâce, Olier, Outremont, Robert Baldwin, Sainte-Anne, Saint-Henri, Saint-Jacques, Saint-Laurent, Saint-Louis, Sainte-Marie, Verdun, Westmount ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Saint-Jacques.

Québec, le 13 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23373-o LUCIEN DARVEAU.

Savings and Credit Unions

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval".

The territory from which the union will recruit its members will be the following electoral districts: "Ahuntsic, Bourassa, Bourget, D'Arcy McGee, Dorion, Fabre, Gouin, Jacques-Cartier, Jeanne-Mance, Lafontaine, Laurier, Laval, Maisonneuve, Marguerite-Bourgeois, Mercier, Notre-Dame-de-Grâce, Olier, Outremont, Robert Baldwin, Sainte-Anne, Saint-Henri, Saint-Jacques, Saint-Laurent, Saint-Louis, Sainte-Marie, Verdun, Westmount".

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Saint-Jacques.

Quebec, February 13, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.
23373

La Caisse populaire de Sault-au-Mouton

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse populaire de Sault-au-Mouton peut recruter ses membres, soit étendu, des limites de Sault-au-Mouton, pour comprendre Sault-au-Mouton et St-Paul du Nord.

Québec, le 8 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,

23374-o LUCIEN DARVEAU.

La Caisse populaire de Sault-au-Mouton

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory from which "La Caisse populaire de Sault-au-Mouton", may recruit its members, be extended, from the limits of Sault-au-Mouton, to include Sault-au-Mouton and St-Paul du Nord.

Quebec, February 8, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

23374

Association coopérative

Association coopérative d'économie familiale de la cité de Montréal

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'économie familiale de la cité de Montréal ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 1015, rue St-Denis, Montréal 18, Québec, dans le district électoral de St-Jacques.

Québec, le 7 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,

23372-o LUCIEN DARVEAU.

Cooperative Association

Association coopérative d'économie familiale de la cité de Montréal

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative d'économie familiale de la cité de Montréal".

The head office of this cooperative association is situated at 1015 St-Denis Street, Montreal 18, Quebec, in the electoral district of St-Jacques.

Quebec, February 7, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

23372

Chartes — Abandon de

Central Service Station Inc.

Avis est par les présentes donné que « Central Service Station Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 23e jour de novembre 1965.

Le secrétaire,

23294 SYDNEY APTACKER.

Trans-Canada Lifts Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Trans-Canada Lifts Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 11e jour de décembre 1967.

Le secrétaire,

23295-o ALBERT SIEGMANN.

St-Maurice Knitting Mills Ltd.
Les Tricots St-Maurice ltée

Prenez avis que la compagnie « St-Maurice Knitting Mills Ltd. — Les Tricots St-Maurice ltée », dont le siège social est situé au numéro 1043 Boulevard Ducharme, à La Tuque, district de St-Maurice, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,

23317-o J.-M. CARRIER.

Charters — Surrender of

Central Service Station Inc.

Notice is hereby given that "Central Service Station Inc.", a corporation incorporated under the Companies' Act and, having its had office in the city and district of Montreal, will apply to the Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 23rd day of November, 1965.

SYDNEY APTACKER,
Secretary.

23294-o

Trans-Canada Lifts Ltd.

Notice is hereby given that "Trans-Canada Lifts Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of December, 1967.

ALBERT SIEGMANN,
Secretary.

23295-o

St-Maurice Knitting Mills Ltd.
Les Tricots St-Maurice ltée

Take notice that "St-Maurice Knitting Mills Ltd. — Les Tricots St-Maurice ltée », the head office of which is situated at number 1043 Ducharme Blvd, in La Tuque, district of St-Maurice, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

J.-M. CARRIER,
Attorney for the Company.

23317

Stitching Specialists Ltd.

Avis est donné que « Stitching Specialists Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 30e jour de décembre 1967.

Stitching Specialists Ltd.,
23308-o Par: HERBERT ROBLIN.

Bailey Fabrics Canada Ltd.

Avis est donné que « Bailey Fabrics Canada Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la compagnie,
23315 MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.

Mercury Textiles Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Mercury Textiles Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31e jour de janvier 1968.

Le procureur de la compagnie,
23316-o MAURICE J. BOXER.

Alforge Sales Corporation

Avis est donné que « Alforge Sales Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour de février 1968.

Le secrétaire,
23350 GERALD JOSEPHSON.

Pan-Am Trading Inc.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, « Pan-Am Trading Inc. » s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 février 1968.

Le procureur de la compagnie,
23354 JOSEPH S. CAPLAN, C.R.

The Furniture Exhibitors Ltd.

Avis est donné que « The Furniture Exhibitors Ltd. », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 29e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la compagnie,
23377-o MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.

Stitching Specialists Ltd.

Notice is hereby given that "Stitching Specialists Ltd.", incorporated under the Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the company Act

Dated at Montreal, this 30th day of December 1967.

Stitching Specialists Ltd.,
23308-o Per: HERBERT ROBLIN.

Bailey Fabrics Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Bailey Fabrics Canada Ltd.", a corporation incorporated under the companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of January, 1968.

MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN,
23315-o *Attorneys of the company.*

Mercury Textiles Ltd.

Notice is hereby given that "Mercury Textiles Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of January, 1968.

MAURICE J. BOXER,
23316-o *Attorney for the Company.*

Alforge Sales Corporation

Notice is hereby given that "Alforge Sales Corporation" a corporation incorporated under the Companies' Act, and having its head office at the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 8th day of February, 1968.

GERALD JOSEPHSON,
23350-o *Secretary.*

Pan-Am Trading Inc.

Notice is hereby given under the provisions of the Companies' Act that "Pan-Am Trading Inc." will apply to the Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, February 7, 1968.

JOSEPH S. CAPLAN, Q.C.,
23354-o *Solicitor for the company.*

The Furniture Exhibitors Ltd.

Notice is hereby given that "The Furniture Exhibitors Ltd.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 29th day of January, 1968.

MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN,
23377 *Attorneys for the Company.*

Lanoraie Ship Service Limited

Avis est donné que « Lanoraie Ship Service Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Lanoraie, district de Joliette, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9e jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
23351 JACK BOIDMAN.

Marco Ltd.
Marco ltée

Avis est par les présentes donné que « Marco Ltd.— Marco ltée », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 9e jour de février 1968.

Les procureurs de la requérante,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
23352 GELBER, REIS & BRONSTEIN.

Milton Ste-Famille Corporation

Avis est donné que « Milton Ste-Famille Corporation », un corps politique et incorporé, dûment constitué en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie, dirigeant son annulation et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Donné à Montréal, ce 6e jour de février 1968.

Les procureurs du pétitionnaire,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
23353 GELBER, REIS & BRONSTEIN.

Ranch Laurentien inc.

Prenez avis que la compagnie « Ranch Laurentien inc. », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 9 février 1968.

La secrétaire de la compagnie,
23366-o MARTHE M. CLOUTIER.

Georges Loranger Inc.

Avis est donné que « Georges Loranger Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour de février 1968.

Les procureurs de la requétante,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN.
23378 2956-52

Lanoraie Ship Service Limited

Notice is hereby given that "Lanoraie Ship Service Limited", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the town of Lanoraie, district of Joliette, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1968.

(Seal) JACK BOIDMAN,
23351-o *Secretary.*

Marco Ltd.
Marco ltée

Notice is hereby given that "Marco Ltd.– Marco ltée", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1968.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN.
23352-o *Attorneys for Applicant.*

Milton Ste-Famille Corporation

Notice is hereby given that "Milton Ste-Famille Corporation", a body politic and corporate, duly incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act will make application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for an order accepting the surrender of the charter of the company, directing its cancellation, and fixing a date from which the company shall be dissolved.

Given at Montreal, this 6th day of February, 1968.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN.
23353-o *Solicitors for Petitioner.*

Ranch Laurentien inc.

Notice is hereby given that "Ranch Laurentien inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Quebec, February 9, 1968.

MARTHE M. CLOUTIER,
23366 *Secretary of the Company.*

Georges Loranger Inc.

Notice is hereby given that "Georges Loranger Inc.", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 8th day of February, 1968.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
Solicitors for Applicant.
23378-o 2956-52

Compagnies dissoutes

Coffrages, Outillages St-Laurent inc.
St. Laurent Formwork Accessories Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Coffrages, Outillages St-Laurent inc.— St. Laurent Formwork Accessories Inc. », constituée en corporation le 12 septembre 1963, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 3782-63

La Compagnie de Publication Malouine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Compagnie de Publication Malouine inc. », constituée en corporation le 15 décembre 1958, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 13567-58

Federal Intercoastal Line Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Federal Intercoastal Line Ltd. », constituée en corporation le 8 avril 1959, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 12018-59

H. L. C. Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « H. L. C. Construction inc. », constituée en corporation le 20 mai 1960, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 12277-60

E. Hardoin Transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « E. Hardoin Transport ltée », constituée en corporation le 31 mars 1960, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 11476-60

Pierre Ornementale ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Pierre Ornementale ltée », constituée en corporation le 19 juillet 1961, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 12634-61

Quadex Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Quadex Corp. », constituée en corporation le 23 juillet 1959, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 13853-59

Companies Dissolved

Coffrages, Outillages St-Laurent inc.
St. Laurent Formwork Accessories Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Coffrages, Outillages St-Laurent inc.— St. Laurent Formwork Accessories Inc.", incorporated on September 12, 1963, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 3782-63

La Compagnie de Publication Malouine inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Compagnie de Publication Malouine inc.", incorporated on December 15, 1958, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 13567-58

Federal Intercoastal Line Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Federal Intercoastal Line Ltd.", incorporated on April 8, 1959, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 12018-59

H. L. C. Construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "H. L. C. Construction inc.", incorporated on May 20, 1960, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 12277-60

E. Hardoin Transport ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "E. Hardoin Transport ltée", incorporated on March 31, 1960, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 11476-60

Pierre Ornementale ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pierre Ornementale ltée", incorporated on July 19, 1961, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 12634-61

Quadex Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Quadex Corp.", incorporated on July 23, 1959, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 13853-59

Milano Development Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Milano Development Co. Inc. », constituée en corporation le 24 avril 1956, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 11208-56

Realm Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Realm Construction Inc. », constituée en corporation le 24 mars 1961, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 11470-61

Robert Théberge ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Robert Théberge ltée », constituée en corporation le 24 septembre 1952, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 10952-52

Terrebonne Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Terrebonne Investments Inc. », constituée en corporation le 7 janvier 1953, à compter du 15 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 17950-52

Milano Development Co. Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Milano Development Co. Inc.", incorporated on April 24, 1956, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 11208-56

Realm Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Realm Construction Inc.", incorporated on March 24, 1961, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 11470-61

Robert Théberge ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Robert Théberge ltée", incorporated on September 24, 1952, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 10952-52

Terrebonne Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Terrebonne Investments Inc.", incorporated on January 7, 1953, on and from February 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 17950-52

Divers
Compagnies

Famous Fashions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Famous Fashions Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
GERTRUDE BIEBER COOPERSTEIN.

23296-o 3451-46

Federal Acceptance Corp.

Avis est donné que « Federal Acceptance Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
MARK LUBOTTA.

23297 233-65

Le Manoir Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 janvier 1968, approuvé le règlement numéro 1 (articles 1 à 37 inclusivement) et le règlement numéro 3 (augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5) de la corporation « Le Manoir Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23298-o 14862-60

Miscellaneous
Companies

Famous Fashions Inc.

Notice is given that "Famous Fashions Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

GERTRUDE BIEBER COOPERSTEIN,
Secretary.

23296-o 3451-46

Federal Acceptance Corp.

Notice is given that "Federal Acceptance Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARK LUBOTTA,
Secretary.

23297-o 233-65

Le Manoir Montréal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 30, 1968, approved the by-law number 1 (sections 1 to 37 inclusively) and the by-law number 3 (increasing the number of the directors from 3 to 5) of the corporation "Le Manoir Montréal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23298 14862-60

Le Manoir Montréal

Avis est donné que la corporation « Le Manoir Montréal », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
MAURICE MARTEL.

23298-o 14862-60

Polo Marina inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 janvier 1968, approuvé les règlements numéros 1 (règlements généraux), 2 et 3 de la corporation « Polo Marina inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23299-o 77-67

L'Amical de Stanislas

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 janvier 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Amical de Stanislas », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23318-o 1646-49

Centre de Dépêches Sherbrooke inc.
Sherbrooke Dispatching Center Inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre de Dépêches Sherbrooke inc. — Sherbrooke Dispatching Center Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
GILLES COULOMBE.

23319-o 410-67

Club Optimiste St-Adelphe
—St-Stanislas inc.

Avis est donné que la corporation « Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 10.

Le président,
FERNAND COUILLARD.

23320-o 2211-67

El Morocco (1964) Inc.

Avis est donné que « El Morocco (1964) Inc. », a changé le nombre de ses directeurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
NORMAN SILVER.

23321 5680-64

C. Itoh & Co. (America) Inc.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration, datée du 20 novembre 1967 et dont copie a été transmise au Secrétaire de la province, M. Norikazu Hattori, de Montréal, a été nommé en remplacement de M. Yoshiichi Ohnogi, agent principal dans cette province de la compagnie « C. Itoh & Co. (America) Inc. », une compagnie étrangère dûment autorisée à faire affaires dans la province, conformément à la Loi des compagnies étrangères.

Avis est donné également qu'en vertu de la nouvelle procuration mentionnée ci-dessus, le siège social de ladite compagnie est établi au 1450, rue City Councillors, Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23322 152-57

Le Manoir Montréal

Notice is given that the company "Le Manoir Montréal" has changed the number of its directors from 3 to 5.

MAURICE MARTEL,
Secretary.

23298 14862-60

Polo Marina inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 31, 1968, approved by-laws numbers 1 (géneral by-laws), 2 and 3 of the corporation "Polo Marina inc.", and such pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23299 77-67

L'Amical de Stanislas

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 31, 1968, approved the general by-laws of the Corporation "L'Amical de Stanislas", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23318 1646-49

Centre de Dépêches Sherbrooke inc.
Sherbrooke Dispatching Center Inc.

Notice is hereby given that "Centre de Dépêches Sherbrooke inc. — Sherbrooke Dispatching Center Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

GILLES COULOMBE,
Secretary.

23319 410-67

Club Optimiste St-Adelphe
—St-Stanislas inc.

Notice is given that "Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc.", has changed the number of its directors from 5 to 10.

FERNAND COUILLARD,
President.

23320 2211-67

El Morocco (1964) Inc.

Notice is given that "El Morocco (1964) Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

NORMAN SILVER,
Secretary.

23321-o 5680-64

C. Itoh & Co. (America) Inc.

Notice is hereby given, by new power of attorney date November 20, 1967, at which a copy was transmitted to the Provincial Secretary, Mr. Norikazu Hattori, of Montreal, was appointed to replace Mr. Yoshiichi Ohnogi, principal agent this Province, of « C. Itoh & Co. (America) Inc.", an Extra-Provincial Company, duly authorized to carry on business in the Province in pursuance of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that in pursuance to the new power of attorney hereabove-mentioned, the principal office of the said company is established at 1450 City Councillors Street, Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23322-o 152-57

Service des Loisirs St-Télesphore

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 janvier 1968, approuvé les règlements généraux (article 1 à 52 inclusivement) de la corporation « Service des Loisirs St-Télesphore », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23301-o 2047-67

Service des Loisirs St-Télesphore

Notice is given that the Secretary of the province has, on January 18, 1968, approved the general by-laws (sections 1 to 52 inclusive) of the corporation "Service des Loisirs St-Télesphore", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23301 2047-67

Club Optimiste St-Adelphe —St-Stanislas inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 janvier 1698, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) dont un article a trait à l'augmentation du nombre des administrateurs de 5 à 10, de la corporation « Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23320-o 2211-67

Club Optimiste St-Adelphe —St-Stanislas inc.

Notice is given that the Secretary of the Province has, on January 8, 1968, approved by-law number I (general by-laws) one section of which concerns the increase of the number of the directors from 5 to 10, of "Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23320 2211-67

Beaver Asphalt Paving Co. Ltd. La Cie de Pavage d'Asphalte Beaver ltée

Avis est donné que « Beaver Asphalt Paving Co. Ltd. — La Cie de Pavage d'Asphalte Beaver ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
EDDY SANTELLI.

23340-o 12383-55

Beaver Asphalt Paving Co. Ltd. La Cie de Pavage d'Asphalte Beaver ltée

Notice is hereby given that "Beaver Asphalt Paving Co. Ltd. — La Cie de Pavage d'Asphalte Beaver ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

EDDY SANTELLI,
Secretary.

23340 12383-55

Alphonse Lafleur limitée

Avis est donné que la compagnie « Alphonse Lafleur limitée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
DENYS RHÉAUME.

23341-o 669-34

Alphonse Lafleur limitée

Notice is hereby given that "Alphonse Lafleur limitée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

DENYS RHÉAUME,
Secretary.

23341 669-34

L'Association Parents-Maîtres de Ste-Eugénie de Douville inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 28 décembre 1967, approuvé les règlements généraux de « L'Association Parents-Maîtres de Ste-Eugénie de Douville inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23355-o 14-66

L'Association Parents-Maîtres de Ste-Eugénie de Douville inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 28, 1967, approved the general by-laws of "L'Association Parents-Maîtres de Ste-Eugénie de Douville inc.", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23355 14-66

Centre de Service Social du Diocèse de Trois-Rivières

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 janvier 1968, approuvé le règlement amendant le règlement numéro 1 des règlements généraux de la corporation « Centre de Service Social du Diocèse de Trois-Rivières », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23356-o 7168-45

Centre de Service Social du Diocèse de Trois-Rivières

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 22, 1968, approved the by-law amending the by-law number 1 of the general by-laws of the corporation "Centre de Service Social du Diocèse de Trois-Rivières", and such pursuant to section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23356 7168-45

Crémerie South Durham inc.

Avis est donné que la compagnie « Crémerie South Durham inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
LUCIEN TRAHAN.

23375-o 8451-48

Crémerie South Durham inc.

Notice is hereby given that "Crémerie South Durham inc.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

LUCIEN TRAHAN,
Secretary.

23375 8451-48

Fraba Constructions Ltd.
Les Constructions Fraba ltée

Avis est donné que « Fraba Constructions Ltd.— Les Constructions Fraba ltée », a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 3.

Le président,
G. BAST.

23357-o 304-67

Fraba Constructions Ltd.
Les Constructions Fraba ltée

Notice is given that "Fraba Constructions Ltd.— Les Constructions Fraba ltée", has changed the number of its directors from 4 to 3.

G. BAST,
President.

23357-o 304-67

Éditions Vaudreuil Inc.

Avis est donné que la compagnie « Éditions Vaudreuil Inc.», a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
DENISE CHARBONNEAU.

23376-o 3753-65

Éditions Vaudreuil Inc.

Notice is given that "Éditions Vaudreuil Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

DENISE CHARBONNEAU,
Secretary.

23376-o 3753-65

J. A. R. Construction inc.

Avis est donné que la compagnie « J. A. R. Construction inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
CAROL WAGNER.

23390-o 11304-61

J. A. R. Construction inc.

Notice is hereby given that "J. A. R. Construction inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

CAROL WAGNER,
Secretary-Treasurer.

23390 11304-61

Les Ligue des Propriétaires de Charny incorporée

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 février 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « La Ligue des Propriétaires de Charny incorporée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23393-o 2660-67

La Ligue des Propriétaires de Charny incorporée

Notice is hereby given that the Secretary of the Province has, on February 6, 1968, approved the by-laws of "La Ligue des Propriétaires de Charny incorporée", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23393 2660-67

Sièges sociaux

Maurice Brault Joaillier inc.

Avis est donné que la compagnie « Maurice Brault Joaillier Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 28 décembre 1967 et ayant son siège social à Montréal, au 2121, rue Crescent, cité et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 2121, rue Crescent, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 9e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le président,*
MAURICE BRAULT.

23302 o 5370-67

Les Placements Ernest Bouthillier inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les Placements Ernest Bouthillier inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 27 décembre 1967, a établi son bureau principal au numéro 1880, rue Chambly, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 10e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
GUY BOUTHILLIER.

23306-o 5345-67

Head Offices

Maurice Brault Joaillier inc.

Notice is given that "Maurice Brault Joaillier inc.", incorporated by letters patent granted on December 28, 1967, and having its head office at Montreal, at 2121 Crescent street, city and district of Montreal, province of Quebec, has established its office at 2121 Crescent street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 9th day of January, 1968.

(Seal) MAURICE BRAULT,
President.

23302 5370-67

Les Placements Ernest Bouthillier inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Ernest Bouthillier Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated December 27, 1967, has established its head office at number 1880, Chambly Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 10th day of January, 1968.

(Seal) GUY BOUTHILLIER,
Secretary-Treasurer.

23306-o 5345-67

Crête Transport ltée

Avis est donné que « Crête Transport ltée » constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des Compagnie en date du 29e jour de mars 1967 et ayant son siège social dans la cité de Grand'Mère, province de Québec, a établi son bureau au numéro 689 de la 14e rue, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Grand'Mère, le 31 janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
RENÉ AUBRY.

23303-o 1315-68

France-Québec Automobile ltée

Avis est donné que « France-Québec Automobile ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies, en date du 30 janvier 1967, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 5610 de la rue St-Patrick, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 30 janvier, 1968.

(Sceau) *Le secrétaire-adjoint,*
JEAN GUY.

23304-o 375-67

W. Simard ltée

Avis est donné que la compagnie « W. Simard ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26ième jour d'avril 1965, et ayant son siège social dans Ville Laval où elle avait son bureau jusqu'aujourd'hui au numéro 77 de la rue Paul-Comtois. Illes Laval, l'a transporté au numéro 1 Place Laval, Édifice G.L. Suite 300, Laval 21.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 9ième jour de janvier 1968.

Le président,
WELLIE SIMARD.

23307-o 1431-65

Produits Laitiers Crête de la Mauricie inc.

Avis est donné que « Produits Laitiers Crête de la Mauricie inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies, en date du 27 juin 1967 et ayant son siège social dans la cité de Shawinigan, province de Québec, a établi son bureau au numéro 559 de la 5e rue dans ladite cité.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Shawinigan, le 1er jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
RENÉ AUBRY.

23323-o 2879-67

Gravier Concasse ltée

Avis est donné que la compagnie « Gravier Concasse ltée » a changé son siège social de Route 5, Warwick, au numéro 12, rue Cantin, Victoriaville.

Le secrétaire,
BENOIT CARIGNAN.

23358-o 11656-61

Crête Transport ltée

Notice is hereby given that "Crête Transport ltée" incorporated by letters patent under the provisions of the Companies Act on the 29th day of March 1967, and having its head office in the city of Grand'Mère, province of Quebec, has established his office at 689, 14th Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Grand'Mère, this January 31, 1968.

(Seal) RENÉ AUBRY,
Secretary.

23303-o 1315-68

France-Québec Automobile ltée

Notice is hereby given that "France-Québec Automobile ltée", incorporated by letters patent under the provisions of the Companies Act on the 30th day of January 1967, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established his office at 5610 St-Patrick Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this January 30, 1968.

(Seal) JEAN GUY,
Assistant-Secretary.

23304-o 375-67

W. Simard ltée

Notice is hereby given that "W. Simard ltée", incorporated by letters patent dated the 26th day of April, 1965, and having its head office in the town of Laval where it had its office until today at 77 Paul-Comtois Street, Iles Laval, has transferred it to 1 Place Laval, G.L. Building, Suite 300, Laval 21.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this 9th day of January, 1968.

WELLIE SIMARD,
President.

23307 1431-65

Produits Laitiers Crête de la Mauricie inc.

Notice is hereby given that "Produits Laitiers Crête de la Mauricie inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the Companies Act on the 27th day of June 1967 and having its head office in the city of Shawinigan, province of Quebec, has established his office at 559, 5th Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Shawinigan, this 1st day of February, 1968.

(Seal) RENÉ AUBRY,
Secretary.

23323-o 2879-67

Gravier Concasse ltée

Notice is given that "Gravier Concasse ltée" has changed its head office from Route 5, Warwick, to number 12 Cantin street, Victoriaville.

BENOIT CARIGNAN,
Secretary.

23358 11656-61

Daytona Motor Corporation

Avis est par les présentes donné que « Daytona Motor Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes du 19 juin 1958, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 1130, rue Saint-Antoine, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 25e jour de janvier 1968,

(Sceau) *Le secrétaire,*
VIVIAN BONNEAU.

23332 12228-58

Hébert & fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Hébert & fils inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 janvier 1968 a établi son bureau à Rouyn à 228 Avenue Larivière.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la Compagnie.

Daté à Rouyn, ce 22 janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ LECLERC.

23305-o 172-68

Saint Ruth Inc.

Avis est donné que la compagnie « Saint Ruth Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 4 mai 1953, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 60, rue Saint-Jacques ouest, l'a transporté à 3620, rue Ridgewood, App. PH 2, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 25ème jour de janvier 1968.

Le secrétaire,
ADRIEN DURANLEAU.

23384-o 9414-53

Victoriaville Furniture Limited

Avis est donné que la compagnie « Victoriaville Furniture Limited », constituée en corporation par lettres patentes (Loi des compagnies, Québec) en date du 14 avril 1920, et ayant son siège social dans Victoriaville, où elle avait son bureau, situé alors rue St-Louis, l'a transporté au numéro 31 rue Dubord, à Victoriaville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Victoriaville, ce 18e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
CLAUDE PINARD.

23359-o 553-20

Reliable Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné que « Reliable Hosiery Mills Ltd. », a changé son siège social, de 191, rue Prince-Édouard, Québec, à 8785, avenue du Parc, Montréal.

Le secrétaire,
M. LAYTON.

23360 10523-59

Daytona Motor Corporation

Notice is hereby given that "Daytona Motor Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated June 19, 1958, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec has established its office at number 1130 St. Antoine Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of January, 1968.

(Seal) VIVIAN BONNEAU,
Secretary.

23332-o 12228-58

Hébert & fils inc.

Notice is hereby given that "Hébert & fils inc.", incorporated by letters patent under date of January 22, 1968 has established its head office at Rouyn, at 228 Larivière Street.

As and from this date, the said office is considered by the Company as being its Read office.

Dated at Rouyn, this January 22, 1968.

ANDRÉ LECLERC,
Secretary-Treasurer.

23305-o 172-68

Saint Ruth Inc.

Notice is hereby given that "Saint Ruth Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, dated May 4, 1953, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day at 60, west, Saint-James Street, has moved it to 3620, Ridgewood Street, Apt. PH 2, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 25th day of January, 1968.

ADRIEN DURANLEAU,
Secretary.

23384 9414-53

Victoriaville Furniture Limited

Notice is hereby given that "Victoriaville Furniture Limited", incorporated by letters patent (Companies Act, Quebec), on April 14, 1920, and having its head office in Victoriaville, where it had its office, situated at that time on St-Louis Street, has transferred it to 31 Dubord Street, at Victoriaville.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this 18th day of January, 1968.

(Seal) CLAUDE PINARD,
Secretary.

23359 553-20

Reliable Hosiery Mills Ltd.

Notice is given that "Reliable Hosiery Mills Ltd." has transferred its head office from 191 Prince-Édouard Street, Quebec, to 8785 Park Avenue, Montreal.

M. LAYTON,
Secretary.

23360-o 10523-59

The Royal Trust Company Mortgage Corporation

Avis est donné que la compagnie « The Royal Trust Company Mortgage Corporation », constuée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 21e jour de mars 1912, a transporté son siège social de 105 ouest, rue St-Jacques, en la ville de Montréal, à 630 ouest, boulevard Dorchester, en la ville de Montréal.

Montréal, 26 janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
A. M. EDSON.

23342 953-12

Jacques Guillon Designers Inc.

Avis est donné que « Jacques Guillon Designers Inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 décembre 1967 et ayant son bureau au numéro 300 Place d'Youville, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Signé à Montréal, ce 8 décembre 1967.

Les procureurs de la compagnie,
NANTEL, MERCURE, POLIQUIN & LAMONTAGNE.

23379-o 4807-67

Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.

Avis est donné que « Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, le 11e jour de décembre, 1967, ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à suite 612, 800 Carré Victoria, Montréal, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 4e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le président,*
CHARLES E. FLAM.

23385-o 5153-67

Stonecastle Corporation

Avis est donné que la compagnie « Stonecastle Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 15 mai 1937, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 60, rue Saint-Jacques ouest, l'a transporté à 3620, rue Ridgewood, App. PH 2, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8e jour de février 1968.

Le secrétaire,
ADRIEN DURANLEAU.

23386-o 1245-37

Trasor inc.

Avis est donné que la compagnie « Trasor inc. », constituée par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du six mai mil neuf cent soixante-sept, et ayant son siège social à Tracy (Richelieu), Qué., dans le district de Richelieu, a établi son bureau principal à Tracy, au No 2505 du Boulevard Cournoyer.

The Royal Trust Company Mortgage Corporation

Notice is hereby given that "The Royal Trust Company Mortgage Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dared 21st March, 1912, has moved its head office from 105 St. James Street, West in the city of Montreal to 630 Dorchester Boulevard, West in the city of Montreal.

Montreal, January 26, 1968.

(Seal) A. M. EDSON,
Secretary.

23342-o 953-12

Jacques Guillon Designers Inc.

Notice is hereby given that "Jacques Guillon Designers Inc.", has been constituted in corporation by letters patent on December 6, 1967, and having its office at number 300 Place d'Youville, in Montreal, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed in Montreal, December 8, 1967.

NANTEL, MERCURE, POLIQUIN & LAMONTAGNE,
Attorneys of the Company.

23379 4807-67

Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.

Notice is hereby given that "Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc.", incorporated under the provisions of Part III of the Companies Act on the 11th day of December, 1967, having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of January, 1968.

(Seal) CHARLES E. FLAM,
President.

23385-o 5153-67

Stonecastle Corporation

Notice is hereby given that "Stonecastle Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act, dated May 15, 1937, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, at 60 Saint-James Street West, has moved it to 3620 Ridgewood Street, Apt. PH 2, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 8th day of February, 1968.

ADRIEN DURANLEAU,
Secretary.

23386 1245-37

Trasor inc.

Notice is hereby given that "Trasor inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the companies Act, dated May six, one thousand nine hundred and sixty-seven, and having its head office in Tracy, (Richelieu) Que. in the district of Richelieu, has established its head office in Tracy, at No. 2505 Cournoyer Boulevard.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, Qué., ce 24e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
RÉJEAN CHAMPAGNE.

23388-o 2253-67

Kanido Limited
Kanido limitée

Avis est donné que « Kanido Limited — Kanido limitée », constituée en corporation par lettres patentes datées du 25 octobre 1967, émises conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, et ayant son siège social en la ville de Roxboro, a établi son bureau à 4505, chemin des Sources.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 18e jour de janvier 1968.

Le président,
G. RICHARD I. NICHOLSON.

23380 4383-67

Lam Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Lam Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 24e jour de décembre 1958, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 5400 rue Hochelaga, l'a transporté à 110 ouest boul. Crémazie, en les cité et district de Montréal, le 2e jour de janvier 1965.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 7e jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
H. ARNOLD STEINBERG.

23381-o 14892-58

Stoneview Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Stoneview Corp. », constituée en corporation par lettres patentes le 26ième jour de janvier, 1952, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 5400 rue Hochelaga, l'a transporté à 110 boul. Crémazie ouest, en les cité et district de Montréal, le 2ième janvier 1965.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 7ième jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
H. ARNOLD STEINBERG.

23387-o 2678-52

Les Produits de ciment de l'Annonciation ltée

Avis est par les présentes donné que « Les produits de ciment de l'Annonciation ltée», une compagnie formée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 27 janvier 1964, a son principal bureau d'affaires à l'Annonciation, dans le comté de Labelle, province de Québec.

Daté à l'Annonciation, ce 14 novembre 1967.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
HENRI FRANCISCO.

23396-o 5013-63

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the head office of the company.

Given in Sorel, Qué., this 24th day of January, 1968.

(Seal) RÉJEAN CHAMPAGNE.
Secretary.

23388 2253-67

Kanido Limited
Kanodo limitée

Notice is hereby given that "Kanido Limited — Kanido limitée", incorporated by letters patent dated October 25, 1967 issued pursuant to the provisions of Pait I of the Companies Act of the province of Quebec, and having its head office in the town of Roxboro, has established its office at 4505 Sources Road.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 18th day of January 1968.

G. RICHARD I. NICHOLSON,
President.

23380-o 4383-67

Lam Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Lam Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 24th day of December, 1958 and having its head office in the city of Montreal at 5400 Hochelaga Street, has moved it to 110 Cremazie Blvd. West, in the city and district of Montreal on the 2nd day of January, 1965.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of February, 1968.

(Seal) H. ARNOLD STEINBERG,
Secretary-Treasurer.

23381-o 14892-58

Stoneview Corp.

Notice is hereby given that "Stoneview Corp.", incorporated by letters patent on the 26th day of January, 1952, and having its head office in the city of Montreal at 5400 Hochelaga Street, has moved it to 110 Cremazie Blvd. West, in the city and district of Montreal on the 2nd day of January, 1965.

From and after this date, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 7th day of February, 1968.

(Seal) H. ARNOLD STEINBERG,
Secretary-Treasurer.

23387-o 2678-52

Les Produits de ciment de l'Annonciation ltée

Notice is hereby given that "Les produits de ciment de l'Annonciation ltée", a company formed under Part I of the Companies Act, be letters patent issued on the 27th day of January, 1964, has its head office in L'Annonciation, in the county of Labelle, Province of Quebec.

Dated at L'Annonciation on November 14, 1967.

(Seal) HENRI FRANCISCO,
Secretary-Treasurer.

23396 5013-63

Agences de Réclamation Concorde ltée
Concorde Claims Agencies Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Agences de Réclamation Concorde ltée — Concorde Claims Agencies Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de décembre 1967, et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 8850 de la rue St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour de février 1968.

Le président,
L. LANDRY.

23382-o 4937-67

Le Nouvelliste (1967) ltée

Avis est donné que « Le Nouvelliste (1967) ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 27e jour de décembre 1967 et ayant son bureau principal dans la cité de Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 500 de la rue St-Georges, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
GASTON MELOCHE.

23383 5379-67

Unicord Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Unicord Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, le 4 novembre 1965, ayant son siège social en la côte de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 417 rue St-Pierre, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 9e jour de Fébrier, 1966.

Par le secrétaire,
POL PASCAL.

23389-o 4868-65

Agences de Réclamation Concorde ltée
Concorde Claims Agencies Ltd.

Notice is hereby given that "Agence de Réclamation Concorde ltée — Concorde Claims Agencies Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of December 1967, and having its head office in Montreal, has established its office at number 8850 St-Laurent Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 1st day of February, 1968.

L. LANDRY,
President.

23382 4937-67

Le Nouvelliste (1967) ltée

Notice is hereby given that "Le Nouvelliste (1967) ltée", incorporated by letters patent under the provision of the Quebec Companies Act on the 27th day of December 1967 and having its head office in the city of Three-Rivers, has established its office at 500 St-Georges Street, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of January, 1968.

(Seal) GASTON MELOCHE,
Secretary.

23383-o 5379-67

Unicord Ltd.

Notice is hereby given that "Unicord Ltd." incorporated under the provisions of the Companies Act, on the 4th day of November, 1965, having its head office in the City of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 417 St. Peter Street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of September, 1966.

Per: POL PASKAL,
Secretary.

23389-o 4868-65

Demandes à la Législature

Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur

Avis est, par les présentes, donné que « Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur », s'adresseront à la législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi les constituant en corporation avec les pouvoirs des corporations ordinaires et les pouvoirs généralement accordés aux communautés réligieuses, et spécialement avec le pouvoir d'hypothéquer leurs biens, d'émettre des obligations, de constituer leurs maisons en corporation, et tous autres pouvoirs.

Montréal, le 22 janvier 1968.

Les procureurs des requérantes,
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT & LEVESQUE.

23011-4-4-o

Applications to Legislature

Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur

Notice is hereby given that "Les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act constituting them into a corporation with the powers of ordinary corporations and the powers generally granted to religious corporations and especially with the power to hypothecate their properties, to issue bonds and debentures, to incorporate their houses, and for any other powers.

Montreal, January 22, 1968.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT & LEVESQUE,
Attorneys for the petitioners.

23011-4-4-o

L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur

Avis est, par les présentes, donné que « L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur », s'adressera à la législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de modifier son nom, d'augmenter et de modifier certains pouvoirs et certains droits, lui donnant le pouvoir d'incorporer des maisons, pour valider certains actes, et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 5 janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
22950-4-4-o BARAKETT ET LEVESQUE.

Succession Joseph L. Greenspon

Avis est donné que M. Norman Greenspon, marchand, domicilié en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi lui permettant d'hypothéquer et de louer par bail emphythéotique l'immeuble portant les numéros civiques 1236 et 1242 rue Crescent dans la cité de Montréal, qu'il administre en sa qualité d'exécuteur et de fiduciaire du dernier testament de feu Joseph L. Greenspon, son père.

Québec, ce 17 janvier 1968.

Les procureurs des requérants,
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
22951-4-4-o MCNICOLL & LEVASSEUR.

La Commission des écoles catholiques de Montréal

Avis public est par les présentes donné que « La Commission des écoles catholiques de Montréal », s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi refondant la charte de « La Commission des écoles catholiques de Montréal » et le régime de taxation scolaire dans le territoire de cette Commission et du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, et pour d'autres fins.

Montréal, le 23 janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
23030-4-4-o POIRIER & MARCOUX.

Ville de Courville

Avis est par les présentes donné que la ville de Courville, en sa qualité de donataire à titre particulier de feu Jeanne Adeline Tessier Laplante s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant l'aliénation d'un immeuble propriété de la ville de Courville en vertu d'une donation entre vifs avec prohibition d'aliéner.

Les procureurs de la requérante,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
23024-4-4-o CIMON, LESSARD & LEMAY.

L'Association des Médecins de Langue Française du Canada

Avis est par les présentes donné que « L'Association des Médecins de Langue Française du Canada », corporation légalement constituée ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera à la législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Augmenter et préciser les pouvoirs de la corporation.

L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur

Notice is hereby given that "L'Institut des Filles Réparatrices du Divin Coeur", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act permitting it to modify its name, to augment and to modify certain powers and certain rights, to give it the right to incorporate houses, to validate certains acts, and for any other powers.

Montreal, January 5, 1968.

MONETTE, FILION, CLERK, MICHAUD,
BARAKETT AND LEVESQUE,
22950-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Estate Joseph L. Greenspon

Take notice that Mr. Norman Greenspon, marchant, domiciled in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act permitting the emphythensis and the hypothecation of the immovable property bearing civic numbers 1236 and 1242 Crescent Street, Montreal, which he administers in his quality of executor and trustee of the last will of the late Joseph L. Greenspon, his father.

Quebec, January 17, 1968.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
MCNICOLL & LEVASSEUR,
22951-4-4-o *Attorneys for the petitioner.*

The Montreal Catholic School Commission

Notice is hereby given that "The Montreal Catholic School Commission" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to request the passing of a law consolidating the charter of "The Montreal Catholic School Commission" and the school taxation system in the territory of said Commission and of The Protestant School Board of Greater Montreal and for other purposes.

Montreal, January 23, 1968.

POIRIER & MARCOUX,
23030-4-4-o *Attorneys for the Petitioner.*

Town of Courville

Notice is hereby given that the town of Courville, as donee by particular title of the late Jeanne Adeline Tessier Laplante, will apply to Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the passing of an act permitting the assignment (transfer) of an immovable, owned by the town of Courville in pursuance of a gift *inter vivos* with prohibition of transfer.

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LEMAY,
23024-4-4-o *Attorneys for petitioners.*

L'Association des Médecins de Langue Française du Canada

Notice is hereby given that "L'Association des Médecins de Langue Française du Canada", will present a petition to the Legislature of the province of Quebec, at its forthcoming session, to obtain the adoption of a law amending its charter for the following purposes, namely:

1. To increase and specify the powers of the corporation.

2° Pour refondre la charte de la corporation.
3° Et pour d'autres fins.
Montréal, ce 19 janvier 1968.
L'Association des Médecins de Langue Française du Canada.

Par le secrétaire-trésorier,
22989-4-4-o E. ROLAND BLAIS, M.D.

2. To revise the charter of the corporation.
3. And for other purposes.
Montreal, January 19, 1968.
L'Association des Médecins de Langue Française du Canada.

Per: E. ROLAND BLAIS, M.D.,
22989-4-4-o *Secretary-Treasurer.*

Succession Georges Clément Moïse Coutu

Avis public est par les présentes donné que Dame Cécile Coutu, ménagère, domiciliée au 776 boulevard Manseau, dans la cité et le district de Joliette, épouse commune en biens de Rodolphe Hébert, employé civique retraité, du même lieu, et Dame Marie Jeanne Coutu, ménagère, domiciliée au 854 boulevard Manseau, dans la cité et le district de Joliette, épouse séparée de biens de Raymond Marchand, courtier en valeurs, du même lieu, en leurs qualités d'exécutrices testamentaires conjointes de la « succession de Georges Clément Moïse Coutu », décédé le 20 décembre 1951, en son vivant, marchand, de ladite cité de Joliette, s'adresseront à la législature à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant le testament dudit Georges Clément Moïse Coutu, et autorisant lesdites exécutrices testamentaires à remettre immédiatement aux légataires universels de ladite succession, une propriété immobilière située au 433 rue Notre-Dame, à Joliette, nonobstant les termes dudit testament.
Joliette, 22 janvier 1968.

Le procureur des pétitionnaires,
23033-5-4-o GEORGES SYLVESTRE.

Estate Georges Clément Moïse Coutu

Public notice is hereby given that Mrs. Cécile Coutu, housekeeper, domiciled at 776 Manseau Boulevard, in the city and district of Joliette, wife common as to property of Rodolphe Hébert, pensioned civic employee, of the said place, and Mrs. Marie Jeanne Coutu, housekeeper, domiciled at 854 Manseau Boulevard, in the city and district of Joliette, wife separate as to property of Raymond Marchand, investment dealer, of the same place, in their qualities of joint testamentary executors of the "estate of Georges Clément Moïse Coutu", who died on December 20th, 1951, in his lifetime merchant, of the said city of Joliette, will apply to the Legislature at its next session to obtain the adoption of a law modifying the will of the said Georges Clément Moïse Coutu and authorizing the said testamentary executors to give immediately to the universal legatees of the said estate, an immovable property situated at 433 Notre-Dame Street, in the said city of Joliette, notwithstanding the terms of the said will.
Joliette, January 22, 1968.

GEORGES SYLVESTRE,
23033-5-4-o *Attorney for the petitioners.*

Succession Henri Bernatchez

Avis est donné que La Compagnie de Prêts et de Fiducie, corps politique et incorporé ayant son siège social dans les cité et district de Québec, et Dame Henri Bernatchez, domiciliée dans la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi restreignant la saisissabilité et l'incessibilité des biens de la succession qu'ils administrent en leur qualité d'exécuteur et de fiduciaire du dernier testament de feu Me Henri Bernatchez.
Québec, 22 janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
23110-5-4-o McNICOLL & LEVASSEUR.

Estate Henri Bernatchez

Take notice that La Compagnie de Prêts et de Fiducie, body politic and incorporated having its head office in the city of Quebec, and Mrs Henri Bernatchez domiciled in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an act restraining the attachability of immovable goods of the estate which they administer in their quality of executor and trustee of the last will of the late Henri Bernatchez.

Quebec, January 22, 1968.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
McNICOLL & LEVASSEUR.
23110-5-4-o *Attorneys for petitioner.*

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Avis est donné que Paul-André Robitaille, de Courville, Daniel Leclerc, de Villeneuve, Jacques Simoneau, de Giffard, Guy Ferland, de Sillery, Roger Gauvin de Vanier, Louis-Jacques Laflamme, de Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, de Les Saules, Robert Légaré, de Charlesbourg, Paul-André Cantin, de Loretteville et Roland Miller, de l'Ancienne Lorette, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'un projet de loi les constituant en corporation sous le nom de « La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec », en français, et de « The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec », en anglais.

Les procureurs des pétitionnaires,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
23131-5-4-o CIMON, LESSARD & LE MAY.

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Notice is hereby given that Paul-André Robitaille from Courville, Daniel Leclerc, from Villeneuve, Jacques Simoneau, from Giffard, Guy Ferland, from Sillery, Roger Gauvin, from Vanier, Louis-Jacques Laflamme from Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, from Les Saules, Robert Légaré, from Charlesbourg, Paul-André Cantin, from Loretteville and Roland Miller, from l'Ancienne Lorette will apply to the Legislative of the province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec", in french, and "The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec, in english.

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
23131-5-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Cité de Laflèche

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Laflèche » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de confirmer et valider les règlements 270 et 271 (remplaçant par une taxe générale sur la valeur cotisée certaines taxes spéciales sur le front), 280, 299, 300, 301 et 302, qui modifient le mode de prélèvement des taxes d'égout décrétées par des règlements d'emprunts antérieurs 59, 65, 84, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, pour remplacer la base du front des immeubles par celle de leur superficie; pour confirmer et valider les règlements 304, 305, 306, lesquels modifient le mode de prélèvement des taxes d'aqueduc décrétées par les règlements 65, 84 et 112 en remplaçant la taxe sur la base de la valeur cotisée des immeubles par une taxe sur la base de leur front; pour confirmer et valider le règlement No 303 qui modifie le règlement d'emprunt No 59 changeant la taxe sur la base de la valeur cotisée par une taxe sur la base du front; pour confirmer et valider le règlement 295 constituant une Commission des Loisirs; pour confirmer et valider certaines ventes municipales pour taxes; pour autoriser l'acquisition de certaines rues et ruelles, l'expropriation d'une carrière de pierre, et autres fins.

Montréal, le 29 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,

23132-5-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Cité de Sherbrooke

Avis est, par les présentes donné que la « Cité de Sherbrooke » s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi I Georges VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Remplacer l'article 6 de la Loi I Georges VI, chapitre 105, aux fins de fixer une nouvelle délimitation aux quartiers de la cité;

2° Amender l'article 47 de la Loi des cités et villes tel que remplacé par l'article 7 de la Loi I, Georges VI, chapitre 105, aux fins d'augmenter et/ou diminuer le nombre d'échevins dans les quartiers de la cité selon qu'il serait à propos de le faire;

3° Amender l'article 48 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 12 de la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 70 pour porter à quatre ans le terme de l'élection du maire de la cité de Sherbrooke;

4° Amender l'article 49 de la Loi des cités et villes remplacé pour la cité par l'article 2 de la Loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 70 aux fins d'instaurer le système d'élection en bloc;

5° Remplacer l'article 10 de la Loi I, Georges VI, chapitre 105, tel qu'amendé par l'article 2 de la Loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 70 aux fins d'instaurer le système d'élection en bloc;

6° Pouvoir pour le Conseil municipal d'instaurer un Comité exécutif pour la cité de Sherbrooke;

7° Déclarer non imposable, pour fins municipales et scolaires, la conduite d'adduction de la cité de Sherbrooke, située dans les municipalités du canton d'Ascot, de Rock Forest, de Ste-Catherine de Hatley, du canton de Magog et de la cité de Magog.

Et autres demandes.

Sherbrooke, le 26 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,

23133-5-4-o ALBERT RIVARD, C.R.

City of Laflèche

Public notice is hereby given that the "City of Laflèche" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a special law for the purpose of confirming and validating by-laws 270 and 271 (replacing by a general tax on the value assessed certain special taxes on the front), 280, 299, 300, 301 and 302, which amend the manner of the levy of sewer taxes decreed by former loan by laws 59, 65, 84, 115, 129, 130, 137, 167 and 220, to replace the base of the front of the immovables by those of its area; to confirm and validate by-laws 304, 305, 306, which amend the manner of levy of aqueduct taxes decreed by by-laws 65, 84 and 112 by replacing the tax on the base of the value assessed of the immovables by a tax on the base of its front; to confirm and validate by-law No. 303 which amends loan by-law No. 59 changing the tax on the base of the value assessed by a tax on the base of the front; to confirm and validate by-law 295 incorporating a Recreational Commission; to confirm and validate certain municipal sales for taxes; to authorize the acquisition of certain streets and lanes, the expropriation of a stone quarry, and other purposes.

Montreal, January 29, 1968.

ÉMILIEN BRAIS,

23132-5-4 *Attorney for the petitioner.*

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the "City of Sherbrooke" shall apply to the Quebec Legislature, at its next Session, for the passing of an Act to amend its Charter, Act I, George VI, Chapter 105, and its amendments, for the purpose of:

1° Replacing article 6, Act. I, Geogres VI, Chapter 105 in order to draft a new description of the City wards;

2° Amending article 47 of the Cities and Towns act and replaced by article 7, Act. I, Geo. VI, Chapter 105 in order to increase or diminish the number of aldermen for each ward, as may be advisable;

3° Amending article 48 of the Cities and Towns Act as replaced for the City by art. 12, Chapter 70, Act. 15-16, Georges VI, in order to fix at four years the mayor's term of office for the City of Sherbrooke;

4° Amending Art. 49 of the Cities and Towns Act as replaced for the City by article 9, Act I, Georges VI, Chapter 105, in order to fix at four years the aldermen's term of office for the City of Sherbrooke;

5° Replacing article 10 of Act I, Georges VI, Chapter 105, as amended by Act 3-4 Eliz. II, Chapter 70, art. 2, in order to hold general elections "en bloc" for the City of Sherbrooke.

6° Granting to the City Council the power to appoint an Executive Comittee;

7° Exempting the City of Sherbrooke from paying municipal and school taxes for its water intake from Lake Memphremagog to the City of Sherbrooke;

And other purposes;

Sherbrooke, January 26th, 1968.

ALBERT RIVARD, Q.C.,

23133-5-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean-Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal
des Caisses Desjardins

Avis est par les présentes donné que la «Société Nationale de Fiducie, La Société St-Jean Baptiste de Montréal et la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins », ayant toutes trois leur siège social dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander des amendements aux lois constitutives de Société Nationale de Fiducie, aux fins de modifier les structures de ladite Société et permettre à La Fédération de Montréal des Caisses Desjardins d'acquérir une participation dans son capital-actions.

Les procureurs des requérantes,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN, CODERRE & LAPOINTE.
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
23169-6-4-o GODBOUT & EMERY.

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Montréal » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session de la vingt-huitième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° Terres des Hommes;

2° Rues, ruelles et voies publiques;

3° Rôle des valeurs locatives;

4° Exemption d'imposition concernant les améliorations locales;

et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, Montréal, le 31 janvier 1968.

Le greffier de la ville,
23248-6-4-o R. BOUCHARD, C.R.

Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec
The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec

Avis est donné que la « Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — The Corporation of Master in Thermal Central of the Province of Quebec », corps politique constituée par lettres patentes en date du 4 juillet 1958 en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies, ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Transformer son statut corporatif de façon à ce qu'elle soit régie par une loi spéciale;

2° Faire adopter cette loi spéciale aux fins de conférer à cette Corporation ses pouvoirs et ses attributions nécessaires et autres fins.

Cette loi se présentera sous le titre de la « Loi des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec ».

Québec, ce 6 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23289-6-4-o ROBERT B.-LAFRENIÈRE, avocat.

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean-Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal
des Caisses Desjardins

Notice is hereby given that "Société Natio- Nationale de Fiducie, Société St-Jean Baptiste de Montréal and Fédération de Montréal des Caisses Desjardins", having their principal place of business in the city and district of Montreal will apply to the Quebec Legislature at its next coming session to request the adoption of an act granting amendments to the constitutive Laws of Société Nationale de Fiducie in order to bring about certain modifications to the structure of said company and allow Fédération de Montréal des Caisses Desjardins to acquire an interest in the capital stock of said company.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN, CODERRE & LAPOINTE,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY,
23169-6-4-o *Attorneys for the petitioners.*

City of Montreal

Notice is hereby given that the « City of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the next session of the twenty-eighth Legislature, to request the authorization to present a Bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters:

1. Man and His World;

2. Streets, lanes and public thoroughfares;

3. Rental values roll;

4. Tax exemption concerning local improvements;

and all other matters useful for the good administration of the city's business.

City Hall, Montreal, January 31, 1968.

R. BOUCHARD, Q.C.,
23248-6-4-o *City Clerk.*

Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec
The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec

Notice is hereby given that "Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec", body politic incorporated by letters patent dated July 4, 1958, under Part III of the Companies Act, having its head office at Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to request the adoption of an act for the following purposes:

1. To change its corporative statute in such a such a way as to have it governed by a special act.

2. Require the adoption of this special act for the purpose of conferring to this Corporation its necessary powers and attributes and other purposes.

This act will be granted under the title of "The Masters in Thermal Central of the Province of Quebec Act.".

Quebec, February 6, 1968.

ROBERT B.-LAFRENIÈRE, advocate,
23289-6-4-o *Attorney for the petitioner.*

Cité de St-Lambert

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de St-Lambert » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant certains pouvoirs de sa charte pour les fins suivants:

Pour corriger la description d'un lot; pour appliquer les dispositions de la Loi des Cités et Villes concernant les demandes de soumissions publiques; pour louer ou opérer un terrain de golf municipal et restaurant; pour modifier le règlement No. 651 concernant l'imposition de taxes, et pour toutes autres fins.

St-Lambert, le 5 février, 1968.

Le conseiller juridique,
23249-6-4-o CECIL H. MACNAUGHTEN, C.R.,

City of St.Lambert

Public notice is hereby given that the "City of St-Lambert" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its current session thereof for the passing of an Act amending certain powers of its charter of the following purposes:

To correct the description of a lot; to apply the provisions of the Cities and Towns' Act concerning the call of public tenders; to lease or operate a municipal golf course and restaurant; to amend By-law No. 651 concerning the imposition of taxes, and for all other purposes.

St-Lambert, February 5, 1968.

CECIL H. MACNAUGHTEN, Q.C.,
23249-6-4-o *City Sollicitor.*

Cité de Sainte-Foy

Avis est, par les présentes donné que la « Cité de Sainte-Foy », s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 3-4 Eliz. II, chapitre 84, aux fins suivantes:

1° Changer le nom de la « Cité de Sainte-Foy », pour « Ville de Sainte-Foy »;

2° Amender le paragraphe 3 de l'article 526-A de la Loi des Cités et Villes;

3° Demander des pouvoirs d'emprunts statutaires annuels; des pouvoirs pour consolider certaines dépenses capitales urgentes et imprévues, pour modifier la procédure du financement des travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie lorsque ces travaux sont requis par des corps publics;

4° Modifier l'article 6 du chapitre 69 de 6-7 Eliz. II, relatif au compteur d'eau;

5° Amender l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des Cités et Villes pour porter à quatre (4) ans le terme de l'élection du maire et des échevins de la Cité de Sainte-Foy;

6° Amender le paragraphe 6 de l'article 193 de la Loi des Cités et Villes pour remplacer les mots « au dernier recensement fédéral » par les suivants » au dernier recensement municipal décrété en vertu des dispositions de l'article 478 de la Loi des Cités et Villes »;

7° Amender l'article 517 relatif au taux d'intérêt;

8° Amender l'article 498 concernant l'homologation du rôle;

9° Demander des pouvoirs pour modifier ou approuver un plan directeur sans autres approbations que celles du Conseil de la Cité de Sainte-Foy et du ministre des Affaires municipales;

10° Demander des pouvoirs spéciaux pour statuer sur la propriété des rues et chemins actuellement ouverts à l'usage du public dans la municipalité de Sainte-Foy;

11° Pouvoir pour le Conseil municipal de la Cité de Sainte-Foy d'instaurer un Comité exécutif pour la Cité de Sainte-Foy.

12° Amender l'article 135 de la Loi des Cités et Villes pour permettre au Greffier de la Cité de Sainte-Foy de dresser la liste électorale que l'année de l'élection, sauf pour les cas d'élections partielles.

Et autres demandes.

Sainte-Foy, le 6 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23290-6-4-o ROBERT B.-LAFRENIÈRE, avocat.

City of St. Foy

Notice is hereby given that the "City of St-Foy" will apply to the Quebec Legislature at its next session for the adoption of an act amending its charter, Act 3-4 Elizabeth II, chapter 84, for the following purposes:

1. To change the name of the "Cité de Sainte-Foy" to that of "Ville de Sainte-Foy";

2. To amend paragraph 3 of section 526-A of the Cities and Towns Act;

3. To request annual statutory loan powers; powers to consolidate certain urgent and unforseen capital expenditures, to amend the procedure for financing aqueduct, sewer and road works when these works are required by public bodies;

4. To amend section 6 of chapter 69 of 6-7 Elizabeth II concerning water meters;

5. To amend section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act in order to extend to four (4) years the term of office of the mayor and aldermen of the City of St-Foy;

6. To amend paragraph 6 of section 193 of the Cities and Towns Act by replacing the words "at the last Federal census" by the following: "at the last municipal census ordered under the provisions of section 478 of the Cities and Towns Act";

7° To amend section 517 concerning rates of interest;

8° To amend section 498 concerning the homologation of the roll;

9. To request powers to amend or approve a master plan without other approval than that of the Council of the City of St. Foy and of the Minister of Municipal Affairs;

10. To request special powers to make rulings on the property of streets and roads presently open to public use in the municipality of St-Foy;

11. To request the power for the municipal Council of the City of St. Foy to establish an Executive Committee for the City of St-Foy;

12. To amend section 135 of the Cities and Towns Act in order to permit the Clerk of the City of St-Foy to prepare an electoral list only during the election year, save in the case of partial elections.

And other requests.

St-Foy, February 6, 1968.

ROBERT B.-LAFRENIÈRE, advocate,
23290-6-4 *Attorney for the petitioner.*

Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al*

Avis public est par les présentes donné que la corporation connue sous le nom de « Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi » constituée par la Loi XXIII, George V, chapitre 149, et que la corporation connue sous le nom de « L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie », constituée par la Loi XI, George V, chapitre 152, dont le nom a été successivement changé en celui de « Pensionnat St-Antoine de Padoue » par l'arrêté en conseil 319 du 3 février 1961 et en celui de « École Bellerive » par l'arrêté en conseil 1605 du 19 août 1964, s'adresseront à la Législature du Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi abrogeant les deux lois susmentionnées et pour constituer en corporation « Les Soeurs Antoniennes de Marie, Reine du Clergé », sous le nom de « Les Antoniennes de Marie ».

Les corporations susdites s'adresseront également à la Législature du Québec pour que la nouvelle corporation « Les Antoniennes de Marie », ait son siège social en la cité de Chicoutimi et pour que ladite corporation reçoive de ladite législature les pouvoirs généraux et spéciaux nécessaires pour permettre à ses membres de poursuivre leurs fins dans les domaines de la religion de la charité et de l'éducation, « Les Antoniennes de Marie » devant obtenir tous les droits de propriété des biens meubles et immeubles des corporations susmentionnées et assumant également les obligations desdites corporations susmentionnées.

Le procureur des pétitionnaires,
23288-6-4-o PAUL E. FORTIN, C.R.

Cité de Lauzon

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Lauzon » s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

abroger certaines dispositions de sa charte;

modifier l'allocation de dépenses du maire et des échevins et leur accorder un traitement annuel;

changer le jour et la date du scrutin pour l'élection du maire et des conseillers;

modifier les pouvoirs de la ville en matière de règlementation de la construction et du zonage;

permettre à la ville de construire des enceintes sportives et de conclure des ententes avec toute corporation municipale ou autres organismes à cette fin; permettre la construction et l'aménagement de telles enceintes sportives et culturelles dans la cité ou dans une municipalité voisine;

obtenir des pouvoirs additionnels concernant la construction de bordures de chaussée;

modifier les dispositions de sa charte concernant l'imposition d'une taxe d'eau sur les lots vacants, la vente des biens non réclamés et la protection de la chaussée des rues;

verser à Monsieur Mario Brousseau une pension annuelle lorsqu'il cessera d'être au service de la cité;

et pour d'autres fins.

Québec, ce 26e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
23111-5-4-o PRÉVOST ET ASSOCIÉS.

Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al*

Public notice is hereby given that the corporation known under the name of "Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi", incorporated by the Act XXIII, George V, chapter 149, and that the corporation known under the name of "L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie", incorporated by the Act XI, George V, chapter 152, the name of which has been changed successively to that of "Pensionnat St-Antoine de Padoue" by order in council 319 dated February 3, 1961 and in that of "École Bellerive" by order in council 1605 dated August 19, 1964, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to repeal the two abovementioned acts and to incorporate "Les Soeurs Antoniennes de Marie, Reine du Clergé", under the name of "Les Antoniennes de Marie".

The aforesaid corporations will also apply to the Legislature of the Province of Quebec for the new corporation "Les Antoniennes de Marie" to have its head office in the city of Chicoutimi and for the said corporation to receive from the said Legislature the general and special powers necessary to enable its members to pursue their purposes in the fields of religion, charity and education, "Les Antoniennes de Marie" being entitled to all the property rights on movables and immovables of the abovementioned corporations and assuming also the obligations of the said abovementioned corporations.

PAUL E. FORTIN, Q.C.,
23288-6-4 *Attorney for the Petitioners.*

City of Lauzon

Notice is hereby given that the "City of Lauzon" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

to repeal certain provisions of its charter;

to modify the allocation for expenditures allowed to the mayor and the aldermen, and grant them an annual indemnity;

to change the day and date of the election of the mayor and the aldermen;

to modify the powers of the city in matters relating to the regulation of construction and zoning;

to allow the city to erect sports and cultural buildings and to enter into agreements with any municipal corporation or other organization for that purpose; to allow the erection and organization of such sports and cultural buildings in the city or in a neighbouring municipality;

to obtain additional powers concerning the construction of street curbs;

to modify the provisions of its charter relating to the imposition of a water tax on vacant lots, the sale of unclaimed property and the protection of the street pavements;

to pay to Mr. Mario Brousseau an annual pension when he shall cease to be an employee of the city;

and for other purposes.

Quebec, this 26th day of January 1968.

PRÉVOST AND PARTNERS.
23111-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Société des Soeurs des Saints-Apôtres

Avis est par les présentes donné que la « Société des Soeurs des Saints-Apôtres », communauté religieuse, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation la « Société des Soeurs des Saints-Apôtres ».

Signé à Montréal, ce 15e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la communauté,

23112-5-4-o LAMARRE et QUESNEL.

Société des Saints-Apôtres

Avis est par les présentes donné que la Société des Saints-Apôtres, communauté religieuse ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation la « Société des Saints-Apôtres ».

Signé à Montréal, ce 15e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la communauté,

22088-4-4-o LAMARRE ET QUESNEL.

La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel

Avis est par les présentes donné que Nicholas Stavrides, de ville Mont-Royal, Athanasios Kalpakis, de ville Saint-Laurent, Alexandros Zimakas, de ville Mont-Royal, Michael Argyrakis, de la cité de Montréal, Athanasios Pappas, de la ville de Beaconsfield, James Kaloheretis, de la ville de Pierrefonds, Andrew Polatos, de la cité de Laval, James School, de la cité de Montréal, Christos Theophilos, de la cité de Montréal, et John Cheretis, de ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, s'adresseront à la législature provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'adopter une loi se constituant en corporation ecclésiastique sous le nom en français, de « La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel », et en anglais, « The Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel ».

Montréal, le 12e jour de février, 1968.

Le procureur des pétitionnairs,

23394-7-4-o GEORGE E. BEY.

La Ville de Hampstead

Avis public est, par les présentes, donné que « La Ville de Hampstead » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 4 George V, chapitre 94 et ses amendements, aux fins suivantes: abroger les articles 1 et 3 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, abroger les articles 13, 24, 25, 26 et 27 de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 88, amender l'article 2 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, augmenter le droit de passage pour l'installation des fils, enfin ratifier la vente faite par la ville, à la suite de son acquisition d'un terrain de Realty Securities Limited, le 16 février 1926, sous le No 9935 des minutes du notaire E. Godin, et pour autres fins.

Montréal le 12 février 1968.

Les procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,

23365-7-4-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

Society of the Sisters of the Holy Apostles

Notice is hereby given that the "Society of the Sisters of the Holy Apostles", religious order, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the legislature of Quebec during the next session to ask for the adoption of a law constituting in corporation the "Society of the Sisters of the Holy Apostles".

Signed in Montreal, this 15th day of January 1968. LAMARRE and QUESNEL,

23112-5-4-o *Attorneys for the Religious Order.*

Society of the Holy Apostles

Notice is hereby given that the Society of the Holy Apostles, religious order, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the legislature of Quebec during the next session to ask for the adoption of a law constituting in corporation the "Society of the Holy Apostles".

Signed in Montreal, this 15th day of January, 1968. LAMARRE AND QUESNEL,

22088-4-4-o *Attorneys for the Religious Order.*

Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel

Notice is hereby given that Nicholas Stavrides, of the town of Mount Royal, Athanasios Kalpakas, of the city of Saint Laurent, Alexandros Zimakas, of the town of Mount Royal, Michael Argyrakis, of the city of Montreal, Athanasios Pappas, of the city of Beaconsfield, James Kaloheretis, of the city of Pierrefonds, Andrew Polatos of the city of Laprairie, Themistoclis Manolokos, of the city of Chomedy, James School, of the city of Montreal, Christos Theophilos, of the city of Montreal and John Cheretis, of the city of Saint-Laurent, and all of the district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to constitute an Ecclesiastical Corporation under the name of "Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel" in English and "La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel" in French.

Montreal, February 12th, 1968.

GEORGE A. BEY,

23394-7-4-o *Solicitor for the Applicants.*

Town of Hampstead

Public notice is hereby given that the "Town of Hampstead" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 4 George V, chapter 94 and its amendments, as follows: to repeal sections 1 and 3 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, to repeal sections 13, 24, 25, 26 and 27 of the Act 7-8 Elizabeth II chapter 88, to amend section 2 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, to increase the right-of-way for the installation of wires and, to ratify the Deed of sale of lots 80-163-2 and 80-164-1 acquired from Realty Securities Limited, said deed executed before E. Godin, Notary, on February 16, 1926, under No. 9935, and for other purposes.

Montreal, February 12, 1968.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,

23365-7-4-o *Attorneys.*

Cité de Shawinigan

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Shawinigan » s'adressera à la Législature lors de la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la loi 8, Edouard VII, chapitre 95, aux fins suivantes:

1° Amender pour la cité de Shawinigan l'article 527 de la loi des cités et villes.

2° Accorder à la corporation de la cité de Shawinigan le pouvoir de décréter la construction d'édifices pour fins de stationnement de véhicules automobiles, d'emprunter pour cette fin, de prélever une taxe spéciale pour garantir le remboursement de l'emprunt.

3° Amender sa charte, quant à la rémunération du maire et des échevins.

4° Amender sa charte quant au mode d'élection des échevins.

5° Amender sa charte concernant le droit de ne plus rendre appliquable pour la cité la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux.

6° Amender sa charte concernant le droit pour la cité de taxer les appareils de vente distributeurs de liqueurs douces.

7° Accorder à la corporation de la cité de Shawinigan le pouvoir de rendre exécutoire dans tous les districts judiciaires les mandats d'emprisonnement émis par la Cour municipale;

et pour toutes autres fins.

Shawinigan, le 30 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,

23397-7-4-o CLAUDE GÉLINAS.

City of Shawinigan

Public notice is hereby given that the corporation of the "City of Shawinigan" will apply to the Legislature at its next session to seek the adoption of an act amending its charter, Act 8, Edward VII, chapter 95, for the following purposes:

1. To amend section 527 of the Cities and Towns Act for the city of Shawinigan.

2. To grant to the corporation of the city of Shawinigan the power to order the construction of buildings for the parking of motor vehicles, to borrow for this purpose, to levy a special tax to guarantee the reimbursement of the loan.

3. To amend its charter with respect to payment of the mayor and aldermen.

4. To amend its charter with respect to the manner of electing the aldermen.

5. To amend its charter concerning the right to withdraw application, for the city, of the Municipal Officers Dismissal Act.

6. To amend its charter with respect to the city's right to tax softdrink vending machines.

7. To grant to the corporation of the city of Shawinigan the power to enforce, in all judicial districts, prison mandates issued by the Municipal Court;

and for all other purposes:

Shawinigan, January 30, 1968.

CLAUDE GÉLINAS,

23397 *Attorney for the Petitioner.*

Les Filles de la Sagesse

Avis public est, par les présentes, donné que « Les Filles de la Sagesse » s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, aux fins suivantes: constituer en corporation les « Filles de la Sagesse », établir le siège social, définir les personnes qui deviendront membres de la corporation, les pouvoirs, droits et obligations de cette corporation, transmettre à cette nouvelle corporation les droits, pouvoirs et obligations de la corporation constituée sous la Loi 58 Victoria, chapitre 92, pourvoir à la régie interne de ses membres et à la dissolution, le cas échéant, et pour autres fins.

Montréal, le 12 février 1968.

Les procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,

23364-7-4-o PAGÉ, HÉBERT, & MAILLOUX.

Les Filles de la Sagesse

Notice is hereby given that "Les Filles de la Sagesse" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the next session, for the adoption of an act for the following purposes: to incorporate the "Filles de la Sagesse", to establish the head office, to define the persons who shall become members of the corporation, the powers, rights and obligations of this corporation, to assign to this new corporation the powers, rights and obligations of the corporation constituted under Act 58 Victoria, chapter 92, to provide for the internal administration of its members and to the dissolution, if necessary, and for other purposes.

Montreal, February, 12, 1968.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,

23364-7-4-o *Attorneys.*

Bills — Assemblée législative

Avis de l'Assemblée législative

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 30 janvier 1968 et présentés avant le 12 mars 1968, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 1er mars 1968 et reçues avant le 6 mars 1968, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 26 mars 1968.

Québec, le 17 janvier 1968.

Le greffier associé de l'Assemblée législative,

22885-3-5-o RENÉ BLONDIN.

Bills — Legislative Assembly

Notice of the Legislative Assembly

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Private Bills Committee before January 30, 1968, and introduced before March 12, 1968, petitions for private bills shall be presented before March 1st, 1968, and received before March 6, 1968, and reports from select committees charged with the examination of private bills must be received before March 26, 1968.

Quebec, January 17, 1968.

RENÉ BLONDIN,
Clerk Associate of the Legislative Assembly.

22885-3-5-o

Liquidation — Avis de

Coupal Construction Co. Ltd.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des actionnaires de la compagnie « Coupal Construction Co. Ltd. », tenue à Montréal, le 7 septembre 1966, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Lionel Coupal a été nommé liquidateur.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23361-o 47888-53

Northmount Realty & Investment Corp.

Avis est donné que « Northmount Realty & Investment Corp. » constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 10 décembre 1946, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 4 octobre 1967, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province.
RAYMOND DOUVILLE.

23324-o 8360-46

Winding up Notices

Coupal Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that, at a general meeting of the shareholders of "Coupal Construction Co. Ltd.", held in Montreal on September 7, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, and such, pursuant to the Winding-up Act, and that Mr. Lionel Coupal has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23361 47888-53

Northmount Realty & Investment Corp.

Notice is hereby given that "Northmount Realty & Investment Corp.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated the 10th day of December, 1946, and having its head office in Montreal, was dissolved on October 4, 1967, and such, pursuant to the Winding-up Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23324 8360-46

Syndicats professionnels

La Fédération de L'U.C.C. de la Mauricie

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 janvier 1968, autorisé le changement de nom de « La Fédération de L'U.C.C. de Trois-Rivières », dont la constitution a été autorisée le 25 juin 1946, et dont le siège social est situé à Trois-Rivières, en celui de « La Fédération de L'U.C.C. de la Mauricie », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 29 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23362-o 2192-46

L'Association des Médecins Omnipraticiens de Montréal Association of General Practitioners of Montreal

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 janvier 1968, autorisé le changement de nom de « L'Association des Omnipraticiens de Montréal — The Association of Generalists of Montreal », dont la constitution, sous le nom originaire de « L'Association des Médecins-Chirurgiens en Pratique Générale du District Médical de Montréal — The Association of Generalists of the Medical District of Montreal », a été autorisée le 22 juin 1961, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de « L'Association des Médecins Omnipraticiens de Montréal — Association of General Practitioners of Montreal », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 24 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23326-o 720-54

Professional Syndicates

La Fédération de L'U.C.C. de la Mauricie

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on January 26, 1968, auzhorized the change of name of "La Fédération de L'U.C.C. de Trois-Rivières", the incorporation of which was authorized on June 25, 1946, and the head office of which is situated in Trois-Rivières, to that of "La Fédération de L'U.C.C. de la Mauricie", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, January 29, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23362 2192-46

L'Association des Médecins Omnipraticiens de Montréal Association of General Practitioners of Montreal

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 18, 1968, authorized the change of name of "L'Association des Omnipraticiens de Montréal — The Association of Generalists of Montreal", whose incorporation, under the original name of "L'Association des Médecins-Chirurgiens en Pratique Générale du District Médical de Montréal — The Association of Generalists of the Medical District of Montreal", was authorized on June 22, 1961, and whose head office is situated at Montreal, into that of "L'Association des Médecins Omnipraticiens de Montréal — Association of General Practitioners of Montreal", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, January 24, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23326 720-54

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Charlevoix

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Charlevoix », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 31 janvier 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Siméon, district judiciaire de Saguenay.

Québec, le 2 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23325-o 6-68

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Charlevoix

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Charlevoix", has been authorized by the Provincial Secretary on January 31, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Siméon, judicial district of Saguenay.

Québec, February 2, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23325 6-68

La Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 janvier 1968, autorisé le changement de nom de la « Fédération des Omnipraticiens du Québec », dont la constitution, sous le nom originaire de « Fédération des médecins-chirurgiens en pratique générale du Québec », a été autorisée le 3 septembre 1963, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de « La Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 24 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23327-o 4-63

La Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 22, 1968, authorized the change of name of "Fédération des Omnipraticiens du Québec", whose incorporation, under the original name of "Fédération des médecins-chirurgiens en pratique générale du Québec", was authorized on September 3, 1963, and whose head office is situated at Montreal, into that of "La Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, January 24, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23327 4-63

Syndicat des Producteurs de Lait de Montréal

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Producteurs de Lait de Montréal », a été autorisée par le secrétaire de la province le 29 janvier 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 31 janvier 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23328-o 3-68

Syndicat des Producteurs de Lait de Montréal

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Producteurs de Lait de Montréal", has been authorized by the Provincial Secretary on January 29, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, January 31, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23328-o 3-68

Association des Enseignants de l'Yamaska

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 février 1968, autorisé le changement de nom de « L'Association des Enseignants de Yamaska », dont la constitution, sous le nom originaire de « L'Association des Éducateurs Catholiques de St-Hyacinthe », a été autorisée le 23 janvier 1961, et dont le siège social est situé à Saint-Hyacinthe, en celui de « Association des Enseignats de l'Yamaska », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 7 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23345-o 764-60

Association des Enseignants de l'Yamaska

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 6, 1968, authorized the change of name of "L'Association des Enseignats de Yamaska", whose incorporation under the original name of "L'Association des Éducateurs Catholiques de St-Hyacinthe", has been authorized on January 23, 1961, and whose head office is situated in Saint-Hyacinthe, to that of "Association des Enseignants de l'Yamaska", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, February 7, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23345 764-60

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Henri de Mascouche

Cadastre officiel de la paroisse de St-Henri de Mascouche, municipalité de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présenté donné que partie des lots 481-45 et 481-46 (rues) est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 février 1968.

Le sous-ministre,
23392-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, municipalité de la cité de de St-Hyacinthe, division d'energistrement de St-Hyacinthe.

Avis est par la présente donné que les lots 938-1, 938-2, 939-1, 939-2, 984-1 à 984-3, 985-1 à 985-3, 986-1 à 986-3, 987-1 à 987-3, 988-1 à 988-3, 989-1 à 989-3, 990-1 à 990-3, 1052-1, 1053-2, 1054-3, 1055-1, 1055-3, 1056-1, 1056-2, 1057-1, 1057-2, 1058-1, 1058-2, 1059-1, 1059-2, 1060-1, 1060-2, 1061-1, 1061-2, 1466-1 à 1466-3, 1481-1, 1481-2, 1487-5-1, 1487-5-2, 1487-5, les lots 938 à 989, 1056 à 1080, 1451, 1452, 1457, 1458, 1466, 1472, 1481, les rues Baron, Chabot, Eva, Corinne, Amélie, Arthémise, Clara, Elisabeth, Céline et partie des lots 990-4, 991-1, 991-4, 1054-1, 1055-2, 1459-1, 990, 991, 1052 à 1055, 1459, 1467, 1473, 1482, 1487 sont annulés et les lots 1514 à 1523 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 août 1967.

Le sous-ministre,
23392-o FERNAND BOUTIN.

Village de Ste-Pudentienne

Cadastre officiel du village de Ste-Pudentienne, municipalité du village de Ste-Pudentienne, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que les lots 2-29, 2-30, 25-9 à 25-13, 25-15, 25-18, 25-21 à 24-23 et la partie restante des lots 2-15, 2-27, 2-28, 2-31 à 2-40, 25-14, 25-16, 25-17, 25-19 et 25-20 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 mai 1967.

Le sous-ministre,
23392-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 743-47, 743-49 à 743-53, 744-15, 744-19 à 744-28, 745-9 à 745-15 et 746-1 à 746-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 janvier 1968.

Le sous-ministre,
23392-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Henri de Mascouche

Official cadastre of the parish of St-Henri de Mascouche, municipality of the parish of St-Henri de Mascouche, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that part of lots 481-45 and 481-46 (Streets) is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 2, 1968.

FERNAND BOUTIN,
23392-o *Deputy-minister.*

Parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, municipality of the city of St-Hyacinthe, registration division of St-Hyacinthe.

Notice is hereby given that lots 938-1, 938-2, 939-1, 939-2, 984-1 to 984-3, 985-1 to 985-3, 986-1 to 986-3, 987-1 to 987-3, 988-1 to 988-3, 989-1 to 989-3, 990-1 to 990-3, 1052-1, 1053-2, 1054-3, 1055-1, 1055-3, 1056-1, 1056-2, 1057-1, 1057-2, 1058-1, 1058-2, 1059-1, 1059-2, 1060-1, 1060-2, 1061-1, 1061-2, 1466-1 to 1466-3, 1481-1, 1481-2, 1487-5-1, 1487-5-2, 1487-5, lots 938 to 989, 1056 to 1080, 1451, 1452, 1457, 1458, 1466, 1472, 1481, the Baron, Chabot, Eva, Corinne, Amélie, Arthémise, Clara, Élisabeth, Céline Streets and part of lots 990-4, 991-1, 991-4, 1054-1, 1055-2, 1459-1, 990, 991, 1052 to 1055, 1459, 1467, 1473, 1482, 1487 are cancelled and lots 1514 to 1523 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 29, 1967.

FERNAND BOUTIN,
23392-o *Deputy-minister.*

Village of Ste-Pudentienne

Official cadastre of village of Ste-Pudentienne, municipality of village of Ste-Pudentienne, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lots 2-29, 2-30, 25-9 to 25-13, 25-15, 25-18, 25-21 to 25-23 and the remaining part of lots 2-15, 2-27, 2-28, 2-31 to 2-40, 25-14, 25-16, 25-17, 25-19 and 25-20 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 23, 1967.

FERNAND BOUTIN,
23392-o *Deputy-minister.*

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 743-47, 743-49 to 743-53, 744-15, 744-19 to 744-28, 745-9 to 745-15 and 746-1 to 746-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 22, 1968.

FERNAND BOUTIN,
23392-o *Deputy-minister.*

Ministère de l'Éducation

Saint-Michel-de-Rougemont, Diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Michel-de-Rougemont, dans le comté de Rouville, au territoire sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Hilaire, même comté; ce changement n'a d'effet que pour fins des écoles protestantes seulement.

Québec, le 30 janvier 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

23259-6-2-o 64

Percé (Prot.)

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Percé, dans le comté de Gaspé-Sud, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Belle-Anse dans le même comté.

Québec, le 6 février 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

23343-7-2-o

Department of Education

Saint-Michel-de-Rougemont, Diss.

Application is made to annex the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Saint-Michel-de-Rougemont, in the county of Rouville, to the territory under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Saint-Hilaire, in the same county. This change is effective for Protestant schools only.

Quebec, January 30, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

23259-6-2 64

Percé (Prot.)

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Percé, in the county of Gaspé-South, for Protestant tax-payers, only, to the Protestant school municipality of Belle-Anse in the same county.

Quebec, February 6, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

23343-7-2

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 10 janvier 1968.

MM. Guy Beaulieu et Gilles Guay, agents de la gestion du personnel, ministère des transports et communications, de Québec, nommés: commissaires *per dedimus potestatem* aux fins de faire prêter les serments d'allégeance et d'office aux employés du ministère des transports et communications.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23293-o 2-68

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, January 10, 1968.

Messrs. Guy Beaulieu and Gilles Guay, personnel management agents, Department of Transportation and Communications, of Quebec, appointed: commissioners *per dedimus potestatem* to administer the oaths of allegiance and office to the employees of the Department of Transportation and Communications.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23293 2-68

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Ordonnance No G-8 relative au quota des producteurs de lait du marché de Montréal

CONSIDÉRANT la suspension du plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait nature du marché de Montréal;

CONSIDÉRANT la nécessité de maintenir sans délai la mise en marché ordonnée du lait dans la région de Montréal;

CONSIDÉRANT l'article 13 de la Loi des produits laitiers;

À CES CAUSES, la Régie des marchés Agricoles ordonne ce qui suit:

1. Le quota mensuel de tout producteur-fournisseur aux marchands de lait de la région de Montréal s'établit de la façon déterminée par la présente ordonnance. La région de Montréal, pour les fins de la présente, comprend le territoire suivant:

L'Ile de Montréal et l'Ile de Jésus; les cités de Jacques-Cartier et de Longueuil; les villes de Boucherville, Brossard, Greenfield Park,

Quebec Agricultural Marketing Board

Order No. G-8 concerning the quotas of the Montreal Market Milk Producers

CONSIDERING the suspension of the Montreal Market Whole Milk Producers Suppliers Joint Plan;

CONSIDERING the necessity of maintaining without delay the orderly marketing of milk within the Montreal region;

CONSIDERING article 13 of the Dairy Products Act;

THEREFORE, the Quebec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. The monthly quota of any producer supplier to the Montreal region milk dealers, is established in the manner prescribed in the present order. The Montreal region, for the purposes of the present order, includes the following territory:

The Island of Montreal and Jesus Island; the cities of Jacques-Cartier and Longueuil; the towns of Boucherville, Brossard, Greenfield

Laflèche, Lemoyne, Montréal-Sud et Préville; la paroisse de Ste-Famille de Boucherville; les municipalités de St-Hubert et de Notre-Dame du Sacré-Coeur ainsi que le Port de Montréal.

« 2. Les mois de septembre, octobre et novembre et les mois de février et mars précédant immédiatement le 1er juin de chaque année constituent annuellement la période d'établissement des quotas. »

3. La Régie des marchés agricoles du Québec détermine la quantité totale de lait expédiée par les producteurs-fournisseurs, durant la période d'établissement, et reçue par les marchands de lait de la région de Montréal ou détournée à la coopérative des producteurs de lait de Montréal.

4. La Régie détermine le nombre total de livres de lait utilisé par les marchands de lait au cours de cette même période.

5. La Régie calcule le pourcentage que le nombre total en livres déterminé à l'article 4 constitue par rapport au nombre total de livres obtenu à l'article 3. À ce pourcentage est ajouté 10% afin d'assurer une disponibilité suffisante à l'approvisionnement du marché. Le pourcentage final est communiqué par la Régie à tous les marchands de lait avant le 1er mai de chaque année.

6. Chaque marchand de lait détermine le nombre total de livres de lait expédié à la laiterie ou détourné à la coopérative des producteurs de lait de Montréal, au cours de la période d'établissement des quotas, par chacun des producteurs-fournisseurs qui lui sont assignés.

7. Utilisant le pourcentage communiqué par la Régie, le marchand de lait calcule le nombre total de livres de lait représenté par ce pourcentage par rapport au nombre total de livres de lait expédié par chaque producteur-fournisseur, tel que déterminé à l'article 6.

8. Le marchand de lait divise le nombre de livres de lait obtenu pour chaque producteur-fournisseur à l'article 7 par le nombre de mois compris dans la période d'établissement.

9. Le quota mensuel ainsi établi est communiqué par le marchand de lait à chacun des producteurs-fournisseurs avant le 1er juin de chaque année.

À cette date le quota établi entre en vigueur et demeure en vigueur jusqu'au 1er juin de l'année subséquente.

Une liste des quotas établis pour chaque producteur-fournisseur est envoyée par le marchand de lait à la Régie avant le 1er juin de chaque année.

10. Le quota d'un nouveau producteur-fournisseur est établi pour l'année en cours par la Régie qui tient compte pour ce faire de la productivité antérieure de ce producteur et des autres facteurs jugés pertinents.

La décision de la Régie est finale.

En aucun cas, le quota ainsi fixé par la Régie ne pourra être inférieur à 18,000 livres par période de paie.

11. Dans le cas où des circonstances incontrôlables (incendie, maladie, expropriation) auraient empêché un producteur de maintenir sa production normale durant une période d'établissement, il est loisible à la Régie de fixer le quota du producteur concerné.

12. La présente ordonnance annule l'ordonnance G-7, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire intérimaire,
ROCH MORIN.

23391-o

Park, Laflèche, Lemoyne, Montreal-South and Préville; the parish of Sainte-Famille de Boucherville; the municipalities of Saint-Hubert and of Notre-Dame du Sacré-Coeur, and also the Port of Montreal.

"2. The months of September, October and November and the months of February and March immediately preceding the first of June of each year, constitute the annual quota formation period."

3. The Quebec Agricultural Marketing Board determines the total quantity of milk shipped by the producers suppliers, during the quota formation period, and received by the Montreal market milk dealers or diverted to the Montreal Milk Producers' Co-Operative.

4. The Board determines the total number of pounds of milk utilized by the milk dealers during the same period.

5. The Board calculates the percentage that the total number of pounds determined under article 4 constitutes is of the total number of pounds determined under article 3. To this percentage is added 10% in order to ensure availability of adequate supply to the market. The final percentage is conveyed by the Board to all the milk dealers before May 1st of each year.

6. Each milk dealer determines the total number of pounds of milk supplied to the dairy or diverted to the Montreal Milk Producers Co-Operative, during the quota formation period, by each producer supplier assigned to him.

7. Using the percentage conveyed by the Board, the milk dealer calculates the total number of pounds of milk represented by this percentage in relation to the number of pounds of milk supplied by each producer supplier, as determined under article 6.

8. The milk dealer divides the number of pounds of milk obtained for each producer supplier under article 7, by the number of months included in the quota formation period.

9. The monthly quota this established is conveyed by the milk dealer to each producer supplier before June 1st of each year.

On that date, the established quota comes into force and remains in force until the first of June of the next year.

A list of the quotas established for each producer supplier is sent by the milk dealer to the Board before June 1st of each year.

10. The quota of a new producer supplier is established, for the current year, by the Board, taking into account, for so doing, of the previous production of this producer and of other relevant considerations.

The Board's decision is final.

In no case, the quota thus fixed by the Board shall be inferior to 18,000 pounds per pay period.

11. In case of unavoidable circumstances (fire, disease, expropriation) had prevented a producer to maintain his normal production during a quota formation period, the Board may fix the quota of the concerned producer.

12. The present order cancels Order G-7 and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

ROCH MORIN,
Acting Secretary.

23391-o

Ratification de titres

Foyer Ste-Luce inc.

Canada, province de Québec, district de St-François, dans la Cour Supérieure, No 4695. « Foyer Ste-Luce inc. », corps politique incorporé ayant son siège social à Disraéli, district de St-François, débitrice en liquidation, et René Lefaivre, syndic et liquidateur ayant son bureau à 105, côte de la Montagne, dans les cité et district de Québec, liquidateur, et J.-Maurice Roy, résidant et domicilié à 322, rue O'Meara, à Thetford Mines, district de Mégantic, acquéreur;

Avis suivant l'article 10 du chapitre 22 S.R.Q. 1964.

Je soussigné, Charles Lemieux, protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de St-François, atteste:

A: J.-Maurice Roy, acquéreur, a déposé au greffe de la Cour Supérieure, copie authentique de son acte d'acquisition de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un immeuble situé à Village de Disraéli, comté de Wolfe, connu et désigné au plan et au libre de renvoi officiels pour le sixième rang du canton de Garthby, dans le coté de Wolfe, comme étant les lots numéros huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf et vingt de la subdivision du lot trente-B (Nos. 30-B-8, 30-B-9, 30-B-10, 30-B-11, 30-B-12, 30-B-13, 30-B-14, 30-B-16, 30-B-17, 30-B-18, 30-B-19 et 30-B-20) et comme étant une partie du ot numéro cinq de la subdivision du lot numéro trente-B (30-B-5 ptie) mesurant un pied de profondeur par toute la largeur dudit lot et bornée comme suit, savoir: à un bout au nord par le lot numéro huit de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre, à l'autre bout au sud par le résidu dudit lot numéro cinq de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre appartenant à Marcel Couture, d'un côté à l'est par une rue étant le lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre de l'autre côté à l'ouest par le lot numéro six de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre avec toutes les bâtisses dessus construites, y compris circonstances et dépendances, et avec et y compris droit à une servitude de vue perpétuelle contre les lots numéros cinq et six de la subdivision du lot numéro trente-B (Nos 30-B-5 et 30-B-6) du susdit cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Garthby en faveur du susdit lot numéro huit de la subdivision du lot numéro trente-B (trente 30-B-8) du susdit cadastre et contre les numéros six et sept de la subdivision du lot numéro trente-B (Nos 30-B-6 et 30-B-7) du susdit cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Garthby en faveur du susdit lot numéro vingt de la subdivision du lot numéro trente-B (No. 30-B-20) du susdit cadastre, tel que cette servitude a été établie dans un acte de servitude par Marcel Couture, Lionel Dargie et Janelle Jolicoeur en faveur de Foyer Ste-Luce Inc., exécuté devent Me Pierre Beaudoin, notaire, le quinze juin mil neuf cent soixante-et-un et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, le seize juin mil neuf cent soixante-et-un, sous le numéro 67871 ».

Confirmation of Titles

Foyer Ste-Luce inc.

Canada, province of Quebec, district of St. François, in the Superior Court, No. 4695. "Foyer Ste. Luce Inc.", a body politic and corporate, having its head office in Disraéli, district of St-François; debtor in liquidation, and René Lefaivre, trustee and liquidator, having his office at 105, Côte de la Montagne, in the city and district of Quebec; liquidator; and J.-Maurice Roy, residing and domiciled at 322 O'Meara, in Thetford Mines, district of Megantic; purchaser;

Notice according to article 10 of chapter 22, R.S.Q. 1964.

I, the undersigned, Charles Lemieux, prothonotary of the Superior Court of St. François, district, attest:

A. J.-Maurice Roy, purchaser, has filed a true copy of a deed of sale of an immovable property described as follows:

"A property situated at the village of Disraéli, county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the sixth range of the township of Garthby, in the county of Wolfe, as being lots numbers eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen and twenty of the subdivision of lot number thirty-B (Nos. 30-B-8, 30-B-9, 30-B-10, 30-B-11, 30-B-12, 30-B-13, 30-B-14, 30-B-16, 30-B-17, 30-B-18, 30-B-19 and 30-B-20) and as being part of lot number five of the subdivision of lot number thirty-B (Pt. No. 30-B-5) measuring one foot (1') in depth by the whole width of said lot and bounded as follows, to wit: At one end to the north by lot number eight of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan, at the other and to the south by the residue of said lot number five of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan belonging to Marcel Couture, on one side to the east by a street being lot number four of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan and on the other side to the west by lot number six of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan with all the building thereon erected, circumstances and dependencies, together with the right to a perpetual servitude of view against lots number five and six of the subdivision of lot number thirty-B (Nos. 30-B-5 et 30-B-6) of said cadastral plan for the sixth range of the township of Garthby in favour of said lot number eight of the subdivision of lot number thirty-B (No. 30-B-8) of said cadastral plan and against lots numbers six and seven of the subdivision of lot number thirty-B (Nos 30-B-6 and 30-B-7) of said cadastral plan for the sixth range of the township of Garthby in favour of said lot number twenty of the subdivision of lot number thirty-B (No. 30-B-20) of said cadastral plan, as said servitude was created in a Deed of Servitude by Marcel Couture, Lionel Dargie and Janelle Jolicoeur in favour of Foyer Ste-Luce Inc., executed before Me Pierre Beaudoin, notary, on the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and sixty-one and registered at the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, on the sixteenth day of June, one thousand nine hundred and sixty-one, under number 67871".

B. Cet acte d'acquisition a été reçu par Me J.-M. Roberge, notaire à Thetford, par lequel monsieur René Lefaivre, en sa qualité de liquidateur de Foyer Ste-Luce Inc., a vendu l'immeuble décrit au paragraphe précédent à J.-Maurice Roy, résidant et domicilié à 322, rue O'Meara à Thetford, district de Mégantic, par acte notarié intervenu à Thetford le 16 janvier 1968, et enregistré à Ham-Sud, sous le numéro 77288, le 17 janvier 1968.

C. L'acquéreur J.-Maurice Roy présentera une demande de ratification de son titre au Tribunal le 1er avril 1968.

D. Il appert que l'immeuble a été possédé par Foyer Ste-Luce Inc., Joseph Marmette en sa qualité de liquidateur de Foyer Ste-Luce Inc., et René Lefaivre en sa qualité de liquidateur substitué de Foyer Ste-Luce Inc., pendant les trois dernières années.

E. L'immeuble dont il s'agit est situé dans le district judiciaire de St-François.

Sherbrooke, le 5 février 1968.

Le protonotaire,
CHARLES LEMIEUX.
Les procureurs,
23334-7-2-o DORION, DORION & BERNIER.

B. Said deed of sale was passed before Mr. J.-M. Roberge notary, by which René Lefaivre, in his quality of liquidator of Foyer Ste-Luce Inc., has sold the above described immovable property to J.-Maurice Roy residing and domiciled at 322 O'Meara Street, Thetford-Mines by notarial deed executed on the 16th of January, 1968 and registered in Ham-Sud under number 77288 on the 17th of January, 1968.

C. The purchaser, J.-Maurice Roy, will present to the court an application for confirmation of this title on the 1st day of April, 1968.

D. Foyer Ste-Luce Inc., Joseph Marmette in his quality of liquidator of Foyer Ste-Luce Inc. and René Lefaivre in his quality of substituted liquidator of Foyer Ste-Luce Inc., have possessed the said immovable property during the 3 years next before the present notice.

E. The said immovable property is situated in the district of Ste-François.

Sherbrooke, February 5, 1968.

CHARLES LEMIEUX,
Prothonotary.
DORION, DORION & BERNIERS,
23334-7-2-o *Attorneys.*

Soumissions

Cité de Rouyn
Comté de Rouyn-Noranda

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Télesphore Moreau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 205, rue Du Portage, C.P. 220, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q., jusqu'à 5.30 heures du soir, mardi, le 5 mars 1968, pour l'achat de $196,500 d'obligations de la cité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 615 (tel que modifié) — $196,500 — usine de filtration.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $196,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 5,000
1er avril 1970	5,000
1er avril 1971	5,500
1er avril 1972	6,000
1er avril 1973	6,500
1er avril 1974	6,500
1er avril 1975	7,000
1er avril 1976	7,500
1er avril 1977	8,000
1er avril 1978	9,000
1er avril 1979	9,500
1er avril 1980	10,000
1er avril 1981	11,000
1er avril 1982	11,500
1er avril 1983	12,500
1er avril 1984	13,500
1er avril 1985	14,000
1er avril 1986	15,000
1er avril 1987	16,000
1er avril 1988	17,500

Tenders

City of Rouyn
County of Rouyn-Noranda

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Télesphore Moreau, secretary-treasurer, City Hall, 205 Du Portage Street, P.O. Box 220, Rouyn, county of Rouyn-Noranda, P.Q., until 5:30 o'clock p.m., Tuesday, March 5, 1968, for the purchase of an issue of $196,500 of bonds for the city of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988, inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 615 (as amended) — $196,500 — filtration plant.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $196,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 5,000
April 1, 1970	5,000
April 1, 1971	5,500
April 1, 1972	6,000
April 1, 1973	6,500
April 1, 1974	6,500
April 1, 1975	7,000
April 1, 1976	7,500
April 1, 1977	8,000
April 1, 1978	9,000
April 1, 1979	9,500
April 1, 1980	10,000
April 1, 1981	11,000
April 1, 1982	11,500
April 1, 1983	12,500
April 1, 1984	13,500
April 1, 1985	14,000
April 1, 1986	15,000
April 1, 1987	16,000
April 1, 1988	17,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rouyn.

Le capital et les intérêts sont payable à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'aux bureaux principaux de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 mars 1968, à 5.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 205, rue Du Portage, C.P. 220, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rouyn, (Comté de Rouyn-Noranda), ce 7 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
TÉLESPHORE MOREAU.

Hôtel de Ville, 205, rue Du Portage, C.P. 220,
Rouyn (Rouyn-Noranda), P.Q.
Téléphone: 762-1721, code 819. 23400-o

Village de Saint-Cyrille
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marc-André Joyal, N.P., secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, 575, rue Principale, St-Cyrille, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, et par après jusqu'à 7 heures 30 du soir, à la Salle municipale, rue St-Jean-Baptiste, St-Cyrille, comté de Drummond, P.Q., jeudi, le 7 mars 1968, pour l'achat de $300,000 d'obligations du village de St-Cyrille, comté de Drummond, P.Q., datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour tcute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 130 — $300,000 — Aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $300,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 1,500
1er avril 1970	1,500
1er avril 1971	1,500
1er avril 1972	2,000
1er avril 1973	2,000
1er avril 1974	2,000
1er avril 1975	2,500
1er avril 1976	2,500
1er avril 1977	2,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rouyn.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head offices of said bank in Toronto and Ottawa, Ont.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 5, 1968, at 5:30 o'clock p.m., in the City Hall, 205 Du Portage Street, P.O. Box 220, Rouyn, county of Rouyn-Noranda, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn, (County of Rouyn-Noranda), February 7, 1968.

TÉLESPHORE MOREAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 205 Du Portage Street, P.O. Box 220,
Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.
Telephone: 762-1721, code 819. 23400

Village of Saint-Cyrille
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Marc-André Joyal, N.P., secretary-treasurer, Office of the Corporation, 575 Principale Street, St-Cyrille, county of Drummond, P.Q., until 5:00 o'clock, p.m., and after until 7:30 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, St-Jean-Baptiste Street, St-Cyrille, county of Drummond, P.Q., Thursday, March 7, 1968, for the purchase of an issue of $300,000 of bonds for the village of St-Cyrille, county of Drummond, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 130 — $300,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $300,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 1,500
April 1, 1970	1,500
April 1, 1971	1,500
April 1, 1972	2,000
April 1, 1973	2,000
April 1, 1974	2,000
April 1, 1975	2,500
April 1, 1976	2,500
April 1, 1977	2,500

1er avril 1978	$ 3,000
1er avril 1979	3,000
1er avril 1980	3,000
1er avril 1981	3,500
1er avril 1982	3,500
1er avril 1983	4,000
1er avril 1984	4,000
1er avril 1985	4,500
1er avril 1986	5,000
1er avril 1987	5,000
1er avril 1988	243,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $238,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 7 mars 1968, à 7 heures 30 du soir, à la Salle Municipale, rue St-Jean-Baptiste, St-Cyrille, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Cyrille, (Comté de Drummond), ce 12 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MARC-ANDRÉ JOYAL, N.P.

Bureau de la Corporation, 575, rue Principale,
Saint-Cyrille, (Drummond), P.Q.
Téléphone: 397-4226, code 819. 23401-o

April 1, 1978	$ 3,000
April 1, 1979	3,000
April 1, 1980	3,000
April 1, 1981	3,500
April 1, 1982	3,500
April 1, 1983	4,000
April 1, 1984	4,000
April 1, 1985	4,500
April 1, 1986	5,000
April 1, 1987	5,000
April 1, 1988	243,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20 years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as 10-year short-term and the other part thereof as 20-year sinking fund bonds, provided, however, that the latter part be for less than $238,000, and if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, March 7, 1968, at 7:30 o'clock, at the Municipal Hall, St-Jean-Baptiste Street, St-Cyrille, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Cyrille (County of Drummond), February 12, 1968.

MARC-ANDRÉ JOYAL, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 575 Principal Street,
Saint-Cyrille, (Drummond), P.Q.
Telephone: 397-4226, code 819. 23401

Municipalité de Rivière-au-Renard
Comté de Gaspé-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raymond Samuel, secrétaire-trésorier,

Municipality of Rivière-au-Renard
County of Gaspé-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Raymond Samuel, secretary-treasurer, Central school, P.O. Box 39,

école Centrale, C.P. 39, Rivière-au-Renard, comté de Gaspé-Est, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 5 mars 1968, pour l'achat de $75,000 d'obligations de la municipalité de Rivière-au-Renard, comté de Gaspé-Est, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement numéro 95 — $75,000 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $75,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 500
1er avril 1970	500
1er avril 1971	500
1er avril 1972	500
1er avril 1973	500
1er avril 1974	500
1er avril 1975	500
1er avril 1976	500
1er avril 1977	1,000
1er avril 1978	1,000
1er avril 1979	1,000
1er avril 1980	1,000
1er avril 1981	1,000
1er avril 1982	1,000
1er avril 1983	1,000
1er avril 1984	1,000
1er avril 1985	1,000
1er avril 1986	1,500
1er avril 1987	1,500
1er avril 1988	59,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gaspé.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 mars 1968, à 8 heures du soir, école Centrale, C.P. 39, Rivière-au-Renard, comté de Gaspé-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-au-Renard, (Comté de Gaspé-Est), ce 9 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND SAMUEL.

École Centrale, C.P. 39,
Rivière-au-Renard, (Gaspé-Est), P.Q.
Téléphone: 202, code 418. 23399-o

Rivière-au-Renard, county of Gaspé-East, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 5, 1968, for the purchase of an issue of $75,000 of bonds for the municipality of Rivière-au-Renard, county of Gaspé-East, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law number 95 — $75,000 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $75,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 500
April 1, 1970	500
April 1, 1971	500
April 1, 1972	500
April 1, 1973	500
April 1, 1974	500
April 1, 1975	500
April 1, 1976	500
April 1, 1977	1,000
April 1, 1978	1,000
April 1, 1979	1,000
April 1, 1980	1,000
April 1, 1981	1,000
April 1, 1982	1,000
April 1, 1983	1,000
April 1, 1984	1,000
April 1, 1985	1,000
April 1, 1986	1,500
April 1, 1987	1,500
April 1, 1988	59,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified payable at par at Gaspé.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 5, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at Central school, P.O. Box 39, Rivière-au-Renard, county of Gaspé-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-au-Renard, (County of Gaspé-East), February 9, 1968.

RAYMOND SAMUEL,
Secretary-Treasurer.

Central school, P.O. Box 39,
Rivière-au-Renard, (Gaspé-East), P.Q.
Telephone: 202, code 418. 23399

La Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles

Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Vanier, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission, 14206 Est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 4 mars 1968, pour l'achat de $267,500 d'obligations de la Commission des Écoles Catholiques de Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q., datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions en date du 22 décembre 1966 — $55,000 — rénovation des bureaux de la Commission Scolaire; 16 janvier 1967 — $72,000 — construction d'un magasin et atelier; 13 mars 1967 — $140,500 — agrandissement de l'école René Pelletier.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $267,500 — 20 ans

Année		*Capital*
1er mars 1969	x	$36,500
1er mars 1970	x	39,000
1er mars 1971		5,500
1er mars 1972		6,000
1er mars 1973		7,000
1er mars 1974		7,000
1er mars 1975		7,500
1er mars 1976		8,000
1er mars 1977		8,500
1er mars 1978		9,500
1er mars 1979		9,500
1er mars 1980		10,500
1er mars 1981		11,000
1er mars 1982		11,500
1er mars 1983		13,000
1er mars 1984		13,000
1er mars 1985		14,500
1er mars 1986		15,500
1er mars 1987		16,500
1er mars 1988		18,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $72,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements annuels de $36,000 chacun, de 1969 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles

County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Guy Vanier, secretary-treasurer, Office of the Commission 14206 Notre-Dame street East, Pointe-aux-Trembles, county of Bourget, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, March 4, 1968, for the purchase of an issue of $267,500 of bonds for Catholic School Commission of Pointe-aux-Trembles, county of Bourget, P.Q., dated March 1st, 1968, and redeemable serially from March 1st, 1969 to March 1st 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions dated December 22, 1966 — $55,000 — renovation of the offices of the School Board; January 16, 1967 — $72,000 — building of a store and shop; March 13, 1967 — $140,500 — enlargement of René Pelletier school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1968.

Table of redemption — $267,500 — 20 years

Year		*Capital*
March 1, 1969	x	$36,500
March 1, 1970	x	39,000
March 1, 1971		5,500
March 1, 1972		6,000
March 1, 1973		7,000
March 1, 1974		7,000
March 1, 1975		7,500
March 1, 1976		8,000
March 1, 1977		8,500
March 1, 1978		9,500
March 1, 1979		9,500
March 1, 1980		10,500
March 1, 1981		11,000
March 1, 1982		11,500
March 1, 1983		13,000
March 1, 1984		13,000
March 1, 1985		14,500
March 1, 1986		15,500
March 1, 1987		16,500
March 1, 1988		18,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $72,000 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of $36,000 each, from 1969 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toroto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 4 mars 1968 à 8 heures du soir, au Bureau de la Commission, 14206 Est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, comté de Bourget, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles, (Comté de Bourget), ce 9 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
GUY VANIER.

Bureau de la Commission,
14206 Est, rue Notre-Dame,
Pointe-aux-Trembles, (Bourget), P.Q.
Téléphone: 642-7468, code 514. 23403-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, March 4, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the Office of the Commission, 14206 Notre-Dame street East, Pointe-aux-Trembles, county of Bourget, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles, (County of Bourget), February 9, 1968.

GUY VANIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Commission,
14206 Notre-Dame street East,
Pointe-aux-Trembles (Bourget), P.Q.
Telephone: 642-7468, code 514. 23403

Ville de l'Assomption

Comté de l'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ernest Archambault, greffier, Hôtel de Ville, 210, rue Ste-Anne, C.P. 100, L'Assomption, comté de L'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 6 mars 1968, pour l'achat de $879,000 d'obligations de la ville de L'Assomption, comté de L'Assomption, datées du 1er avril 1968, et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement pour chacune des séries indiquées plus bas, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

L'émission globale est divisée de la manière suivante:

Série « A » au montant de $462,000 d'obligations, émises en vertu des règlements numéros 59 — $197,000 — usine de filtration; 59-A — $125,000 — usine de filtration; — $140,000 — travaux de rénovation à l'aréna, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 3,000
1er avril 1970	4,000
1er avril 1971	4,000
1er avril 1972	4,000
1er avril 1973	5,000
1er avril 1974	5,000
1er avril 1975	6,000
1er avril 1976	6,000
1er avril 1977	6,000
1er avril 1978	7,000
1er avril 1979	7,000
1er avril 1980	8,000
1er avril 1981	8,000
1er avril 1982	9,000
1er avril 1983	9,000
1er avril 1984	10,000
1er avril 1985	11,000
1er avril 1986	12,000
1er avril 1987	13,000
1er avril 1988	325,000

De plus, pour cette série « A », des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15

Town of l'Assomption

County of l'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Ernest Archambault, Town Clerk, Town Hall, 210 Ste-Anne St., P.O. Box 100, l'Assomption, county of l'Assomption, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 6, 1968, for the purchase of an issue of $879,000 of bonds for the Town of l'Assomption, county of l'Assomption, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, for each of the series indicated below, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year.

The total issue is divided in the following way:

"A" Series in the amount of $462,000 of bonds, issued pursuant to by-laws numbers 59 — $197,000 — filtration plant; 59-A — $125,000 — filtration plant; 86 — $140,000 — renovation of the arena, and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 3,000
April 1, 1970	4,000
April 1, 1971	4,000
April 1, 1972	4,000
April 1, 1973	5,000
April 1, 1974	5,000
April 1, 1975	6,000
April 1, 1976	6,000
April 1, 1977	6,000
April 1, 1978	7,000
April 1, 1979	7,000
April 1, 1980	8,000
April 1, 1981	8,000
April 1, 1982	9,000
April 1, 1983	9,000
April 1, 1984	10,000
April 1, 1985	11,000
April 1, 1986	12,000
April 1, 1987	13,000
April 1, 1988	325,000

Moreover, for said "A" Series, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as

ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $311,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance.

Les obligations émises en vertu de la série « A » ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises en séries. Cependant, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Série « B » au montant de $417,000 d'obligations, émises en vertu des règlements numéros 78-A — $53,000 — fins industrielles; 87 — $325,500 — fins industrielles; 88 — $38,500 — fins industrielles.

Année	*Capital*
1er avril 1969	$10,000
1er avril 1970	11,000
1er avril 1971	12,000
1er avril 1972	13,000
1er avril 1973	14,000
1er avril 1974	15,000
1er avril 1975	16,000
1er avril 1976	18,000
1er avril 1977	19,000
1er avril 1978	21,000
1er avril 1979	22,000
1er avril 1980	23,000
1er avril 1981	24,000
1er avril 1982	25,000
1er avril 1983	27,000
1er avril 1984	25,000
1er avril 1985	27,000
1er avril 1986	29,000
1er avril 1987	32,000
1er avril 1988	34,000

De plus, pour cette série « B », des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans.

Les obligations émises en vertu de la série « B » seront rachetables par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance des intérêts.

Seules les soumissions pour l'achat de la totalité des obligations offertes, $879,000, seront considérées, et elles ne devront comporter qu'un seul prix pour l'ensemble des deux séries; par contre les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission mentionné pour chacune des séries sauf dans le cas de l'exception notée à la série « A ». L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

ten-year serial bonds, with the balance being sinking-fund bonds maturing in 20 years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part as twenty-year sinking-fund, provided, however, that the latter part not be for an amount less than $311,000, and, if higher than this amount, this part must include only one of the entire annual amortizations, as appearing on the table, beginning with the last years of maturity.

The bonds issued pursuant to "A" series will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking-fund, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the above table.

"B" Series in the amount of $417,000 of bonds, issued pursuant to by-laws numbers 78-A — $53,000 — industrial purposes; 87 — $325,500 — industrial purposes; 88 — $38,500 — industrial purposes.

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 10,000
April 1, 1970	11,000
April 1, 1971	12,000
April 1, 1972	13,000
April 1, 1973	14,000
April 1, 1974	15,000
April 1, 1975	16,000
April 1, 1976	18,000
April 1, 1977	19,000
April 1, 1978	21,000
April 1, 1979	22,000
April 1, 1980	23,000
April 1, 1981	24,000
April 1, 1982	25,000
April 1, 1983	27,000
April 1, 1984	25,000
April 1, 1985	27,000
April 1, 1986	29,000
April 1, 1987	32,000
April 1, 1988	34,000

Moreover, for said "B" Series, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds.

The bonds issued pursuant to "B" series will be redeemable by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date.

Only tenders for the purchase of all the bonds offered, $879,000, will be considered, and they must include only one price for the whole of the two series; on the other hand, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue mentioned for each of the series, save in the case of the exception stipulated in "A" series. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at pat at l'Assomption.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 6 mars 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 210, rue Ste-Anne, C.P. 100, L'Assomption, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Assomption, (Comté de L'Assomption), ce 14 février 1968.

Le greffier,
ERNEST ARCHAMBAULT.

Hôtel de Ville, 210, rue Ste-Anne, C.P. 100,
L'Assomption, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4600, code 514. 23398-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 6, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 210 Ste-Anne St., P.O. Box 100, l'Assomption county of l'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Assomption, (County of L'Assomption), February 14, 1968.

ERNEST ARCHAMBAULT,
Town Clerk.

Town Hall, 210 Ste-Anne St., P.O. Box 100,
L'Assomption, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-4600, code 514. 23398

La Commission des écoles catholiques de Sherbrooke

Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvon Lanctôt, secrétaire, jusqu'à 4 heures de l'après-midi, édifice des bureaux de la commission des écoles catholiques de Sherbrooke, 895 sud, rue Bowen, Sherbrooke, P.Q., mardi, le 5 mars 1968, pour l'achat de $808,500 d'obligations de la commission des écoles catholiques de Sherbrooke, comté de Sherbrooke, datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du: 4 juillet 1967 — $307,500 — agrandissement de l'école St-Esprit; 12 septembre 1967 — $11,000 — achat de terrain; 10 octobre 1967 — $490,000 — construction de l'école Hélène Boulé.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $808,500 — 20 ans

Année		*Capital*
1er mars 1969	x	$69,000
1er mars 1970	x	74,500
1er mars 1971	x	80,000
1er mars 1972	x	85,500
1er mars 1973	x	91,500
1er mars 1974	x	56,000
1er mars 1975	x	60,500
1er mars 1976		14,500
1er mars 1977		15,000
1er mars 1978		16,500
1er mars 1979		18,000
1er mars 1980		19,500
1er mars 1981		20,000
1er mars 1982		21,500
1er mars 1983		23,000
1er mars 1984		24,500
1er mars 1985		27,000
1er mars 1986		28,500
1er mars 1987		31,000
1er mars 1988		32,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $562,500 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $92,500

The Catholic School Commission of Sherbrooke

County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yvon Lanctôt, secretary, until 4:00 o'clock p.m., office building of the catholic school commission of Sherbrooke, county of Sherbrooke, 895 Bowen Street South, Sherbrooke, P.Q., Tuesday, March 5, 1968, for the purchase of an issue of $808,500 of bonds for the catholic school commission of Sherbrooke, county of Sherbrooke, dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions dated of: July 4, 1967 — $307,500 — enlargement of St-Esprit school; September 12, 1967 — $11,000 — purchase of land; October 10, 1967 — $490,000 — construction of Hélène Boulé school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $808,500 — 20 years

Year		*Capital*
March 1, 1969	x	$69,000
March 1, 1970	x	74,500
March 1, 1971	x	80,000
March 1, 1972	x	85,500
March 1, 1973	x	91,500
March 1, 1974	x	56,000
March 1, 1975	x	60,500
March 1, 1976		14,500
March 1, 1977		15,000
March 1, 1978		16,500
March 1, 1979		18,000
March 1, 1980		19,500
March 1, 1981		20,000
March 1, 1982		21,500
March 1, 1983		23,000
March 1, 1984		24,500
March 1, 1985		27,000
March 1, 1986		28,500
March 1, 1987		31,000
March 1, 1988		32,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $562,500 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $92,500 and

et deux versements de $50,000 chacun, de 1969 à 1975 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes publiquement, en comité, à 4 heures de l'après-midi, mardi, le 5 mars 1968, édifice des bureaux de la commission des écoles catholiques de Sherbrooke, 895 sud, rue Bowen, Sherbrooke, P.Q., et elles seront considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 7 heures du soir, le même jour, édifice des bureaux de la commission des écoles catholiques de Sherbrooke, 895 sud, rue Bowen, Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, (Comté de Sherbrooke), ce 12 février 1968.

Le secrétaire,
YVON LANCTÔT.

Édifice des bureaux de la commission des écoles catholiques de Sherbrooke, 895 sud, rue Bowen, Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: 562-3881, code 819. 23402-o

two instalments of $50,000 each, from 1969 to 1975 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank, whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened in public, in committee, at 4:00 o'clock p.m., Tuesday, March 5, 1968, office building of the catholic school commission of Sherbrooke, 895 Bowen Street South, Sherbrooke, P.Q., and they will be considered at a meeting of the school commissioners to be held at 7:00 o'clock p.m., the same day, office building of the catholic school commission of Sherbrooke, 895 Bowen Street, South, Sherbrooke, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, (County of Sherbrooke), February 12, 1968.

YVON LANCTÔT,
Secretary.

Office building of the catholic school commission of Sherbrooke, 895 Bowen Street, South, Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.
Telephone: 562-3881, code 819. 23402

Ville de Loretteville
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Paul A. Cantin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 236, Rue Racine, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi le 4 mars 1968, pour l'achat de $247,000 d'obligations de la ville de Loretteville, comté de Chauveau, datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 482 — $30,000 — Aqueduc, égouts, voirie; 561 — $35,500 — Aqueduc; 566 — $38,300 — Aqueduc, égouts; 571 — $27,000 — Aqueduc, égouts, voirie; 572 — $20,100 — Aqueduc, égouts, voirie; 573 — $15,300 — Aqueduc; 578 — $37,400 — Aqueduc, égouts, voirie; 579 — $8,600 — Voirie; 580 — $10,700 — Amélioration locale; 581 — $24,100 — égouts.

Pour adjudication seulement, le calcul des intérêts sera fait à compter du 1er mars 1968.

Town of Loretteville
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mr. Paul A. Cantin, secretary-treasurer, City Hall, 236 Racine street, Loretteville, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, March 4, 1968, for the purchase of an issue of $247,000 of bonds for the city of Loretteville, county of Chauveau, dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 482 — $30,000 — Aqueduct, sewers, roads; 561 — $35,500 — Aqueduct; 566 — $38,300 — Aqueduct, sewers; 571 — $27,000 — Aqueduct, sewers, roads; 572 — $20,100 — Aqueduct, sewers, roads; 573 — $15,300 — Aqueduct; 578 — $37,400 — Aqueduct, sewers, roads; 579 — $8,600 — roads; 580 — $10,700 — local improvements; 581 — $24,100 — sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1st, 1968.

Tableau d'amortissement — $247,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	$ 4,500
1er mars 1970	6,500
1er mars 1971	6,500
1er mars 1972	7,000
1er mars 1973	7,500
1er mars 1974	8,500
1er mars 1975	9,500
1er mars 1976	9,500
1er mars 1977	10,000
1er mars 1978	10,500
1er mars 1979	12,500
1er mars 1980	13,500
1er mars 1981	13,500
1er mars 1982	14,000
1er mars 1983	16,000
1er mars 1984	17,000
1er mars 1985	18,500
1er mars 1986	19,500
1er mars 1987	20,000
1er mars 1988	22,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toute les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier sile prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 mars 1968 à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Chauveau), ce 5 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL A. CANTIN.

Hôtel de Ville, 236, rue Racine,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.,
Téléphone: 842-1921, code 418. 23309-o

Table of redemption — $247,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1969	$ 4,500
March 1, 1970	6,500
March 1, 1971	6,500
March 1, 1972	7,000
March 1, 1973	7,500
March 1, 1974	8,500
March 1, 1975	9,500
March 1, 1976	9,500
March 1, 1977	10,000
March 1, 1978	10,500
March 1, 1979	12,500
March 1, 1980	13,500
March 1, 1981	13,500
March 1, 1982	14,000
March 1, 1983	16,000
March 1, 1984	17,000
March 1, 1985	18,500
March 1, 1986	19,500
March 1, 1987	20,000
March 1, 1988	22,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accured interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 4, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 236 Racine street, Loretteville, county of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Chauveau), this February 5, 1968.

PAUL A. CANTIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 236 Racine street,
Loretteville, (Chauveau), P. Q.
Telephone: 842-1921, code 418. 23309

Ville de St-Hubert
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et encossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Yvan Grenier, greffier, Hôtel de Ville, 5370, chemin Chambly, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, à la Salle de l'École Notre-Dame-de-Lourdes, 2525, rue Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, lundi, le 4 mars 1968, pour l'achat de $960,000 d'obligations de la ville de St-Hubert, comté de Taillon, P.Q. datées du 1er mars 1968 et remboursables par séries du 1er mars 1969 au 1er mars 1988

Town of St-Hubert
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yvan Grenier, town clerk, Town Hall, 5370 Chambly Road, St-Hubert, county of Taillon, P.Q., until 8:00 p.m., and afterwards until 8:30 o'clock p.m., at the Hall of Notre-Dame-de-Lourdes School, 2525 Coderre Street, St-Hubert, county of Taillon, Monday, March 4, 1968, for the purchase of an issue of $960,000 of bonds for the town of St-Hubert, county of Taillon, P.Q., dated March 1, 1968, and redeemable serially from March 1, 1969 to March 1, 1988 inclusively, with interest

inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 97 — $36,000 — aqueduc, égouts; 102 — $40,600 — améliorations locales; 111 — $10,000 — améliorations locales; 118 — $23,000 — aqueduc, égouts; 171 — $16,200 — voirie; 172 — $7,000 — égouts; 173 — $14,000 — voirie; 174 — $5,000 — égouts; 188 — $42,000 — aqueduc, égouts; 189 — $4,700 — aqueduc, égouts; 197 — $53,500 — voirie; 220 — $88,000 — aqueduc, égouts; 221 — $7,000 — voirie; 231 — $220,000 — aquduc, égouts; 232 — $76,000 — aqueduc, égouts; 241 — $317,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mars 1968.

Tableau d'amortissement — $960,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1969	$ 18,000
1er mars 1970	20,000
1er mars 1971	20,000
1er mars 1972	21,000
1er mars 1973	23,000
1er mars 1974	24,000
1er mars 1975	25,000
1er mars 1976	27,000
1er mars 1977	29,000
1er mars 1978	30,000
1er mars 1979	32,000
1er mars 1980	36,000
1er mars 1981	38,000
1er mars 1982	40,000
1er mars 1983	42,000
1er mars 1984	44,000
1er mars 1985	48,000
1er mars 1986	51,000
1er mars 1987	54,000
1er mars 1988	338,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $281,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hubert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetaat a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 97 — $36,000 — aqueduct, sewers; 102 — $40,600 — local improvements; 111 — $10,000 — local improvements; 118 — $23,000 — aqueduct, sewers; 171 — $16,200 — roads; 172 — $7,000 — sewers; 173 — $14,000 — roads; 174 — $5,000 — sewers; 188 — $42,000 — aqueduct, sewers; 189 — $4,700 — aqueduct, sewers; 197 — $53,500 — raods, 220 — $88,000 — aqueduct, sewers; 221 — $7,000 — roads, 231 — $220,000 — aqueduct, sewers; 232 — $76,000 — aqueduct, sewers; 241 — $317,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from March 1, 1968.

Table of redemption — $960,000 — 20 years

Year	*Capital*
March 1, 1969	$ 18,000
March 1, 1970	20,000
March 1, 1971	20,000
March 1, 1972	21,000
March 1, 1973	23,000
March 1, 1974	24,000
March 1, 1975	25,000
March 1, 1976	27,000
March 1, 1977	29,000
March 1, 1978	30,000
March 1, 1979	32,000
March 1, 1980	36,000
March 1, 1981	38,000
March 1, 1982	40,000
March 1, 1983	42,000
March 1, 1984	44,000
March 1, 1985	48,000
March 1, 1986	51,000
March 1, 1987	54,000
March 1, 1988	338,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20-years; in this case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term and the other part thereof as 20-year sinking fund bonds; provided however, that this latter part be for not less than $281,000, and if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations as appearing on the above table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hubert.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation at par

bles par anticipation, au pair, le 1er mars de chaque année, mais seulement pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 mars 1968, à 8.30 heures du soir, à la Salle de l'École Notre-Dame-de-Lourdes, 2525, rue Coderre, St-Hubert, comté de Taillon, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Hubert, (Comté de Taillon), ce 6 février 1968.

Le greffier,
YVAN GRENIER.

Hôtel de Ville, 5370, Chemin Chambly,
St-Hubert, (Taillon), P.Q.
Télépnone: 676-7744, code 514. 23344-o

on March 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 4, 1968, at 8:30 o'clock p.m., at the Hall of Notre-Dame-de-Lourdes School, 2525 Coderre Street, St-Hubert, county of Taillon, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Hubert, (County of Taillon), February 6, 1968.

YVAN GRENIER,
Town Clerk.

Town Hall, 5370 Chambly Road,
St-Hubert, (Taillon), P.Q.
Telephone: 676-7744, code 514. 23334

Ministère des Affaires municipales

Ville de Saint-Joseph

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1964, chapitre 193), le conseil municipal du village de Saint-Joseph, dans le comté de Saint-Hyacinthe, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 10 février 1967, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Saint-Joseph, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts, en date du 4 décembre 1967, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Saint-Joseph est de quatre mille six cent trente-trois âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Saint-Joseph.

Department of Municipal Affairs

Town of Saint-Joseph

Canada
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal Council of the village of Saint-Joseph, in the county of Saint-Hyacinthe, governed by the municipal Code of the Province of Quebec, has presented to Us, pursuant to a resolution adopted at its meeting on February 10, 1967, a petition asking that the territory of the said municipality of the village of Saint-Joseph, as described in the official description of the Department of Lands and Forests dated the 4th day of December, 1967, be erected into a town municipality comprising one ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec into a town municipality if it contain at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Saint-Joseph is of four thousand six hundred and thirty-three souls;

WHEREAS it is deemed expedient to grant this request of the municipal council of the village of Saint-Joseph.

À CES CAUSES, sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 80, en date du 11 janvier 1968, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe, comprenant en référence aux cadastres officiels des paroisses de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection du côté sud-est de l'emprise du boulevard Sir Wilfrid Laurier avec la ligne séparative des lots 174 et 192 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence audit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, une ligne droite séparant le lot originaire 192 des lots originaires 174, 175, 176 et 191 jusqu'à la ligne ouest du lot originaire 320; une ligne brisée séparant les lots originaires 192, 194 et 195 d'un côté, des lots originaires 320, 321 et 322 de l'autre côté, jusqu'au côté sud-est du droit de voie du chemin de fer de la compagnie Canadien du Pacifique (lot No 158); ledit côté sud-est dudit droit de voie en allant vers le nord-est et limitant vers le nord-ouest une partie du lot 322 et les lots 323 et 324; la ligne nord-est du lot 324 en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest de la route No 20; ledit côté nord-ouest de ladite route traversant les lots 324, 323, 322, 321 et 320 jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 191 et 320; le prolongement de ladite ligne séparative des lots en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne médiane de la route No 20; la ligne médiane de ladite route en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 319 et 320; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des lots 318 et 319; ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la route No 32; la ligne médiane de ladite route en allant vers le nord-ouest et son prolongement jusqu'au point d'intersection formé par la ligne médiane de la route No 20 et le prolongement de la ligne médiane de la rue Centrale; une ligne droite joignant le point d'intersection formé par la ligne médiane de la route No 20 et le prolongement de la ligne médiane de la rue Centrale au sommet de l'angle est du lot 151, cette ligne traversant les lots 164-104, 163-120, 162-84 et 156-33; une ligne droite séparant le lot 151, la rue Lemieux, les lots 154 et 153 d'un côté, du lot 155 de l'autre côté; puis en référence au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, partie de la ligne nord-est du lot originaire 344 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est dudit lot; la ligne sud-est et la ligne sud-ouest du susdit lot originaire 344, la dernière prolongée à travers les chemins et l'emprise de chemin de fer qu'elle rencontre et jusqu'à la ligne médiane de la rivière Yamaska; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement du côté sud-est de l'emprise du boulevard Sir Wilfrid Laurier; enfin, ledit prolongement et

THEREFORE, know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 80, dated January 11, 1968, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The actual territory of the municipality of the village of Saint-Joseph, county of Saint-Hyacinthe, comprising, in reference to the official cadastres of the parishes of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur and of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, highways, railroad rights of way, watercourses or parts of same, the whole enclosed within the perimeter hereinafter described, to wit: starting from the point of intersection of the southeast side of Sir Wilfrid Laurier Boulevard right of way with the partition line of lots 174 and 192 of the official cadastre of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur; thence, successively, the following lines and boundaries: referring to said official cadastre of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, a straight line separating the original lot 192 from original lots 174, 175, 176 and 191 as far as the west line of original lot 320; a broken line separating original lots 192, 194 and 195 on one side, from original lots 320, 321 and 322 on the other side, as far as the southeast side of the Canadien Pacific Company railroad right of way (lot No. 158); the said southeast side of the said right of way going towards the northeast and bounding towards the northwest a part of lot 322 and lots 323 and 324; the northeast line of lot 324 going towards the southeast as far as the northwest side of highway No. 20; the said northwest side of the said highway going through lots 324, 323, 322, 321 and 320 as far as the dividing line of original lots 191 and 320; the extension of the said lots dividing line going towards the southeast as far as the median line of highway No. 20; the median line of the said highway going towards the northeast as far as the extension of the lots 319 and 320 dividing line; the said extension and the said lots dividing line going towards the southeast as far as the dividing line of lots 318 and 319; the said lots dividing line going towards the southwest and its extension as far as highway No. 32 median line; the median line of the said highway going towards the northwest and its extension as far as the point of intersection formed by the highway No. 20 median line and the extension of Centrale street median line; a straight line joining the point of intersection formed by the highway No. 20 median line with the extension of the Centrale street median line at the top of the east corner of lot 151, this line going through lots 164-104, 163-120, 162-84 and 156-33; a straight line dividing lot 151, Lemieux street, lots 154 and 153 on one side from lot 155 on the other side; then, referring to the official cadastre of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, part of the northeast line of original lot 344 going towards the southeast as far as the southeast line of the said lot; the southeast line and the southwest line of the aforesaid original lot 344, the last extension crossing the roads and the railroad right of way which it meets and as far as the Yamaska River median line; the median line of the said river going down its stream as far as the extension of the southeast side of the Sir Wilfrid Laurier boulevard right of

ledit côté sud-est de ladite emprise en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Saint-Joseph »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale du village de Saint-Joseph, comté de Saint-Hyacinthe.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

DONNÉ en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

Le sous-ministre des affaires municipales,
23363-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

way; finally, the said extension and the said southeast side of the said right of way going towards the northeast as far as the starting point;
be erected into a town municipality under the name of "town of Saint-Joseph";

THAT the municipal Council of this town be composed of a mayor and six aldermen, and that it be formed of one ward only;

THAT the first general meeting of the Council of the municipality be held where the meetings of the Council of the municipal corporation of the village of Saint-Joseph, county of Saint-Hyacinthe, were usually held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this thirty-first day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
23363 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Vente par licitation

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 724 729. { MICHAEL SHEWCHUCK *ET AL*, demandeurs, *vs* JOHNNY SHEWCHUK *ET AL*, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Rushbrooke, en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trois mille deux cent quatre-vingt-dix-sept (No 3297) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur, sur la profondeur dudit lot jusqu'à la ruelle en arrière, et formant une superficie de deux mille trois cent soixante-sept pieds, avec le droit de passage en commun avec les autres dans ladite ruelle en arrière et avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 2671 et 2673 de ladite rue Rushbrooke; ainsi que ladite propriété subsiste présentement et avec toutes les servitudes actives et passives y attachées. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 9 février 1968. 23346

Sale of Licitation

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 724 729. { MICHAEL SHEWCHUK *ET AL*, plaintiffs, *vs* JOHNNY SHEWCHUK *ET AL*, defendants.

"An emplacement fronting on Rushbrooke Street in the city of Montreal, known and designated as lot number three thousand two hundred and ninety-seven (No. 3297) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty-five feet in width by the depth of the said lot to the lane in the rear, and making an area of two thousand three hundred and sixty-seven feet, with right of passage in common with others in the said lane in rear and with all the buildings thereon erected bearing civic numbers 2671 and 2673 of the said Rushbrooke Street; as the said property now subsists with all active and passive servitudes attached thereto."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of the month of MARCH, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, February 9, 1968. 23346-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 252

Québec, 2 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la Société d'habitation du Québec.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 75 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), et de l'article 12 de la Loi de l'habitation familiale (1964, S.R.Q., chapitre 110, modifié par 15-16 Elizabeth II, chapitre 43), la Société d'habitation du Québec peut édicter les règlements qu'elle juge nécessaires à la mise en application de la Loi de l'habitation familiale;

ATTENDU QUE lors d'une réunion qu'elle a tenue, le 22 décembre 1967, la Société d'habitation du Québec a édicté le règlement numéro trois (3) ci-annexé;

ATTENDU QUE ce règlement doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et entrer en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou à toute autre date ultérieure, qui y est déterminée;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Le règlement numéro trois (3) concernant l'application de la Loi de l'habitation familiale, édicté par la Société d'habitation du Québec, le 22 décembre 1967, en vertu de l'article 75 de la Loi de la Société d'habitation du Québec, (15-16 Elizabeth II, chapitre 55) et de l'article 12 de la Loi de l'habitation familiale (1964, S.R.Q., chapitre 110, modifié par 15-16 Elizabeth II, chapitre 43) et reproduit en annexe au présent arrêté est approuvé et entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée de la Société d'habitation du Québec.

Assemblée du 22 décembre 1967

Résolution numéro 114

Règlement numéro trois (3) relatif à un amendement au règlement concernant l'application de la Loi de l'habitation familiale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 du règlement concernant l'application de la Loi de l'habitation familiale (1964, S.R.Q., chapitre 110), le terrain sur lequel une maison jumelée est construite, doit avoir une superficie d'au moins 4,000 pieds carrés;

ATTENDU QUE la Socité d'habitation du Québec est d'avis qu'il serait préférable de réduire ladite superficie à 3,000 pieds carrés.

EN CONSÉQUENCE, il est statué et décrété par le présent règlement numéro trois (3), ce qui suit:

L'article 10 du règlement concernant l'application de la Loi de l'habitation familiale, tel qu'approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1465, en date du 30 mai 1967, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 3 juin 1967, est abrogé et remplacé par le suivant:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 252

Quebec, February 2, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the by-laws of the Quebec Housing Corporation.

WHEREAS pursuant to section 75 of the Quebec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55), and section 12 of the Family Housing Act (1964, R.S.Q., chapter 110, amended by 15-16 Elizabeth II, chapter 43), the Quebec Housing Corporation may decree by-laws it judges necessary for the application of the Family Housing Act;

WHEREAS at a reunion which it held, on December 22, 1967, the Quebec Housing Corporation decreed by-law number three (3) annexed hereto;

WHEREAS this by-law must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* or at any other ulterior date, which may be determined;

The following is ordered, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs:

By-law number three (3) concerning the application of the Family Housing Act, decreed by the Quebec Housing Corporation, December 22, 1967, pursuant to section 75 of the Quebec Housing Corporation Act, (15-16 Elizabeth II, chapter 55), and section 12 of the Family Housing Act (1964, R.S.Q., chapter 110, amended by 15-16 Elizabeth II, chapter 43), and reproduced in an annex to the present Order in Council is approved and will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of a meeting of the Quebec Housing Corporation.

Meeting of December 22, 1967.

Resolution number 114

By-law number three (3) relative to an amendment to the by-law concerning the application of the Family Housing Act;

WHEREAS pursuant to section 10 of the by-law concerning the application of the Family Housing Act (1964, R.S.Q., chapter 110), the land on which a duplex is built, must have an area of at least 4,000 square feet;

WHEREAS the Quebec Housing Corporation agrees that it would be preferable to reduce the said area to 3,000 square feet.

THEREFORE, the followkng is enacted and decreed by present by-law number three (3).

Section 10 of the by-law concerning the application of the Family Housing Act, such as approved by Order in Council number 1465, dated May 30, 1967, published in the *Quebec Official Gazette* on June 3, 1967, is abrogated and replaced by the following:

« Le terrain sur lequel toute maison isolée ou jumelée éligible aux bénéfices de la loi est construite doit avoir une largeur moyenne d'au moins 40 pieds et une superficie d'au moins 4,000 pieds carrés, sauf dans le cas des maisons jumelées où la superficie pourra être de 3,000 pieds carrés.

Tout projet de construction de maisons en rangée doit être préalablement approuvé par l'Office. »

Le 15 janvier 1968.

Certifié copie conforme.

Le secrétaire intérimaire,
C. DELISLE.

23363-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 130

Québec, 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le remplacement des articles 23 et 24 des Règlements relatifs à la manutention et à l'usage des explosifs.

ATTENDU QUE la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1964, chapitre 150) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'édicter tous les règlements nécessaires pour sa mise à exécution;

ATTENDU QUE le ministre du Travail a fait, en collaboration avec le Service d'inspection des mines du Ministère des richesses naturelles, le Service de sécurité de l'Hydro-Québec à la Manicouagan et la Division des explosifs de Canadian Industries Limited, une étude afin d'assurer une plus grande sécurité aux travailleurs préposés au tir des coups de mine sur les chantiers de construction;

ATTENDU QUE les articles 23 et 24 des Règlements relatifs à la manutention et à l'usage des explosifs ne répondent plus aux besoins actuels par suite de l'évolution de la technique et qu'ils sont devenus inapplicables;

ATTENDU QU'il est impérieux d'établir d'autres délais d'attente dans le cas de tir à la mèche et de tir électrique sur les chantiers de construction;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable ministre du Travail:

QUE les articles 23 et 24 actuels des Règlements relatifs à la manutention et à l'usage des explosifs soient remplacés par les nouveaux articles 23 et 24 dont le texte est ci-annexé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Modifications aux règlements relatifs à la manutention et à l'usage des explosifs

Remplacer l'article 23 par le suivant:

Article 23 — Délai d'attente dans le cas de tir à la mèche de sûreté:

a) Â la suite d'un tir à la mèche de sûreté, personne ne doit retourner sur les lieux de l'explosion avant que ne soit écoulé un nombre de minutes égal à deux fois le nombre de pieds de la plus longue mèche utilisée, à compter de la dernière détonation;

b) S'il y a eu un ou plusieurs ratés ou s'il y a tout lieu de croire qu'il y a eu un ou plusieurs ratés après une explosion, ou si un ou plusieurs ratés sont suivis d'une explosion, personne ne doit retourner sur les lieux de l'explosion avant que ne se soient écoulées 30 minutes depuis la dernière détonation ou depuis le moment prévu pour la dernière détonation.

"The land on which any isolated house or duplex eligible for the benefits of the Act is built, must have an average width of at least 40 feet and an area of at least 4,000 square feet, save in the case of duplexes where the area could be of 3,000 square feet.

Any construction project of houses in rows must beforehand be approved by the Bureau".

January 15, 1968.

Certified true copy.

C. DELISLE,
Interim Secretary.

23363

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 130

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the replacement of articles 23 and 24 of the Regulations Respecting the Handling and Use of Explosives.

WHEREAS the Industrial and Commercial Establishments Act (R.S.Q. 1964, chapter 150) empowers the Lieutenant-Governor in Council to enact any regulations that may be required for its enforcement;

WHEREAS, in co-operation with the Mines Inspection Service of the Department of Natural Resources, Hydro-Quebec's Manicouagan Safety Branch and the Canadian Industries Limited Explosives Division, the Department of Labour has carried out a survey to ensure greater safety to shotfirers on construction sites;

WHEREAS articles 23 and 24 of the Regulations Respecting the Handling and Use of Explosives no longer meet present-day requirements because of technological evolution and because they have become inapplicable;

WHEREAS it is imperative to determine other waiting intervals for fuse firing and electric firing on construction sites;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the present articles 23 and 24 of the Regulations Respecting the Handling and Use of Explosives be replaced by the following new articles 23 and 24.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Amendments to the Regulations Respecting the Handling and Use of Explosives

Article 23 is replaced by the following:

Article 23 — Waiting interval when firing by means of safety fuse:

(*a*) When the firing has been done by means of a safety fuse, no one may return to the scene of the explosion before the expiry of a waiting interval equal to twice as many minutes after the last detonation as the number of feet in the length of the longest fuse used;

(*b*) If one or several misfires have occurred or if there is reason for suspecting that one or several misfires have occurred after an explosion, or if one or several misfires are followed by an explosion, no one may return to the scene of the explosion less than thirty (30) minutes after the last detonation or after the moment at which the last detonation was expected to take place.

Remplacer l'article 24 par le suivant:

Article 24 — Délai d'attente dans le cas de tir électrique:

a) À la suite d'un tir électrique, personne ne doit retourner sur les lieux de l'explosion avant que ne se soient écoulées 10 minutes ou plus selon l'aérage, depuis le moment de la mise à feu;

b) S'il y a eu un ou plusieurs ratés ou s'il y a tout lieu de croire qu'il y a eu un ou plusieurs ratés après une explosion, ou si un ou plusieurs ratés sont suivis d'une explosion, personne ne doit retourner sur les lieux de l'explosion avant que ne se soient écoulées 30 minutes depuis le moment de la mise à feu;

c) Lorsque l'on découvre que c'est une défectuosité du circuit électrique qui a empêché la détonation au moment de la mise à feu, le boutefeu peut vérifier et réparer immédiatement le circuit sans aucun délai d'attente, après s'être assuré que l'exploseur est en circuit ouvert, que les deux fils reliant le circuit de tir à l'exploseur sont débranchés et mis en court-circuit et que l'exploseur en circuit ouvert est sous clef ou confié à la garde d'un homme.

23408-o

Article 24 is replaced by the following:

Article 24 — Waiting interval for electric firing:

(*a*) When the firing has been done by means of electric current, no one may return to the scene of the explosion less than then (10) minutes after the closing of the blasting circuit, or, even more than ten (10) minutes after that moment, if ventilation conditions so require;

(*b*) If one or several misfires have occurred or if there is reason for suspecting that one or several misfires have occurred after an explosion, or if one or several misfires are followed by an explosion, no one may return to the scene of the explosion less than thirty (30) minutes after the closing of the blasting circuit;

(*c*) When it is found that a defect in the electric circuit has prevented the detonation when the blasting circuit was closed, the shotfirer may verify and immediately repair the circuit without waiting for a time interval to eleapse, provided he has made sure that the blasting circuit is open, that the two wires connecting the blasting circuit are disconnected from the source of electric energy and short-circuited and that the open-circuited exploder is locked open or placed under the supervision of a worker.

23408-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 118

Québec, 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements du Régime de retraite des enseignants.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Finances:

QUE, conformément à des résolutions adoptées par le Conseil Consultatif du Régime de retraite des enseignants (13-14 Eliz. II, chap. 68, art. 28), les règlements numéros 1, 2 et 3 adoptés par l'arrêté en conseil numéro 2422 du 15 décembre 1965 soient modifiés comme suit. En ce qui concerne les règlements 2 et 3, les modifications font suite aux dispositions adoptées par le Bill 77 (15-16 Eliz. II, chap. 64), adopté par la Législature le 12 août 1967.

Règlement numéro 1:

a) QUE les mots suivants du premier alinéa « La Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec » soient remplacés par les mots « La Corporation des enseignants du Québec ».

b) QUE dans le 2e alinéa, on ajoute après les mots « Brevet de capacité », les mots « Ou d'un permis d'enseigner ».

Règlement numéro 2:

QUE le texte soit abrogé et remplacé par le suivant: « Tout enseignant qui, en vertu du dernier alinéa de l'article 16, désire poursuivre des études spécialisées, doit obtenir l'autorisation préalable au ministre de l'Éducation et les études spécialisées poursuivies doivent être postérieures au premier brevet d'enseignant (Bill 77, article 9) ».

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 118

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the by-laws of the Teachers Pension Plan.

IT IS ORDERED, upon the recommandation of the Minister of Finance:

THAT, in pursuance of the resolutions approved by the Advisory Council of the Teachers Pension Plan (13 14 Eliz. II, c. 68, s. 28), by-laws number 1, 2 and 3 approved by order in council number 2422, dated December 15, 1965, be amended as follows. As far as by-laws 2 and 3 are concerned, the amendments are in acordance with the provisions approved by Bill 77 (15-16 Eliz. II, c. 64) assented to by the Legislature on August 12, 1967.

By-law number 1:

(*a*) THAT, in paragraph 1, the following words "La Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec" be replaced by the words "La Corporation des enseignants du Québec".

(*b*) THAT in paragraph 2, after the words "a certificate authorizing them to teach", be added the words "or a teaching permit".

By-law number 2:

THAT the text be repealed and replaced by the following: "Any teacher who, in accordance with the last paragraph of section 16, intends to engage in specialized studies, should have been authorized previously by the Minister of Education and the course should be one to quality him for a standing higher than that of the first teacher's certificate (Bill 77, section 9)".

Règlement numéro 3:

QUE le texte soit abrogé et remplacé par le suivant: « Tout enseignant qui désire bénéficier des dispositions de l'article 26a doit, au préalable, obtenir l'autorisation du ministre de l'Éducation (Bill 77, article 13) ».

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
23311-o JACQUES PRÉMONT.

By-law number 3:

THAT the text be repealed and replaced by the following: "Any teacher who intends to take advantage of the provisions of section 26a should, previously, have been authorized by the Minister of Education (Bill 77, section 13)".

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
23311 *Clerk of the Executive Council.*

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le dernier jour de novembre 1967, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGTIÈME (20e) jour de MARS 1968, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 25 janvier 1968.
Canadian Pacific Railway Company,
Par le gérant du Service des Postes et Bagages,
23113-5-6-o W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the thirtieth day of November 1967, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTIETH (20th) day of MARCH 1968, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 25, 1968.
Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.
23113-5-6-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce
Cour de Magistrat, No: 33-967. { ARTHUR GRENIER LTÉE, St-Georges-Est, demanderesse *vs* LÉO GILBERT, rang St-Antoine, St-Georges-Est, Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Georges de Beauce, ayant quatre-vingt-sept (87') pieds de largeur par cent quatre-vingt-deux (182') pieds de profondeur, mesures anglaises.

Bornés en front ou au nord-ouest à la route St-Antoine, au nord-est à Dame Yves Jules Gagnon ou au lot sept cent quatre-vingt-un « A » (781-A), au sud-est à Joseph Gilbert et au sud-ouest à Arthur Poulin, faisant partie ledit emplacement du lot numéro sept cent quatre-vingt-un (Ptie 781) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Georges de Beauce, avec bâtisses dessus construites, tel que le tout est clôturé actuellement. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Beauceville-Est, comté de Beauce, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
St-Joseph de Beauce, le 6 février 1968. 23405-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been siezed, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Quebec
District of Beauce
Magistrate's Court. No. 33-967. { ARTHUR GRENIER LTÉE, St-Georges-East, plaintiff, *vs* LÉO GILBERT, St-Antoine Range, St-Georges-East, Beauce, defendant.

To be sold the immovable hereinafter described:

"An emplacement situated in the parish of St-Georges de Beauce, having eighty-seven (87') feet in width by one hundred and eighty-two (182') feet in depth, english measures.

Bounded in front or on the north-west by St-Antoine road, on the north-east, by Dame Yves Jules Gagnon or by lot seven hundred and eighty-one "A" (781-A), on the south-east by Joseph Gilbert and on the south-west by Arthur Poulin, forming part the said emplacement of lot number seven hundred and eighty-one (Pt. 781) of the official cadastre for the parish of St-Georges de Beauce, with buildings thereon erected, as the whole is actually fenced."

To be sold at the office of the registry civision for Beauceville-East, county of Beauce, the NINETEENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
St-Joseph de Beauce, February 6, 1968. 23405

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No: 2450. { VILLE DE STE-MARIE, corporation légalement constituée, et ayant sa place d'affaires à Ste-Marie de Beauce, demanderesse, *vs* FRÉDÉRIC LABBÉ, Sainte-Marie, Comté de Beauce, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Une bâtisse située sur le lot P. 665 à Ste-Marie de Beauce, à l'intersection du Boul. Vachon et de la Route Chassé, en direction nord. ».

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, Comté de Beauce, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, le 6 février 1968. 23404-o

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Provincial Court, No. 2450. { TOWN OF STE-MARIE, a corporation legally constituted, and having its place of business in Ste-Marie de Beauce, plaintiff, *vs* FRÉDÉRIC LABBÉ, Sainte-Marie, county of Beauce, Defendant.

To be sold the immovable hereinafter described:

"A building situated on the lot P. 665 in Ste-Marie de Beauce, at the intersection of Vachon Boulevard and of Chassé Road, in a northerly direction.".

To be sold at the Office of the Registry Division of Beauce, in Beauceville-East, county of Beauce, the TWENTY-SIXTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce, February 6, 1968. 23044

BEAUHARNOIS

De Terris

Cour Supérieure, No 10448. { DAME FLORA GRENON, commerçante domiciliée et résidant à 120, Chemin de Ligne, paroisse Grande-Ile, district de Beauharnois, veuve en premières noces de Léonard Guimont, et actuellement remariée à Hector Joly, sous le régime de la séparation de biens, ce dernier du même lieu, pour autoriser son épouse en autant que besoin est, demanderesse, *contre* FERRIER LÉGER, commerçant, domicilié et résidant à 100, Chemin de Ligne, paroisse Grande-Ile, district de Beauharnois, défendeur, et JEAN-JACQUES MARCHAND, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Beauharnois, du même lieu, district de Beauharnois, mis-en-cause, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir.

« Un emplacement composé:

a) Du lot numéro cinquante-quatre de la subdivision du lot numéro soixante-cinq (No 65-51) du cadastre de la paroisse de Ste-Cécile;

b) D'un terrain faisant partie de la portion non subdivisée dudit lot numéro soixante-cinq (Pte no 65), mesurant cent pieds de largeur sur deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: en front par le chemin de ligne, d'un côté par ledit lot No 65-54, à l'arrière et des deux côtés par d'autres parties dudit lot No 65;
à distraire cependant dudit emplacement la partie vendue au gouvernement provincial pour l'élargissement de la route; avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Valleyfield, le MERCREDI, le VINGTIÈME jour de MARS, 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
Le 6 février 1968. 23329-o

BEAUHARNOIS

De Terris

Superior Court, No. 10448. { DAME FLORA GRENON, tradeswoman, domiciled and residing at 120 Chemin de Ligne, parish of Grande-Ile, district of Beauharnois, widow by a first marriage of Léonard Guimont, and now remarried to Hector Joly, separate as to property, the latter from the same place, for the purpose of authorizing his wife if need be, plaintiff, *versus* FERRIER LÉGER, tradesman, domiciled and residing at 100 Chemin de Ligne, parish of Grande-Ile, district of Beauharnois, defendant, and JEAN-JACQUES MARCHAND, in his capacity as registrar for the Beauharnois registry division, of the same place, district of Beauharnois, mis-en-cause has, before our Superior Court in our district of Beauharnois, obtained judgment proclaiming the following immovable, to wit:

"An emplacement containing:

(*a*) Lot number fifty-four of the subdivision of lot number sixty-five (No. 65-54) of the cadastre of the parish of Sainte-Cécile;

(*b*) A piece of land being part of the not subdivided portion of the said lot number sixty-five (Part No. 65), measuring one hundred feet in width by two hundred feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front by the line road, on one side by the said lot No. 65-54, at the back and on both sides by other parts of the said lot No. 65;
to withdraw however of the said emplacement the part sold to the provincial government for the widening of the road; with buildings thereon erected."

To be sold at the sheriff's office, Court House, Valleyfield, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
February 6, 1968. 23329

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No: 3936. { FAMILY FINANCE (1964) CORPORATION, corporation légalement constituée, ayant son siège social à 2024 rue Peel, Montréal, demanderesse *vs* RÉAL LAFLAMME, opérateur domicilié à Chûte-aux-Outardes, Comté de Saguenay, district de Hauterive, défenseur.

« Les subdivisions quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize du lot originaire numéro quatre, rang un (4-95 et 4-96, Rg 1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du Canton Ragueneau, village de Chûte-aux-Outardes, comté de Saguenay, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au Bureau du Régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, JEUDI, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
MARCEL RODRIGUE.

Bureau du Shérif,
District de Hauterive. 23407-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Supérieure, No 5236. { LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-LUC DE FORESTVILLE, société régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social à Forestville, comté de Saguenay, district de Hauterive, demanderesse, *vs* ANTOINE GIRARD, résidant à Forestville, district de Hauterive, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro six-B-un, rang dix (P. 6-B-1, rg X), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Laval, Forestville Nord, comté de Saguenay.

Ledit emplacement, de forme rectangulaire et irrégulière mesure dans sa largeur, en front à la route nationale ou route 15, cinquante pieds par cent pieds de profondeur (50′ x 100′) et est borné comme suit: à l'ouest, par la servitude de passage accordée par Léandrus Girard en faveur de l'Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited; au nord, par la route nationale ou route 15; à l'est par la propriété de M. Alfred Tremblay ou représentants, faisant partie du lot six-B-un; et au sud, par la propriété de Léopold Chartier ou représentants, faisant partie du lot six-B, rang X, canton de Laval. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au palais de justice de Baie Comeau, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau, le 9 février 1968. 23406-o

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 3936. { FAMILY FINANCE (1964) CORPORATION, body legally incorporated, having its head office at 2024 Peel St., Montreal, plaintiff, *vs* RÉAL LAFLAMME, operator, living at Chûte-aux-Outardes, county of Saguenay, district of Hauterive, defendant.

"Subdivisions ninety-five and ninety-six of original lot number four, Range one (4-95 and 4-96, R. 1) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the Township of Ragueneau, Village of Chûte-aux-Outardes, county of Saguenay, with all the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Registrar's office of the registration division of the county of Saguenay, in the Baie Comeau Court House, on THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
District of Hauterive. 23407

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Superior Court, No. 5236. { LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-LUC DE FORESTVILLE, association governed by the Savings and Credit Unions Act, having its head office in Forestville, county of Saguenay, district of Hauterive, plaintiff, *vs* ANTOINE GIRARD, residing in Forestville, district of Hauterive, defendant.

"An immovable known and designated as being and forming part of lot number six-B-one, range ten (P. 6-B-1, r. X), on the plan and in the book of reference of the official cadastre of the township of Laval, Forestville North, county of Saguenay.

The said emplacement, of rectangular and irregular shape, measures, in front on the National Highway, or Route 15, fifty feet in width, by one hundred feet in depth (50′ x 100′), and is bounded as follows: on the west, by the servitude of right of way granted by Léandrus Girard in favour of the Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited, on the north by the National Highway of Route 15, on the east by the property of Mr. Alfred Tremblay or representatives, forming part of lot six-B-one, and on the south by the property of Léopold Chartier or representatives, forming part of lot six-B, range X, township of Laval. With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the registrar's office of the registration division of the county of Saguenay, in the Baie Comeau, court house, WEDNESDAY the TWENTY-SEVENTH day of the month of MARCH, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, February 9, 1968. 23406

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No: 22,372. CHARLES GODFRING INC., corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à l'Assomption, district de Joliette, demanderesse, *vs* RÉAL LEMAY, résidant et demeurant autrefois à 363, Boul. l'Assomption, et résidant maintenant à Lotbinière, district de Québec, défendeur.

« Un immeuble sis et situé en la paroisse de l'Assomption, connu et désigné tel immeuble, comme étant le lot numéro cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois (23-52) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de l'Assomption.

Pour être vendu à la division d'enregistrement de l'Assemption, situé au 255 rue St-Étienne, l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, MARDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de MARS de l'an mil neuf cent soixante-huit.

Le shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 9 février 1968. 23409-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 22,372. CHARLES GODFRING INC., body politic and corporate, having its head office in l'Assomption, district of Joliette, plaintiff, *vs* RÉAL LEMAY, formerly residing and living at 363 l'Assomption Blvd., and now residing in Lotbinière, district of Quebec, defendant.

"An immovable lying and situated in the Parish of l'Assomption, known and designated as being lot number fifty-two of the officiel subdivision of original lot number twenty-three (23-52) on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the Parish of l'Assomption."

To be sold in the registration division of l'Assomption, situated at 255 St-Étienne St., l'Assomption, county of l'Assomption, district of Joliette, on TUESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MARCH, in the year one thousand nine hundred and sixty-eight.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, February 9, 1968. 23409

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 25,791. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* GASTON MORIN, St-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, et ROGER SOUCY, Ste-Rose du Dégelé, comté de Témiscouata, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs; Serge, Langis, Ghislain, Berthier, Jean-Guy et Pierre-Paul Soucy, défendeurs.

Pour être vendus en bloc les immeubles suivants:

« 1. Le lot primitif, y compris les bâtisses y édifiées, connu et désigné sous le numéro quarante-huit du rang onze (lot No 48, rg XI), au cadastre officiel du canton Auclair, mesurant treize chaines au sud-ouest, soixante-seize chaines cinquante chainons au sud-est, soixante-dix-neuf acres quarante-cinq centièmes, borné au sud-ouest par le rang douze (XII), au nord-ouest par le lot numéro quarante-sept (47) appartenant à Ovide Morneau, au nord-est par la Rivière-Squatteck, au sud-est par le lot numéro quarante-neuf (49) appartenant à M. Napoléon Lavoie;

2. Le lot primitif, y compris les bâtisses y édifiées, connu et désigné au cadastre officiel du canton Auclair sous le numéro quarante-six du rang onze (lot No 46, rg XI), mesurant treize chaines au nord-est, quatre-vingt chaines cinquante chainons au sud-est, quatre-vingts chaines dix chainons au nord-ouest, contenant en superficie cent quatre acres cinquante-quatre centièmes, borné au sud-ouest par le rang douze (XII), au nord-ouest par le lot numéro quarante-cinq (45) appartenant à M. Ronald Morin, au

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 25,791. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* GASTON MORIN, St-Émile, d'Auclair, county of Témiscouata, and ROGER SOUCY, Ste-Rose du Dégelé, county of Témiscouata, as personnally as in his quality of tutor for his minor children; Serge, Langis, Ghislain, Berthier, Jean-Guy and Pierre-Paul Soucy, defendants.

To be sold "en bloc" the following immovables:

"1. The primitive lot, including the buildings thereon erected, known and designated under number forty-eight of range eleven (lot No. 48, rg XI), on the official cadastre for the township of Auclair, measuring thirteen chains on the south-west, seventy-six chains, fifty links on the south-east, seventy-eight chains on the north-west, containing in superficial area ninety-nine acres forty-five hundreths, bounded on the south-west by range twelve (XII), on the north-west by lot number forty-seven (47) belonging to Ovide Morneau, on the north-east by Squatr teck River, on the south-east by lot numbe forty-nine (49) belonging to M. Napoléon Lavoie;

2. The primitive lot, including the buildings thereon erected, known and designated on the official cadastre for the township of Auclair, under number forty-six of range eleven (lot No. 46, rg XI), measuring thirteen chains on the north-east, eighty chains and fifty links on the south-east, eighty chains, ten links on the north-west, containing in superficial area one hundred and four acres, fifty-four hundreths, bounded on the south-west by range twelve (XII), on the north-west by lot number forty-five

nord-est par le rang ouest, au sud-est par le lot numéro quarante-sept appartenant à M. Ovide Morneau. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement division de Témiscouata, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 8 février 1968. 23410-o

(45) belonging to Mr. Ronald Morin, on the north-east by the west range, on the south-east by lot number forty-seven belonging to Mr. Ovide Morneau."

To be sold at the registry office, Témiscouata division, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
February 8, 1968. 23410

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 5015. DANIEL TURCOTTE, demandeur, *vs* LE CURATEUR PUBLIC DE LA PROVINCE DE QUÉBEC et LÉONIDE LABBÉ et GERMAIN ARGOUIN mis-en-cause.

« Un immeuble étant un terrain mesurant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cinquante pieds, étant la moitié nord-ouest du lot numéro trois cent vingt-deux de la subdivision du lot numéro vingt-deux (½ N.O. 22-322) du rang cinq aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Thetford à Thetford Mines, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et sous la réserve des droits de mines en faveur de qui de droit, sujet aux conditions de la vente par Sinaï Rousseau à Émilien Morin, devant Me J. L. O. Côté, notaire, le 14 octobre 1944. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division Thetford, comté de Mégantic, 135 rue Notre-Dame Sud, en la cité de Thetford Mines, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS 1968 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS LALLIER.

Bureau du shérif,
Thetford Mines, 10 février 1968. 23412-o

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 32-208. LÉONCE ROY, commerçant de bois, Beauceville Est, Bauce, demandeur, *vs* RAYMOND LANGLOIS, 73 rue Boily, Thetford Mines, P.Q., défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 7 de la subdivision du lot numéro 26 Q (26 Q 7) au cadastre officiel du canton Thetford, 4e rang, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet aux mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit et sujet à toutes les clauses et conditions mentionnées aux termes de l'acte de vente par Léandre Poulin à Dame Liliane Bilodeau effectué devant Me Laurent Drapeau, notaire, le 11 juin 1959 et enregistré au bureau d'enregistrement de Thetford sous le numéro 39,228.

Avec servitude de vue sur la partie non subdivisée du lot numéro 26 Q longeant la ligne nord-ouest du susdit lot numéro 7 de la subdivision du lot numéro 26 Q (26 Q 7) tous du 4e rang du canton de Thetford tel que le tout se trouve actuellement.

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, No. 5015. DANIEL TURCOTTE, plaintiff *vs* THE PUBLIC CURATOR OF THE PROVINCE OF QUEBEC, and LÉONIDE LABBÉ and GERMAIN ARGOUIN, mis-en-cause.

"An immovable being a lot of land measuring fifty feet in width by a depth of fifty feet, being the northwest half of lot number three hundred and twenty-two of the subdivision of lot number twenty-two (N.W. ½ 22-322) on Range five on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Thetford in Thetford Mines, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, and subject to mining rights in favour of those authorized, subject to the conditions of sale by Sinai Rousseau to Émilien Morin, before Me J.L.O. Côté, notary, on October 14, 1944."

To be sold in the registry office of the division of Thetford, county of Megatnic, 135 Notre-Dame St. South, in the city of Thetford Mines, on the TWENTY-FIRST day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS LALLIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Thetford Mines, February 10, 1968. 23412

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 32-208. LÉONCE ROY, wood merchant, Beauceville East, Beauce, plaintiff, *vs* RAYMOND LANGLOIS, 73 Boily Street, Thetford Mines, P.Q., defendant.

"An emplacement known and designated as being lot number 7 of the subdivision of lot number 26 Q (26 Q 7) of the official cadastre of the township of Thetford, 4th range, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, subject to mines and mining rights belonging to whom it may concern and subject to all clauses and conditions mentioned in the terms of the deed of sale by Léandre Poulin to Liliane Bilodeau effected before Laurent Drapeau, notary, on June 11, 1959, and registered at the registry office of Thetford under number 39,228.

With a servitude of sight on the unsubdivided part of lot number 26 Q running along the northwest line of the afore mentioned lot number 7 of the subdivision of lot number 26 Q (26 Q 7) all of the 4 th range of the township of Thetford such as the whole is presently found.

À charge de l'hypothèque affectant l'immeuble ci-dessus en faveur de la Banque de la Nouvelle-Écosse et également à charge de l'hypothèque dudit immeuble en faveur de la Laurentienne. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division Thetford, comté de Mégantic, 135 rue Notre-Dame Sud, en la cité de Thetford Mines, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-LOUIS LALLIER.
Thetford-Mines, 10 février 1968. 23411-o

To charge the mortgage affecting the immovable here above in favor of the Bank of Nova Scotia and also to charge the mortgage of the said immovable in favor of La Laurentienne."

To be sold at the registry office of the division of Thetford, county of Mégantic, 135 Notre-Dame Street South, in the city of Thetford-Mines, on the TWENTY-FIRST day of MARCH 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

JEAN-LOUIS LALLIER,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Thetford Mines, February 10, 1968. 23411

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de St-François
Montréal, à savoir, No. 26 195. { FEDERAL PACKING INC., demanderesse *vs* ALBERT BAKER, défendeur.

« Un lot situé en la ville de Roxboro, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-treize de la subdivision du lot numéro quarante-huit (48-173) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier. Avec toutes les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de MARS, 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 9 février 1968. 23414

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: No 740 724. { THE DOMINION LIFE ASSURANCE COMPANY, demanderesse, *vs* ROCH ROUSSEAU, défendeur, et JACQUES HUARD & GERMAIN FRAPPIER, mis-en-causes, es-qual.

Comme appartenant au défendeur, mais en la possession du mis-en-cause, Germain Frappier et sujet aux droits du mis-en-cause Jacques Huard.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard du Roi du Nord, en la ville de Ste-Rose, mesurant cinquante-sept pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et étant composé de:

a) La partie est de la subdivision trente-deux du lot originaire cinquante-six (56-est P. 32) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, mesurant dix-sept pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et bornée en front au nord par le boulevard du Roi du Nord, à l'arrière au sud, par une partie de la subdivision trente-cinq dudit lot cinquante-six, d'un côté à l'ouest par la partie ouest du résidu de ladite subdivision trente-deux et de l'autre côté à l'est par la subdivision trente-trois dudit lot cinquante-six; et

b) La partie ouest de la subdivision trente-trois dudit lot cinquante-six (56 ouest P. 33) mesurant quarante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et bornée en front, au nord par le boulevard du Roi du Nord, à l'arrière, au sud, par une partie de la subdivision trente-six dudit lot cinquante-six, d'un côté à l'ouest par ladite subdivision trente-deux dudit lot cinquante-six et de l'autre côté à l'est par le résidu de ladite subdivision trente-trois.

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of St-François
Montreal, to wit, No. 26 195. { FEDERAL PACKING INC., plaintiff, *vs* ALBERT BAKER, defendant.

"One lot situate in the Town of Roxboro, known and designated as the lot number one hundred and seventy-three of the subdivision of lot number forty-eight (48-173) of the plan and book of reference of the Parish of Ste-Geneviève, county of Jacques-Cartier. With all buildings thereon erected."

To be sold at my Office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office. *Sheriff.*
Montreal, February 9, 1968. 23414-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: No. 740 724. { THE DOMINION LIFE ASSURANCE COMPANY, plaintiff, *vs* ROCH ROUSSEAU, defendant, and JACQUES HUARD & GERMAIN FRAPPIER, mis-en cause, es-qual.

As belonging to the defendant but in the possession of the mis-en-cause, Germain Frappier and subject to the rights of the mis-en-cause Jacques Huard.

"An emplacement fronting on Boulevard du Roi du Nord in the town of Ste-Rose, measuring fifty-seven feet in width by ninety feet in depth and being composed of:

(*a*) The east part of subdivision thirty-two of original lot fifty-six (56 east, P. 32) on the official plan and book of reference for the parish of Ste-Rose, measuring seventeen feet in width by ninety feet in depth and bounded in front to the north by Boulevard du Roi du Nord, in rear to the south by part of subdivision thirty-five of the said lot fifty-six, on one side to the west by the west part of residue of the said subdivision thirty-two and on the other side to the east by subdivision thirty-three of the said lot fifty-six; and

(*b*) The west part of subdivision thirty-three fo the said lot fifty-six (56 west, P. 33) measuring forty feet in width by ninety feet in depth and bounded in front to the north by Boulevard du Roi du Nord, in rear to the south by part of subdivision thirty-six of the said lot fifty-six, on one side to the west by said subdivision thirty-two of the said lot fifty-six and on the other side to the east by the residue of the said subdivision thirty-three.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Avec bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 196, boulevard du Roi du Nord. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la cité de Laval, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 9 février 1968. 23413

Fieri Facias de Terris
Cour Provincial — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 52 943. { RÉAL VOGHEL, demandeur, *vs* ADRIEN OUELLET, défendeur,

Comme appartenant et la possession dudit défendeur, pour la moitié indivise de la propriété.

« Un emplacement ayant front sur la rue Rancourt, dans le quartier Ahuntsic, en la cité de Montréal, et compose comme suit:

a) Du lot de terre portant le numéro mille trois cent vingt-quatre sur le plan de subdivision du lot originaire désigne par le numéro cent trente-quatre sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet (134-1324);

b) De la partie nord ouest du lot portant le numéro mille trois cent vingt-cinq sur le plan de subdivision du lot originaire désigné par le numéro cent trente-quatre sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-Au-Récollet (134-Ptie N. O. 1325) mesurant douze pieds et cinq dixième de pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds carrés, contenant une superficie de mille vingt-huit pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et bornée en avant vers le nord-est par la rue Rancourt, d'un côté vers le nord-ouest par le lot numéro 134-1324 ci-devant en premier lieu décrit, en arrière vers le sud-ouest par une ruelle (No 134-1350) et de l'autre côté vers le sud-ouest par le résidu dudit lot No. 134-1325 tous des susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MARS, 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 9 février, 1968. 23415-o

All the above measures are english measure and more or less.

With the building thereon bearing civic number 196 Boulevard du Roi du Nord."

To be sold at the registration office of the county of Laval, in the city of Laval, on the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH, 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 9, 1968. 23413-o

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 52 943. { RÉAL VOGHEL, plaintiff, *vs* ADRIEN OUELLET, defendant.

As belonging to and being in the possession of the said defendant, for the undivided half of the property.

"An emplacement fronting on Rancourt Street, in the Ahuntsic Ward, in the city of Montreal, and composed as follows:

a) Lot of land bearing number one thousand three hundred and twenty-four on the subdivision plan of the original lot designated by number one hundred and thirty-four on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet (134-1324);

b) The north-west part of the lot bearing number one thousand three hundred and twenty-five on the plan of the subdivision of the original lot designated by number one hundred and thirty-four on the official plan and book of reference of the parish of Sault-Au-Récollet (134 part N.W. 1325) measuring twelve feet and five tenths of a foot in width by a depth of eighty-two square feet, containing an area of one thousand and twenty-eight square feet, English measure and more or less and bounded in front on the north-east by Rancourt Street, on one side on the north-west by lot number 134-1324 herebefore described in the first place, in the back on the south-west by a lane (No. 134-1350) and on the other side on the south-west by the remainder of said lot No. 134-1325 all the aforesaid plans and official books of reference of the parish of Sault au Récollet.

Such as the whole is presently found with all servitudes, active, passive, apparent or occult attached to the said immovable".

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of the month of MARCH, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 9, 1968. 23415

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Roberval — District de Roberval

Cour Supérieure, No 33,287. { CHARTER CREDIT CORPORATION, corps politique et incorporé dûment incorporé suivant la loi et ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* ALFREDO LAPOINTE, technicien de la cité de Desbiens, district de Roberval, CORONA INC., corps politique dûment incor-

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
Roberval — District of Roberval

Superior Court, No. 33,287. { CHARTER CREDIT CORPORATION, body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal business place in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ALFREDO LAPOINTE, technician of the city of Desbiens, district of Roberval, CORONA INC., body politic duly incorporated according to law

poré suivant la loi et ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, DAME FLORIDA TRUCHON, épouse séparée de biens de Louis-Marie Maltais, tous deux de la cité de Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi et ledit Louis-Marie Maltais, aux fins d'autoriser son épouse aux fins des présentes en autant que cette autorisation est nécessaire et LÉGER MORISSETTE, courtier en immeuble des cité et district de Chicoutimi, défendeurs, et DAME ROLANDE CÔTÉ, épouse commune en biens de A. Lapointe de la cité de Desbiens, district de Roberval et RAYMOND RICHARD, en sa qualité de régistrateur du bureau d'enregistrement de Lac St-Jean-Est à Hébertville, district de Roberval, mis-en-cause.

« Un emplacement situé en la ville de Desbiens mesurant soixante-quinze pieds (75′) de front ou largeur par cent pieds (100′) de profondeur faisant partie des lots numéros vingt et un-D-dix et vingt-D-trente-neuf (Ptie 21-D-10 et ptie 20-D-39) du rang A du cadastre officiel du canton Métabetchouan et borné comme suit: en front vers le sud-est, à la dixième Avenue, vers le sud-ouest, au terrain appartenant à l'emprunteur, vers le nord-ouest, au terrain de la Congrégation du Très Saint-Rédempteur, et vers le nord-est au terrain de Monsieur Bertrand Desmeules, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est à Hébertville, district de Roberval, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS, 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Roberval, le 9 février 1968. 23416-o

and having its head office and its principal business place in the town of Jonquière, district of Chicoutimi, MRS. FLORIDA TRUCHON, wife separate as to property of Louis-Marie Maltais, both of the city of Chicoutimi-North, district of Chicoutimi and the said Louis-Marie Maltais, to authorize his wife for the purposes of the presents and as long as this authorization is necessary and LÉGER MORISSETTE, land-agent of the city and district of Chicoutimi, defendants, and MRS. ROLANDE CÔTÉ, wife common as to property of A. Lapointe of the city of Desbiens, district of Roberval, and RAYMOND RICHARD, in his capacity as registrar for the registration office of Lake St. John East at Hébertville, district of Roberval, mis-en-cause.

"An emplacement situated in the town of Desbiens measuring seventy-five feet (75′) in front or in width by one hundred feet (100′) in depth being part of lot numbers twenty-one-D-ten and twenty-D-thirty-nine (Part 21-D-10 and part 20-D-39) of range A of the official cadastre of the township of Metabetchouan and bounded as follows: in front on the southeast by Tenth Avenue, on the southwest, by the land belonging to the borrower, on the northwest, by the land of the Congrégation du Très Saint-Rédempteur, and on the northeast by the land of Mister Bertrand Desmeules, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of the registration division of Lake St. John East, at Hébertville, district of Roberval, on the TWENTY-FIRST day of MARCH, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Court House, *Sheriff*.
Roberval, February 9, 1968. 23416

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 25,633. VICTOR NÉRON, domicilié à Clermont, district de Saguenay, demandeur, *vs* ALBÉRIC GIRARD, résidant à Rivière-Mailloux, dans le district de Saguenay, défendeur.

« Un terrain situé au nord du chemin public du rang de la Rivière Mailloux, paroisse de La Malbaie, faisant partie du lot de terre numéro six cent quatre-vingt-quinze (P. 695) au cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie, mesurant soixante-quinze pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et borné comme suit: en front, au nord, et d'un côté à l'ouest, à partie du même lot, la propriété de Pierre Émond ou représentants; à la profondeur, au sud, au chemin public et de l'autre côté, à l'est, à la propriété d'Édouard Émond ou représentants, faisant partie du même lot. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix, au Palais de Justice de La Malbaie, JEUDI, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, SYLVIO TREMBLAY.
La Malbaie le 6 février 1968. 23310-o

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 25,633. VICTOR NÉRON, domiciled at Clermont, district of Saguenay, plaintiff, *vs* ALBÉRIC GIRARD, residing at Rivière-Mailloux, in the district of Saguenay, defendant.

"A piece of land situated at the north of the public road in the range of Rivière Mailloux, parish of La Malbaie, being part of the lot of land number six hundred and ninety-five (P. 695) on the official cadastre of the parish of La Malbaie, measuring seventy-five feet in width by seventy-five feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front, on the north, and on one side on the west, by part of the same lot, property of Pierre Émond or representatives; in depth, on the south, by the public road and on the other side, on the east, by the property of Édouard Émond or representatives, being part of the same lot. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the office of the registrar, in the first registry division for the county of Charlevoix, at the Court House, La Malbaie, on THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
La Malbaie, February 6, 1968. 23310

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, No. 32,860. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* ALBERT PAQUETTE, autrefois cultivateur de La Patrie, comté de Compton, maintenant domicilié à Wawa, Ontario, défendeur.

« Le lot numéro quatre-vingt-quatorze (94) des plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton de Ditton, avec bâtisses dessus faites, sauf et à distraire dudit lot la partie nord-ouest dudit lot vendue à Josaphat Charest par acte de vente passé devant le notaire soussigné le 4 novembre 1961 et enregistré à Cookshire sous le No 76167, ledit morceau de terrain distrait mesurant quatre-vingt-dix (90′) pieds de largeur au chemin public et en arrière sur une profondeur de cent trente-cinq (135′) pieds et borné au nord par le chemin, à l'ouest par le lot 93 et au sud et à l'est par le résidu dudit lot 94.

Le lot numéro soixante-treize des plan et livre de renvoi officiel pour le canton de Ditton, contenant cent cinq acres en superficie plus ou moins, avec bâtisses dessus construites et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement, à Cookshire, MERCREDI, le VINGTIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 6 février 1968.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
23330-o

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, Sherbrooke, No 32,729. { SHERBROOKE TRUST COMPANY, corporation légalement constituée avec siège social à Sherbrooke, district de St-François, en sa qualité d'exécuteur testamentaire et fiduciaire à la succession de feu Adrien Cameron, demanderesse, *vs* ROGER CAMERON, du 100 rue St-Lambert à Brompton-ville, district de St-François, défendeur.

« Les lots numéros cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante et soixante et un sur le plan de subdivision du lot trente (30-58-59-60-61) dans le quatrième rang, sur le plan officiel au cadastre et dans le livre de renvoi pour le canton de Brompton;

Partie du lot numéro trente « D » (30-d) dans le quatrième rang, sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le canton de Brompton, bornée au sud-est par la rue Laurier, au sud-ouest par cette partie du lot 30-d appartenant à Madame J. O. Asselin, au nord-ouest par partie dudit lot 30-d appartenant à Alphonse Roy et au nord-est par les lots 30-58, 30-60, 30-61 et 30-62 sauf toutefois la lisière de terrain cédée à Alphonse Roy, par acte de vente en date du 11 juin 1941, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Richmond sous le numéro 29,845, Reg. B, Vol. 49.

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, No. 32,860. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ALBERT PAQUETTE, formerly farmer of La Patrie, county of Compton, now domiciled in Wawa, Ontario, Defendant.

"The lot number ninety-four (94) of the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Ditton, with buildings thereon erected, save and to be withdrawn from said lot, the northwest part of said lot sold to Josaphat Charest by a deed of sale passed before the undersigned notary, on November 4, 1961, and registered in Cookshire under No. 76167, the said withdrawn piece of land measuring ninety (90′) feet in width to the public road and to rear, by a depth of one hundred and thirty-five (135′) feet and bounded on the north by the road, on the west, by lot 93 and on the south and east by the residue of said lot 94.

The lot number seventy-three of the official plan and book of reference for the township of Ditton, containing one hundred and five acres in superficial area, more or less, with buildings thereon erected and dependencies."

To be sold "en bloc" at the registry office of Cookshire, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, February 6, 1968.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
23330

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis

Superior Court, Sherbrooke, No. 32,729. { SHERBROOKE TRUST COMPANY, a corporation legally constituted with head office in Sherbrooke, district of St. Francis, in his quality of testamentary executor and fiduciary to the estate of late Adrien Cameron, plaintiff, *vs* ROGER CAMERON, of 100 St-Lambert Street, in Brompton-ville, district of St.Francis, defendant.

"The lots numbers fifty-eight, fifty-nine, sixty and sixty-one on the subdivision plan of lot thirty (30-58-59-60-61) in the fourth range, on the official plan of the cadastre and in the book of reference forthe township of Brompton;

Part of lot number thirty "D" (30-d) in the fourth range on the official of the cadastre and in the book of reference for the township of Brompton, bounded on the southeast by Laurier Street, on the southwest by this part of lot 30-d belonging to Mrs. J. O. Asselin, on the northwest, by part of said lot 30-d belonging to Alphonse Roy and on the northeast by lots 30-58, 30-60, 30-61 and 30-62, nevertheless save the strip of land ceded to Alphonse Roy, by a deed of sale dated June 11, 1941, registered at the office of the Registry Division for Richmond under number 29,845, Reg. B. Vol. 49.

Avec bâtisses dessus construites et dépendances y attenant ou en faisant partie ».

Pour être vendus « en bloc », au bureau d'enregistrement, à Richmond, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 6 février 1968. 23331-o

With buildings thereon erected and dependencies adjoining thereto or forming part of."

To be sold "en bloc", at the Registry Office in Richmond, TUESDAY, the NINETEENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, *Sheriff*.
Sherbrooke, February 6, 1968. 23331

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Lac St-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce conseil de comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable ministre des Affaires municipales, les propriétés ci-dessous décrites seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de Ville d'Alma, (Salle du Conseil) MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors et sauf aussi à distraire les servitudes concédées.

Sales for Taxes

Municipality of Lake Saint-John-East

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Municipal Code of the province of Quebec and to by-law sixty of this county council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable Minister of the Municipal Affairs, the properties hereinafter described will be sold for taxes, in the Town Hall of Alma, (Council Room), on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of APRIL, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale will include the buildings erected on the lands to be offered on sale, if any exist at the time and save also the servitudes ceded.

Vendu contre: / Sold against:	Lot	Rang / Range	Cadastre Canton / Cadastre Township	Taxes mun. / Mun. taxes	Taxes scol. / School taxes	Aqued.	Fabrique et autres / Fabrique and others
Elias Tremblay	P. S. 5	A	Taillon		$ 50.08		
Un chalet construit sur la partie sud du lot no 5, rang A, canton Taillon. Seul le chalet sera vendu, le terrain appartenant à la Fabrique d'Isle Maligne.							
A cottage built on the south part of lot No. 5, range A township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the land belonging to the Fabrique of Isle Maligne.							
Alfred Fillion	Ptie 20A	1	Caron	$180.11	352.83		$ 68.49
Un certain terrain mesurant 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot 20A, rang 1, canton Caron, *vs* boutique et maison ci-dessus construites; borné au nord au terrain de J. B. Hudon ou ses représentants, vers l'ouest à la rue St-Isidore, vers le sud au terrain de la Commission Scolaire et vers l'est au haut de la côte environ à 7 pieds en arrière du garage. Ledit immeuble avec droit et sujet au chemin mitoyen qui se trouve établi entre les bâtisses de l'acheteur et celles de J. B. Hudon. Une lisière de terrain mesurant 9 pieds de largeur soit du nord au sud, sur 35 pieds de profondeur, soit de l'ouest à l'est faisant partie du lot 20A rang 1, canton Caron; borné comme suit: à l'est au haut de la côte, soit à 7 pieds en arrière du garage, à l'ouest au résidu dudit lot, soit à ladite profondeur de 35 pieds, joignant au sud au terrain ci-dessus décrit et au nord au résidu du lot appartenant à Léopold Potvin.							
A certain land measuring fifty feet in width by 100 feet in depth, forming part of lot 20A range 1, township of Caron, with shop and house thereon erected; bounded on the north by the land of J. B. Hudon, or representatives, towards west by St-Isidore Street, towards south by the land of the School Commission and towards east on the top of the hill at abour 7 feet behind the garage. The said immovable, with right and subject to the mitoyen road existing between the purchaser's buildings and those belonging to J. B. Hudon. A strip of land measuring 9 feet in width, namely from north to south, by 35 feet in depth, namely from west to east, forming part of lot 20A range 1, township of Caron; bounded as follows: on the east at the top of the hill, namely at 7 feet behind the garage, on the west by the residue of said lot, namely at the said depth of 35 feet, at south, adjoining the land hereinabove described and at north the residue of the lot belonging to Léopold Potvin.							
Joseph-Eugène Tremblay	9, ½-7	4	Labarre	29.52	722.13	$491.45	
a) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf (9), du cadastre pour le quatrième rang du canton de Labarre de cent acres en superficie, avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, sauf à distraire tous les terrains et emplacements vendus. *b*) La juste demie nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept (½ Nord 7) du cadastre pour le quatrième rang du canton de Labarre, de cinquante acres en superficie avec ses appartenances et dépendances, sauf à en distraire le terrain de Émile Munger, et bornée en front à la route régionale, au sud à la demie sud du même lot, au nord au lot no 8, et à la profondeur à la ligne de séparation des cantons Labarre et Signaï, sauf à distraire tous autres terrains vendus. Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.							
(*a*) The lot of land known and designated under number nine (9), of the cadastre for the fourth range of the township of Labarre, of one hundred acres in superficial area, with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, save to be withdraw all the lands and emplacements sold. (*b*) The exact north half of the lot of land known and designated under number seven (½ North 7) of the cadastre for the fourth range of Labarre township, of fifty acres in superficial area with appurtenances and dependencies, save to be withdrawn the land of Émile Munger, and bounded in front by the regional route, on the south by the south half of same lot, on the north by lot No. 8 and at the depth to the division line between Labarre and Signaï townships, save to be withdrawn all other lands sold. Save to be withdrawn the servitudes ceded pursuant to registered title.							
Bertrand Côté	Ptie 15	6	Signaï	198.07	214.27		
a) Un emplacement sis et situé en la paroisse de St-Bruno, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, sur soixante pieds de front, borné au nord au chemin public, et de							
(*a*) An emplacement lying and situated in the parish of St-Bruno, in the county of Lake St-John, measuring eighty-five feet in depth, by sixty feet in front, bounded on the north by the public road, and on all other sides							

tous les autres côtés au terrain d'Onésime Simard ou ses représentants, faisant partie du lot numéro quinze (Ptie 15), du cadastre pour le sixième rang du canton Signaï.

b) Un terrain mesurant quinze pieds de largeur ou de l'est à l'ouest sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur ou du nord au sud, faisant partie du lot numéro quinze (Ptie 15) du rang six (6) au cadastre officiel du canton Signaï, ce terrain étant borné au nord au chemin public; à l'est au reste du lot d'Eugène Fortin; au sud au terrain de Eugène Fortin; et à l'ouest au terrain ci-dessus décrit.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

by the land of Onésime Simard or representatives, forming part of lot number fifteen (Pt. 15), on the cadastre for the sixth range of Signaï township.

(*b*) A land measuring fifteen feet in width or from east to west by eighty-five feet in depth or from north to south, forming part of lot number fifteen (Pt. 15) of range six (6) on the official cadastre of the township of Signaï, this land being bounded on the north by the public road; on the east by the residue of Eugène Fortin's lot; on the south by Eugène Fortin's land and on the west by the land hereinabove described.

Save to be withdrawn the servitudes ceded.

Vendu contre: Sold against:	Lot	Rang Range	Cadastre Canton Cadaster Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Aqued.	Fabrique et autres Fabrique and others
Gérard Tremblay	P. 22A	4	Labarre	$ 25.78	$ 19.67		

Un lopin de terre figure irrégulière, formant partie du lot no P. 22-A, rang 4 canton Labarre, de dimension et de superficie inconnues, pouvant avoir 6,532 pieds et borné au nord à la route St-Bruno au nord encore à la route St-Bruno à l'ouest à E. Boily ou représentants et au sud à R. Larouche ou représentants le tout sans bâtisse dessus construite.

Sauf à distraire les servitudes concédées s'il y a lieu.

A piece of land of irregular figure, forming part of lot No. P. 22A range 4, township of Labarre, of unknown dimension and superficial area possibly having 6,532 feet and bounded on the north by St-Bruno route, still on the north by St-Bruno route on the west by E. Boily or representatives, on the south by R. Larouche or representatives, the whole without buildings erected thereon.

Save to be withdrawn the servitudes ceded, if necessary.

Lac St-Jean Aviation	P. 24-A	4	Labarre	297.90	16.09		

Une parcelle de terrain faisant partie des lots P. 23B et 24-A du rang 4, canton Labarre à St-Bruno de figure irrégulière, grandeur 18.81 A. et borné au nord par une partie du lot 24A,vers l'est par la route régionale, vers le sud par les lots 23B et vers l'ouest par partie du lot 23B et 24A, propriété décrite sans bâtisse dessus construite.

Sauf à distraire les servitudes concédées s'il y a lieu.

A parcel of land forming part of lots P. 23B and 24A of range 4 township of Labarre in St-Bruno of irregular figure, superficial area 18.81-A and bounded on the north by a part of lot 24A, towards east by the Regional route, towards south by lots 23B and towards west by part of lot 23B and 24A, property described without building thereon erected.

Save to be witdrawn the servitudes ceded, if necessary.

Assistance Loan & Finance Corporation	5-B	2 Ouest-West	Labarre	250.03	310.56		
Georges Fortin	11	6	Taillon	28.50	68.82		

Un terrain de 50 par 100 pieds, étant une partie du lot 5-B, rang 2 ouest, canton Labarre, borné au nord par le terrain du chemin de Fer Canadien National, au sud à la rue St-Paul, à l'ouest au terrain de la succession de Dame François Gagné, et à l'est au terrain de M. Claude Moreau.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

A land of 50 by 100 feet, being a part of lot 5-B, range 2 west, township of Labarre, bounded on the north by the land of the Canadian National Railway, on the south by St-Paul Street, on the west by the land of the estate of Dame François Gagné, and on the east by the land of Mr. Claude Moreau.

Save to be withdrawn the servitudes ceded, if necessary.

Georges Fortin	14	6	Taillon	8.50			
Gauthier, J. Gérard	P. 25-A-84	7	Taillon	10.50	35.06		

Un terrain de 100 par 100 pieds, étant une partie du lot no 25-A-84, du rang 7, canton Raillon, avec les bâtisses dessus construites.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

A land of 100 by 100 feet, being a part of lot No. 25A-84, of range 7, township of Taillon, with the buildings thereon erected.

Save to be withdrawn the servitudes ceded, if necessary.

Gauthier, J. Gérard	P. 34-A	6	Taillon		53.42		

Un terrain emplacement situé en le village de Ste-Monique, comté Lac St-Jean-Est, mesurant 95 pieds de front ou de l'est à l'ouest, sur 140 pieds de profondeur ou du nord au sud, faisant partie de la partie non subdivisée du lot de terre connu et désigné sous le numéro 34-A du rang 6 au cadastre officiel du canton Taillon, et borné comme suit: au nord par le chemin public ou rue de la Savane, (25-A-96), ou encore par la ligne de division des rangs 6 et 7 des susdits rang et canton. A l'est partie par le terrain de Donat Prescott et partie par celui de René Montmigny maintenant représenté par Armand Gauthier (parties non subdivisées no 34-A) et par Thomas-Louis Claveau et Pitre Gilbert (34-A-47). Au sud par le terrain de Johnny Côté maintenant représenté par Armand Gauthier (partie non subdivisée 34-A) et à l'ouest partie par le terrain de Johnny Côté et partie de celui de Adrien Prescott, maintenant représenté par la Corporation de la paroisse de Ste-Monique ou encore par la rue qui y a été aménagée à même le terrain de Adrien Prescott (partie non subdivisée 34-A) et le terrain de Johnny Côté ou représentant (Ptie non subdivisée no 34-A).

Le tout avec tous les bâtiments dessus construits circonstances et dépendances, mais sauf à distraire la lisière de terrain vendue par Dame Priscillia Prescott à la Corporation de la paroisse de Ste-Monique, suivant acte devant Francis Lemay, notaire, le 12 mars 1960, enregistré le 25 mars 1960, no 72426.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

A land-emplacement situated in the village of Ste-Monique, county of Lake St-John-East, measuring 95 feet in front or from east to west, by 140 feet in depth or from north to south, forming part of the unsubdivided part of the lot of land known and designated under number 34A of range 6 on the official cadastre for the township of Taillon, and bounded as follows: on the north by the public road or de La Savanne Street, (25A-96), or still by the division line of ranges 6 and 7 of the aforesaid range and township. On the east, partly by the land of Donat Prescott and partly that one of René Montminy now represented by Armand Gauthier (unsubdivided parts No. 34A) and by Thomas-Louis Claveau and Pitre Gilbert (34A-47.) On the south by the land of Johnny Côté now represented by Armand Gauthier (unsubdivided part 34A) and on the west partly by the land of Johnny Côté and partly by that one of Adrien Prescott, now represented by the Corporation of St-Monique parish or still by the street taken from the land of Adrien Prescott (unsubdivided part 34A) and the land of Johnny Côté or representatives (unsubdivided part No. 34A).

The whole with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, but save to be withdrawn the strip of land sold by Dame Priscillia Prescott to the Corporation of Ste-Monique parish, pursuant to a deed passed before Francis Lemay, notary, on March 12, 1960, registered on March 25, 1960, No. 72426.

Save to be withdrawn the servitudes ceded.

Donné à Saint-Jérôme, ce 31e jour de janvier 1968.

Le secrétaire-trésorier,
LUCIEN PLOURDE.

23198-6-2-o

Given at Saint-Jérôme, this 31st day of January, 1968.

LUCIEN PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

23198-6-2

Commission des écoles protestantes du Grand Saint-Martin

Comté de Laval

Avis de correction

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de municipalité scolaire ci-dessus mentionnée que les corrections et les changements suivants apportés aux listes des biens immobiliers qui seront vendus pour défaut de paiement de taxes publiées dans la *Gazette Officielle*, les 20 et 27 janvier 1968, sont en règle:

Protestant School Board of Greater St. Martin

County of Laval

Notice of correction

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the aforementioned school municipality that the following amendments and corrections to the lists of immovables to be sold for non-payment of taxes published in the *Official Gazette* on January 20th and 27th, 1968, are in order:

Cadastre de la paroisse de Saint-Martin — Cadastre of the parish of Saint-Martin

Nom Name	Fiche No File No.	No du cadastre Cadastral No.	Devrait se lire Should read
Congregation Jacob, Joseph	128-2	17-91	27-91, 26 P-91
Mme-Mrs. J. McKee	74-25	254-135	354-135.
H. Bugen		650-127-128	650-230 à-to 232.
Birer Realty Inc.	60-42	47-S	47-73.
Ralf Sadofsky	B58-31-7	45-337, 1-79	45-337, 45-1-79.

Les propriétés énumérées ci-dessous, inscrites comme étant dans la paroisse de Saint-Martin, font partie dela paroisse de Sainte-Dorothée.— The undernoted items listed as being in the parish of St. Martin should read as the parish of Ste Dorothée.

Nom Name	Fiche No File No.	Numéro officiel Official number	Taxes scol. School taxes	Taxes mun. Mun. taxes	Total
K. Holds		34-39	$ 21.40	$279.27	$ 300.67
E. Johnston		36-199	14.37	347.78	362.15
F. Landry		37-90-21	22.50	160.17	182.67
J. S. Maisonneuve Inc.	1196-2	39-304-2			
		39-305-2	73.33	349.67	423.00
Jardins Ste-Dorothée Inc.	1196-7	39-309	33.14	252.93	286.07
J. S. Maisonneuve Inc.	1266-3	41-69-4			
		39-302			
		39-303-2			
		41-69-5-2	426.24	10.19	436.43
Dev. Londei & Plej Const.	1708-1	46-20	215.14	329.94	545.08
Dev. Londei Ltée	1795	47-2-15	59.15	326.70	385.85
Dev. Londei Ltée	1804	47-2-24	52.48	220.38	272.86
R. Madar	1803	47-2-23	52.98	213.53	266.51
M. Colonna	1805	47-2-25	29.74	214.37	244.11

Donné à Laval, ce 12e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
R. A. R. Todd.

23293

Given at Laval, this 12th day of February, 1968.

R. A. R. Todd,
Secretary-Treasurer.

23293-o

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la corporation du comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1968, soit le ONZIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente; savoir:

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned Jean-Paul Gariépy, secretary of the corporation of the County of Abitibi, that the immovables, with buildings, circumstances and dependencies as hereinafter detailed, shall be sold at public auction at the Court House of Amos, at the regular place where meetings of this council are held, on the second Thursday of the month of April, 1968, that is on the ELEVENTH dy of APRIL at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal, school, religious and church apportionments of these immovables, unless the taxes, costs and charges are paid before the sale, and duly receipted along with the costs incurred before the sale, to wit:

Commission scolaire de Taschereau — Taschereau School Commission
Municipalité de Taschereau — Municipality of Taschereau

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Privat	11	6	Léo Héneault	$ 3.10	$ 5.93	$ 9.03
Privat	28B-29B	8	Claude Pelletier	3.30	9.20	12.50
Privat	62	4	H. Paul Poudrier	29.70	67.29	96.99
Privat	62B	5	H. Paul Poudrier	2.45	.....	2.45
Privat	44	5	Emile Provencher	7.90	17.26	25.16
Privat	45	5	Emile Provencher	3.15	3.14	6.29
Privat	44B	6	Emile Provencher	11.75	25.25	37.00
Privat	44	4	Omer Provencher	.....	5.18	5.18
Privat	21	8	Joseph Pelletier	4.76	.....	4.76
Privat	S/D53	8	Adrien Laflamme	11.75	.....	11.75

Municipalité scolaire de Lac Lemoine — School municipality of Lemoine Lake

Dubuisson	P. 69	B	Jean-Marc Turgeon	.....	$43.84	$ 43.84

Comportant un emplacement de 65′ dans ses lignes nord-sud par 90′ dans ses lignes est-ouest et borné comme suit: au nord par l'emplacement Joe Zizik; à l'est par le résidu du terrain de Joachim Lamontagne, à l'ouest par le lot 68; avec droit de passage de 10′, dans la ruelle jusqu'à la 7e rue et de 18′ dans la ruelle reconnue maintenant comme étant la 7e rue, avec les autres emplacements y ayant droit.

Including an emplacement of 65′ on its northsouth lines by 90′ on its eastwest lines and bounded as follows: on the north by the emplacement of Joe Zizik; on the east by the remainder of the land of Joachim Lamontagne, on the west by lot 68; with a right of way of 10′, on the lane to 7th Street and 18′ on the lane now known as being 7th street, with the other emplacements having a right to it.

Corporation municipale de Sainte-Anne de Roquemaure
Municipal Corporation of Sainte-Anne de Roquemaure

Roquemaure	41	3	Joseph Proulx	.....	$142.79	$142.79

Municipalité de Macamic, paroisse — Municipality of Macamic, parish
Commission scolaire de Macamic — Macamic School Commission

Royal-Roussillon	1	6	Alfred Frappier	(religieuse)	$ 7.75	$ 7.75
Royal-Roussillon	48A-48B	5	Jacques Bellerive	7.06	31.75	38.81
Royal-Roussillon	13-14-15	4	Roch Labranche	408.42	749.72	1158.14
Royal-Roussillon	4	1	Alphonse Théberge	11.28	68.78	80.06
Royal-Roussillon	3	1	Léo Marion	11.31	34.34	45.65

Commission scolaire de Saint-Maurice Dalquier — School Commission of Saint-Maurice Dalquier
Corporation municipale d'Amos Est — Municipal Corporation of Amos East

Dalquier	50	5	Aurélien Gauthier	$ 4.50	$112.76	$ 117.26
Dalquier	56	6	Jean Matte	4.00	77.33	81.33
Dalquier	57	7	Jean Matte	4.00	95.89	99.89

Corporation scolaire de Rapide Danseur — School Corporation of Rapide Danseur

Hébécourt	40	9	Marcel Lafrenière	.....	$162.34	$ 162.34

Commission scolaire de Rochebeaucourt — School Commission of Rochebeaucourt

Rochebeaucourt	15B	7	Ben Deshaies	.....	$200.84	$200.84
Lamorandière	54	8	Ben Deshaies	.....	145.87	145.87
Rochebeaucourt	8	6	Camille Mercier	.....	90.88	90.88
Rochebeaucourt	9	6	Camille Mercier	.....	39.14	39.14
Rocheveaucourt	62	10 et-				
Lamorandière	1	and 10.	Jean-Guy St-Jean	.....	113.85	113.85

Corporation municipale du canton Clermont — Municipal Corporation of the township of Clermont

Clermont	21-22	4	Romuald Pellerin	$76.79	$342.08	$ 418.87
Clermont	P. 32	4	Clovis Langevin, Succ.-Est.	9.24	107.17	116.39

Comprenant un emplacement avec chalet désigné comme étant le chalet 1B.

Including an emplacement with a chalet designated as being chalet 1B.

Corporation municipale de Saint-Janvier — Municipal Corporation of Saint-Janvier

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
LaSarre	46	10	Léo Ste-Marie	$ 5.28	$ 54.45	$ 58.73
LaSarre	47	10	Léo Ste-Marie	13.65	187.77	201.42
LaSarre	62	9	Arthur Couture	64.50	168.40	232.90
LaSarre	62	8	Arthur Couture	2.65	16.29	18.94
LaSarre	61b-62b	10	Arthur Couture	25.30	114.02	114.02
Royal Roussillon	14	10	Arthur Couture	16.35	113.76	130.11
Royal Roussillon	15	10	Arthur Couture	47.35	289.58	336.93
Royal Roussillon	28	9	Henri Labranche	62.15	343.90	406.05
Royal Roussillon	30	9	Henri Labranche	34.25	319.99	354.24
Royal Roussillon	31	9	Henri Labranche	9.80	91.94	101.74
Royal Roussillon	27A-28A-29A	10	Henri Labranche	41.40	287.09	428.49
Chazel	9	3	Paul-Aimé Roy	49.70	227.26	276.96
Chazel	8	3	Paul-Aimé Roy	7.20	32.57	39.77

Corporation municipale de Saint-Félix Dalquier — Municipal Corporation of Saint-Félix Dalquier

Dalquier	20	5	Georges Sabourin	$ 32.96	$48.19	$ 81.15
Dalquier	23	5	Fernand Primeau	21.40	.....	21.40
Dalquier	20	6	Joseph Bacon	18.51	.....	18.51
Dalquier	21	7	Pierre Plourde	2.50	9.30	11.80
Dalquier	½E25	7	Gabriel Chénier	14.84	33.10	47.94
Dalquier	47	7	J. B. Carignan	2.50	7.52	10.02
Dalquier	11	8	René Michaud	11.69	.....	11.69
Dalquier	12	8	René Michaud	3.28	.....	3.28
Dalquier	37	8	Gaétan Brochu	3.42	7.97	11.39
Dalquier	44	8	Claude Bouchard	6.70	.....	6.70
Dalquier	9	9	Joseph Blanchette	16.17	.....	16.17
Dalquier	8	9	Joseph Blanchette	6.69	.....	6.69
Dalquier	16	9	Richard Lefebvre	11.56	32.68	44.24
Dalquier	24	9	Lucien Lamontagne	6.84	.....	6.84

Corporation municipale de Poularies — Municipal Corporation of Poularies

Poularies	19	6	André Aubin	$ 11.82	$ 32.39	$ 44.21
Poularies	20	6	André Aubin	39.51	108.08	147.59
Poularies	21	6	André Aubin	15.36	42.03	57.39
Poularies	20	7	André Aubin	29.94	82.03	111.97

Municipalité d'Amos Est — Municipality of Amos East

Figuery	52A	8	Succ.-Est Flavien Lapointe	$ 1.50	$ 1.50	$ 3.00
Comprenant le terrain sans les bâtisses dessus construites.			Including the land without buildings constructed thereon.			
Dalquier	P. 32	2	Roger Lapointe	3.50	85.00	88.50
Comprenant un emplacement de 60′ de largeur, du nord au sud, faisant partie du lot 32 rang 2 Dalquier situé immédiatement au nord de l'emplacement de Mme Lise Alarie et Jean Marc Lessard borné au sud par une ligne à 75′ de la borne du lot 32, au nord par une ligne passant à 135′ de la limite sud de l'emplacement; à l'Est par le chemin public et à l'ouest par la rivière Harricana.			Including an emplacement of 60′ in width, north to south, being part of lot 32 range 2 Dalquier situated immediately on the north of the emplacement of Mrs. Lise Alarie and Jean-Marc Lessard, bounded on the south by a line 75′ from the boundary of lot 32, on the north by a line passing at 135′ from the southern limit of the emplacement; on the east by the public road and on the west by Harricana River.			

Commission scolaire Dubuisson — Dubuisson School Commission

Dubuisson	32	A	Zotique Bizier	.....	$74.53	$ 74.53
Dubuisson	P. 21	B	Edmond Desgagné	.....	27.46	27.46
Comprenant un emplacement de 50′x100′ sur le lot plus haut décrit.			Including an emplacement of 50′x100′ on the lot hereabove described;			
Dubuisson	½ Est-East 20	A	Henri Allard	.....	87.54	87.54
Dubuisson	.....	.....	Léo Allard	.....	19.32	19.32
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 9 sis sur les bords du lac Lemoyne borné au nord par la propriété de M. René Duval.			Including a chalet designated as being chalet No. 9 situated on the shores of Lemoyne Lake, bounded on the north by the property of Mr. René Duval.			
Dubuisson	P. 27	A	Jules Baribeau	.....	60.89	60.89
Comprenant un emplacement de 100′x150′ situé à l'est de la propriété de J. M. Collin.			Including an emplacement of 100′x150′, situated on the east of the property of J. M. Collin.			

Corporation municipale du canton Privat — Municipal Corporation of the township of Privat

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Village de-of Taschereau	1C-1D	1	Léo Moreau	$19.36		$ 19.36
Village de-of Taschereau	35	4	Roger Bélanger	8.91		8.91
Village de-of Taschereau	147	11	Claude Létourneau	1.79		1.79
Village de-of Taschereau	166	12	Léo Moreau	33.63		33.63
Village de-of Taschereau	729	65	Roger Bélanger	54.68		54.68

Commission scolaire Rivière Davy — School Commission of Rivière Davy

Trécesson	43	9	Paul Lechasseur	$ 14.04	$ 93.76	$ 107.80

Corporation municipale de Lamothe — Municipal Corporation of Lamothe

Lamothe	½ sud-south 9	1	Robert Turcotte	$ 10.25	$ 74.31	$ 84.56
Lamothe	11	1	Henri Dionne	15.50	77.19	92.69
Lamothe	13	3	Gérard Demers	33.40	177.66	211.06
Lamothe	29	3	Roger Croteau	14.75	59.41	74.16
Lamothe	5	4	Jean-Yves Guay	10.60	20.35	30.95
Lamothe	25	5	Romuald Chavigny	8.25	32.92	41.17

Commission scolaire du Lac Castagnier — School Commission of Castagnier Lake

Vassal	13	1	Thomas Tremblay		$104.11	$ 104.11
Lamorandière	15	9	Bernard Proulx		55.53	55.53
Lamorandière	19	9	Jacques Bleau		158.13	158.13
Lamorandière	40A-B	9	Yvon Flamand		145.73	145.73
Lamorandière	11	10	Richard Collin		192.29	192.29
Lamorandière	17	10	Jean Clément		142.32	142.32
Lamorandière	18	10	Succ.-Est. Joseph Clément		137.99	137.99
Lamorandière	39	10	Léon Savard		245.88	245.88
Lamorandière	27	7	Robert Béliveau		123.93	123.93
Lamorandière	15	10	Maurice Denis		93.09	93.09

Commission scolaire de Preissac — School Commission of Preissac

Villemontel	9	1	Émilien Béchard		44.22	$ 44.22
Villemontel	43	2	Ls-Philippe Gagné		13.80	13.80
Villemontel	41	3	Robert Larochelle		13.81	13.81
Preissac	P. nord-north des-of lots 30-31-32-33 34	7	Succ.-Est. Paul-E. Lachance		36.03	36.03
Preissac	1	10	Succ.-Est. Robert Labrecque		127.03	127.03
Preissac	18	10	Mme-Mrs. Alfred Vallée		48.87	48.87
Preissac	P. 22B	9	Mme-Mrs Doris Robitaille		66.91	66.91
Comprenant un emplacement de 75'x125' sis au nord du lot plus haut décrit.			Inclusing an emplacement of 75'x125' situated on the north of the lot hereabove described.			
Preissac		2	Robert Cranham		69.11	69.11
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 79 sur les bords du lac Preissac.			Including a chalet designated as being chalet No. 79 on the shores of Preissac Lake.			
LaPause		A	Marcel Rousseau		57.38	57.38
Comprenant un chalet sur les bords du lac Preissac et désigné comme étant le chalet no 31.			Including a chalet on the shores of Preissac Lake and designated as being chalet No. 31.			
LaPause		A	Florient Bourque		34.83	34.83
Comprenant un chalet sur les bords du lac Preissac et désigné comme étant le chalet No 40			Including a chalet on the shores of Preissac Lake and designated as being chalet No. 40.			
Preissac		2	Florent Dumont		26.12	26.12
Comprenant un chalet sur les bords du lac Preissac et désigné comme étant le chalet No 11E.			Including a chalet on the shores of Preissac Lake and designated as being chalet No. 11E.			
Preissac	50	1	Paul-Émile Dion et-and Gédéon Morin		46.73	46.73
Preissac	½ est-East 58	2	Léo Dion		17.58	17.58
Preissac	51	1	Robert Turcotte		25.31	25.31
Preissac	55	4	Germain Demers		22.13	22.13

Corporation municipale d'Amos Ouest — Municipal Corporation of Amos West
Commission scolaire d'Amos — School Commission of Amos

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Figuery	24 sub. 4	10	Claude Delongchamp et-and Larry Farrel et syndics-and trustees	$275.80	$328.35	$ 604.15

Donné à Amos, ce 31e jour de janvier 1968.
Le secrétaire
de la corporation de comté d'Abitibi,
JEAN-P. GARIÉPY.

23333-7-2-o

Given at Amos, this 31st day of January, 1968.
JEAN-P. GARIÉPY,
Secretary,
Corporation of the county of Abitibi.

23333-7-2

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 312

Québec, le 8 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement pour prescrire les formules à utiliser dans l'application de la Loi des mines.

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa (*s*) de l'article 268 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les formules à utiliser dans l'application de ladite Loi des mines;

ATTENDU QUE le règlement présentement en vigueur à cet effet a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 691 en date du 17 mars 1967 et a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 8 avril 1967;

ATTENDU QUE certaines des formules prescrites par ce règlement du 17 mars 1967 sont devenues désuètes par suite de l'adoption de l'arrêté en conseil numéro 2401, en date du 12 septembre 1967 concernant trois (3) règlements relatifs à certains travaux de recherches minières pouvant être comptés comme heures de travail et dont le texte a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 23 septembre 1967;

ATTENDU QU'il a y a lieu d'abroger le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 691 du 17 mars 1967 et d'adopter un nouveau règlement prescrivant les formules à utiliser dans l'application de la Loi des mines.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE soit abrogé le règlement prescrivant les formules à être utilisées dans l'application de la Loi des mines approuvé par l'arrêté en conseil numéro 691 en date du 17 mars 1967;

QUE soit approuvé le règlement pour prescrire les formules à utiliser dans l'application de la Loi des mines et dont le texte est joint aux présentes;

QUE ce règlement ait force de loi après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Order in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 312

Quebec, February 8, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation to prescribe the forms to be used in the application of the Mining Act.

WHEREAS pursuant to paragraph (*s*) of section 268 of the Mining Act (S.R. 1965, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prescribe the forms to be used in the application of the said Mining Act;

WHEREAS the regulation presently in force to this effect was approved by Order in Council number 691, dated March 17, 1967, and was published in the *Quebec Official Gazette* on April 8, 1967;

WHEREAS certain of the forms prescribed by the said regulation of March 17, 1967 have become obsolete following the adoption of Order in Council number 2401, dated September 12, 1967, and concerning three (3) regulations relative to any mining exploration work which may be counted as hours of work, the text of which was published in the *Quebec Official Gazette* on September 23, 1967;

WHEREAS it is deemed expedient to repeal the regulation approved by Order in Council number 691 of March 17, 1967, and to adopt a new regulation prescribing the forms to be used in the application of the Mining Act.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the regulation prescribing the forms to be used in the application of the Mining Act, approved by Order in Council number 691, dated March 17, 1967, be repealed;

THAT the regulation to prescribe the forms to be used in the application of the Mining Act, the text of which is annexed hereto, be approved;

THAT this regulation become effective following its publication in the *Quebec Official Gazette.*

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES

PERMIS DE PROSPECTEUR - PROSPECTOR'S LICENCE

M.....

de/*of*.....

est, par les présentes, autorisé à prospecter sur toutes les terres publiques et sur les terres des particu-
is hereby authorized to prospect on all public lands and on private lands where mineral substances be long to
liers où des substances minérales appartiennent à la Couronne et à y jalonner des claims, le tout confor-
the Crown and to stake claims thereto, the whole in conformity with the provisions of the Mining Act.
mément aux dispositions de la Loi des mines.

Cependant, ces droits ne peuvent être exercés sur un terrain sous claim, permis de mise en valeur,
However, these rights may not be exercised on any land under claim, development licence, exploration permit,
permis d'exploration, bail minier ou concession minière ni sur un terrain soustrait au jalonnement par
mining lease or mining concession nor on any land withdrawn from staking by the competent authority or
l'autorité compétente ou dont le jalonnement est assujetti à l'obtention d'une autorisation préalable
where the staking is subject to the obtention of a prior authorization except from the time when the said
sauf à partir du moment où ladite autorisation est obtenue.
authorization is obtained.

Le présent permis est valide pour une période de douze (12) mois à compter de la date de sa délivrance.
This licence is valid for a period of twelve (12) months from the date of its issue. It is not transferable.
Il n'est pas transférable.

.....
Signature du ministre ou du fonctionnaire qui délivre le permis
Signature of the Minister of the officer issuing the permit

Délivré à.....ce.....jour de.....19....
Issued at *this* *day of*

.....
Signature du détenteur - *Signature of holder*

(Ce permis est sans valeur s'il n'est signé par le détenteur)
(*This licence shall be void unless signed by the holder*)
Pour voyager en forêt, procurez-vous un permis de circulation.
To travel in the woods obtain a travel permit.

MINISTÈRES DES RICHESSES NATURELLES
DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES

DEMANDE - APPLICATION

PERMIS DE MISE EN VALEUR
(OU RENOUVELLEMENT)
DEVELOPMENT LICENCE
(OR RENEWAL)

N.B.: La demande peut viser plusieurs permis
N.B.: The application may cover several licences

REQUÉRANT—APPLICANT
Nom - Name _____
Adresse - Address _____
Adresse postale (si elle diffère) _____ Postal address (if different)

OBJET DE LA DEMANDE PURPOSE OF APPLICATION
Pointez ☐ s'il y a lieu Check if applicable
☐ Permis de mise en valeur — Nombre _____ Development licence(s) — Number
☐ Renouvellement de permis — Nombre _____ Renewal of lice(s) — Number
Superficie totale visée par la demande _____ acres Total area covered by application

TRAVAUX — WORK	PAIEMENT JOINT—AMOUNT ENCLOSED
Travaux exécutés / Work done _____ heures / hours Détails au verso – Details on other side	Honoraires – Fees $_____ Rente – Rental $_____ Total $_____

CLAIMS VISÉS PAR LA DEMANDE — CLAIMS COVERED BY APPLICATION

Numéros des claims Claim numbers		Dates d'expiration	Numéros des claims Claim numbers		Dates d'expiration
No du permis Licence No.	Claim(s)	Expiration dates	No du permis Licence No.	Claim(s)	Expiration dates

TERRAINS SUR LESQUELS LES TRAVAUX ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS
LANDS ON WHICH THE WORK WAS DONE

No du claim, de la concession minière ou du bail minier. No. of claim, mining concession or mining lease.	Genre de travaux (Indiquez les nos pertinents de 1 à 13, voir, au verso) Type of work. (Give appropriate Nos. from 1 to 13, see other side.)	Équivalence (heures) (hours)	Pointez ☐ s'il y a lieu Check if applicable			Dates d'exécution des travaux. Dates of the performance of the work.
			Travaux indiqués au verso. Work described on other side.	Travaux soumis antérieurement au cours de l'année. Work submitted earlier in the year.	Travaux en excédent des années antérieures. Excess work from previous eyars.	

N'écrivez pas ici–Do not write here	Je déclaire que les renseignements fournis dans cette demande sont vrais – I declare that the information given in this application is true. Date_____ 19____ Signature_____

TRAVAUX EXÉCUTÉS — WORK DONE

No	Genre de travail — Type of work		Somme de travail Amount of work	Facteur Factor	Équivalence (en heures) (in hours)
1	Prospection (¼ des travaux requis au plus)	Prospecting (not exceeding ¼ of the required work)	_____ heures hours	1	_____
2	Décapage de roc (_____pieds carrés)	Rock stripping (_____square feet)	_____ heures hours	1	_____
3	Tranchées (_____pieds cubes)	Trenching (_____cubic feet)	_____ heures hours	1	_____
4	Excavation dans le roc (_____pieds cubes)	Rock excavation (_____cubic feet)	_____ heures hours	1	_____
5	Fonçage de puits de mine (_____pieds linéaires)	Sinking of mine shafts (_____linear feet)	_____ heures hours	1	_____
6	Excavations souterraines (_____pieds linéaires)	Underground excavation (_____linear feet)	_____ heures hours	1	_____
7	Travaux visés à l'article 82 (Évitez le double emploi avec les rubriques 2 à 6)	Work covered by Section 82 (Do not repeat work done under items 2 to 6)	_____ heures hours	3	_____
8	Trous de sondage visés à l'article 83	Drill-holes covered by Section 83	_____ pi. lin. lin. ft.	4	_____
9	Travaux visés à l'article 84 (Évitez le double emploi avec les rubriques 2 à 6)	Work covered by Section 84 (Do not repeat work done under items 2 to 6)	_____ hrs-h. man hrs.	6	_____
10	Travaux d'arpentage visés à l'article 86	Survey work covered by Section 86	_____ milles miles	200	
11	Levés, géologiques, géophysiques et géochimiques (admis et comptés d'après le Règlement concernant l'acceptation des levés géologiques, géophysiques et géochimiques comme exécution de travaux requis).	Geological, geophysical and geochemical surveys (accepted and computed according to the Regulation concerning the acceptance of geological, geophysical and geochemical surveys as execution of the required work).			
12	Recherches de laboratoire et d'usine-pilote (admis et comptés d'après le Règlement concernant l'acceptation de recherches de laboratoire et d'usine-pilote comme exécution de travaux requis).	Laboratory and pilot-plant research (accepted and computed according to the Regulation concerning the acceptance of laboratory and pilot-plant research as execution of the required work).			_____
	TOTAL (heures) (hours)				_____

13	Levés péophysiques par instruments aéroportés (Un tel levé peut équivaloir à l'ensemble des travaux requis pour une année conformément au Règlement concernant l'acceptation de levés géophysiques par instruments aéroportés comme l'équivalent de travaux requis).	Airborne geophysical surveys (Such a survey may be equivalent to the entirely of the required work for one year pursuant to the Regulation concerning the acceptance of airbone geophysical surveys as the equivalent of the required work).

Pointez ☐ si un tel levé a été fait
Check if such a survey was carried out

CROQUIS INDIQUANT L'EMPLACEMENT DES TRAVAUX
SKETCH SHOWING THE LOCATION OF THE WORK

à dessiner lorsqu'un plan plus complet n'est pas requis–to be drawn up whenever a more complete (plan lis not required).

23395-o 23395-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt février prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-septième jour de janvier, l'an de grâce mil neuf cent soixante-huit et de Notre règne le seizième.

Par ordre, *Le secrétaire de la chancellerie à Québec,*
JEAN SÉNÉCAL.

22885-3-5-o

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our beloved and faithful councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twentieth day of February next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, on the seventeenth day of January, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-eight and in the sixteenth year of Our Reign.

By command, JEAN SÉNÉCAL,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

22885-3-5-o

INDEX No 7

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

118 — Régime de retraite des enseignants (*Mod. règlements*) 1227
118 — Teachers Pension Plan (*Amend.-By-laws*) 1227
130 — Explosifs, remplacement des articles 23 et 24 des règlements relatifs à la manutention 1226
130 — Explosives, replacement of articles 23 and 24 of the Regulations respecting the Handling and Use 1226
252 — Société d'habitation du Québec (*Règlements*) 1225
252 — Quebec Housing Corporation (*By-laws*) 1225
312 — Loi des mines, règlement pour prescrire les formules à utiliser 1243
312 — Mining Act, regulation to prescribe the forms to be used 1243

ASSOCIATION Coopérative — ***COOPERATIVE Association***

Association coopérative d'économie familiale de la cité de Montréal (*Const.-Inc.*) 1184

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Abraham, Jozsef Lajos (*Dem.-Appl.*) 1183
Charbonneau, Joseph, Fernand, Guy (*Dem.-Appl.*) 1181
Châteauguay, ville-town (*Requête-Petition*) 1179
Châteauguay, Heights, ville-town (*Requête-Petition*) 1180
Chevaliers de Colomb de Beauceville, Conseil 2910 1181
Chevaliers de Colomb de Gagnon, inc., Conseil 5240 1181
Corporation des Techniciens Professionnels de la province de Québec (*Règlements*) 1174
Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec (*By-laws*) 1174
Hara, Zacharia I (*Dem.-Appl.*) 1182
Iacobaccio, Joseph Marcel Ernest (*Dem.-Appl.*) 1174
Jang, You Soon *et al* (*Dem.-Appl.*) 1182
Knights of Columbus of Beauceville, Council 2910 1181
Knights of Columbus of Gagnon Inc., Council 5240 1181
Lacroix, Rosianne (*Dem.-Appl.*) 1181
Marcovitz, Jack (*Dem.-Appl.*) 1182
Marcovitz, Saul (*Dem.-Appl.*) 1183
Shetisky, William (*Dem.-Appl.*) 1183
Szmuk, Peter (*Dem.-Appl.*) 1182
Tilles (Soler), Rose (*Dem.-Appl.*) 1182
Wass, Theodore Allan (*Dem.-Appl.*) 1182

Bills — ***Bills***

Introduction 1204
Présentation 1204

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval (*Const.-Inc.*) 1183
Caisse populaire de Sault-au-Mouton (*Ext.-terr.*) 1184

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Alforge Sales Corporation 1185
Bailey Fabrics Canada Ltd. 1185
Central Service Station Inc. 1184
Furniture Exhibitors Ltd. (The) 1185
Lanoraie Ship Service Ltd. 1186
Loranger (Georges) inc. 1186
Marco Ltd. 1186
Marco ltée 1186
Mercury Textiles Ltd. 1185
Milton Ste-Famille Corporation 1186
Pan-Am Trading Inc. 1185
Ranch Laurentien inc. 1186
St-Maurice Knitting Mills Limited 1184
Stitching Specialists Ltd. 1185
Trans-Canada Lifts Ltd. 1184
Tricots St-Maurice ltée (Les) 1184

Dissoutes — ***Dissolved***

Coffrages, Outillages St-Laurent inc. 1187
Compagnie de Publication Malouine inc. (La) 1187
Federal Intercoastal Line Ltd. 1187
H.L.C. Construction inc. 1187
Hardoin (E.) Transport ltée 1187
Milano Development Co. Inc. 1188
Pierre Ornementale ltée 1187
Quadex Corp. 1187
Realm Construction Inc. 1188
St. Laurent Formwork Accessories Inc. 1187
Terrebonne Investments Inc. 1188
Théberge (Robert) ltée 1188

Divers — ***Miscellaneous***

Amical de Stanislas (L') (*Règl.-By-laws*) 1189
Association Parents-Maîtres de Ste-Eugénie de Douville inc. (L') (*Règl.-By-laws*) 1190
Beaver Asphalt Paving Co. Ltd. 1190
Centre de Dépêches Sherbrooke inc. (*Dir.*) 1189
Centre de Service Social du Diocèse de Trois-Rivières (*Règl.-By-laws*) 1190
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver ltée (*Dir.*) 1190
Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc. (*Dir.*) 1189
Club Optimiste St-Adelphe — St-Stanislas inc. (*Dir.*) 1190
Constructions Fraba ltée (Les) (*Dir.*) 1191
Crémerie South Durham inc. (*Dir.*) 1190
Éditions Vaudreuil inc. (*Dir.*) 1191
El Morrocco (1964) Inc. (*Dir.*) 1189

Divers (suite) — ***Miscellaneous*** (*continued*)

Famous Fashions Inc. (*Dir.*) 1188
Federal Acceptance Corp. (*Dir.*) 1188
Fraba Constructions Ltd. (*Dir.*) 1191
Itoh (C.) & Co. (America) Inc. (*Agent*) 1189
J.A.R. Construction inc. (*Dir.*) 1191
Lafleur (Alphonse) limitée (*Dir.*) 1190
Ligue des Propriétaires de Charny incorporée (La) (*Règl.-By-laws*) 1191
Manoir Montréal (Le) (*Dir.*) 1189
Manoir Montréal (Le) (*Règl.-By-laws*) . 1188
Polo Marina inc. (*Règl.-By-laws*) 1189
Service des Loisirs St-Télesphore (*Règl.-By-laws*) 1190
Sherbrooke Dispatching Center Inc. (*Dir.*) 1189

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Abec Refrigeration and Air Conditioning Company Inc. 1134
Agences de Ventes Syd Levine inc. (Les). 1153
Air Cartage Ltd. 1134
Alpha Office Equipment Inc. 1147
Alyse Ladies Wear (Laval) Ltd. 1135
Analystes Audio inc. 1136
Anjou Tower Crane Rentals Inc. 1135
Associés du Sacerdoce Saint-Étienne inc. (Les) 1135
Audio Analysts Inc. 1136
Barclay Management (1967) Corporation 1136
Barma Music Inc. 1145
Beamer & Lathrop (Quebec) Limited ... 1136
Beamer & Lathrop (Québec) limitée 1136
Beauchamp (René) électrique inc. 1137
Bédard (Roland) & associés inc. 1137
Bergeron (Pierre) inc. 1137
Borden Construction Corporation 1138
Boucher (Gaston) inc. 1138
Boulangerie Frigon inc. 1138
Bourgeois (Yvon) inc. 1139
Brault (Maurice) joaillier inc. 1139
Cavalier Building Corp. 1139
Centre du Marbre ltée (Le) 1139
Chaussures Studio 7 ltée 1162
Chemises Diamond inc. 1140
Club Lac Faillon inc. 1140
Coiffure Windsor inc. 1140
Coin des Foyers inc. (Au) 1141
Conseil économique régional de la Chaudière inc. (Le) 1141
Consolidated Residential Development Corp. 1141
Costebel Mines Limited 1142
Cournoyer (Jules) inc. 1142
Créations Chez Madame inc. 1142
Crépeault (Eugène) & fils inc. 1143
Davanac Ltd. 1143
Davanac ltée 1143
Deco plans inc. 1143
Duvernay Ready Mix Ltd. 1144
Édifice 215 inc. 1144
Éditions du Siècle inc. (Les) 1145
Éditions M. D. G. limitée 1145
Éditions Musicales Barma inc. (Les) 1145
Entreprises Georges-Étienne ltée (Les). 1146
Entreprises Loval ltée (Les) 1146
Entreprises Votre Choix ltée (Les) 1146
Entreprises Yvon Poirier ltée (Les) 1147
Équipements de bureau Alpha inc. (Les) 1147
Fidéa inc. 1147
Flibustiers et Batelières de Châteauguay-Centre (Les) 1148
Gagnon (Denis) inc. 1148
Galahad Apartments Inc. 1148
Galerie Lippel inc. 1153
Geracimo & Nimax inc. 1149
Goyer Wool Shop & Beauty Supply Inc. 1149
Gratton Sport & Camping inc. 1149
Gulf Glass Inc. 1164
Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc. 1149
Imprimeries Amyot inc. (Les) 1150
Insurance Bookkeeping Services Inc. ... 1150
Jongleurs de la Gamme (Les) 1151
Jent Clothing Ltd. 1151
King (Wayne P.) & Ass. Inc. 1151
Knowlton Realty (Quebec) Ltd. 1151
Labre (Marcel) inc. 1152
La Salle Memorial Gardens. 1152
Lehoux (Ernest) inc. 1152
Levine (Syd) Sales Agencies Inc. 1153
Librairie La-Sar inc. 1153
Lippel Gallery Inc. 1153
Loval Enterprises Ltd. 1146
Manhan Co. Ltd. 1154
Marble Centre Ltd. (The) 1139
Marché Paul inc. 1154
Maurice Steak House Ltd. 1154
Mercerie Henri Cousineau inc. 1155
Mercerie Jacques inc. 1155
Mines Costobel limitée 1142
N. I. D. Holdings Inc. 1155
Navigateurs du St-Maurice inc. (Les) ... 1156
Ostroff (J.) & Son Clothing Mfg. Co. Ltd. 1156
Pagé Electric Co. Ltd. 1156
Pagé électrique Cie ltée 1156
Perro Builder Ltd. 1157
Plomberie Fernand Tétreault inc. 1157
Poga inc. 1157
Poirier (Yvon) Enterprises Ltd. 1147
Pontiac Cleaners Ltd. 1158
Quebec Underwater Services Inc. 1161
Ramca construction ltée 1158
Rawdon Golf and Ski-doo Club Inc. 1159
Restaurant Riviera Pizzeria inc. 1158
Roy (Gaston) automobiles inc. 1159
St. Moritz Haute Coiffure (1968) Inc. 1159
Safta Inc. 1160
Salaberry Cartage Ltd. 1160
Salon de Chaussure Lalonde inc. 1160
Samson Electric Inc. 1160
Samson électrique inc. 1160
Services Sous-Marins de Québec inc. ... 1161
Société de Gestion J. Claude Messier inc. 1161
Spot Messenger Service Ltd. 1161
Standard Hardwood Col Ltd. 1162
Studio 7 Shoes Ltd. 1162
Sylbel Construction inc. (*Correction*) ... 1162
Trudeau (Georges) inc. 1163
Trudeau (Regis) & associés inc. 1163
Victoria Curling Club of Quebec 1163
Viens (Paul) assurance inc. 1164
Vitrerie du Golfe inc. 1164

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Automatic Mailing & Printing Inc. 1164
Baillargeon (A. & F.) Express inc. (*Correction*) 1165
Bernard (Robert) Tire Service Limited 1165
Bodi (Stephen) & Co. Limited 1165
Brodeur Hydromécanix inc. 1165
C. D. Distribution ltée 1166
Cavalier Hotel/Motel inc. 1166
Clair-Matin inc. 1166
Compagnie Immobilière Kénogami limitée (La) 1169
Corporation d'Administration des Hôpitaux et des Institutions (La) 1168

Lettres patentes supplémentaires (suite) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

Corporation Pharmaceutique Française limitée ... 1166
Distilleries Melchers, limitée (Les) ... 1171
Dor-Steve Wood Products Inc. ... 1166
Entrepôts Frigorifiques Gagnon ltée ... 1167
Fashion Set Inc. ... 1167
Foster Realties Ltd. ... 1168
Foster Springs Ltd. ... 1167
Gauvin & Frère ltée ... 1167
Girard, Bruce and Associates Ltd. ... 1167
Girard, Bruce et associés ltée ... 1167
Graimar Holdings Ltd. ... 1168
Granofsky (David B.) & Sons Inc. ... 1168
Hoskin Holdings Ltd. ... 1168
Hospital and Institutional Management Corporation ... 1168
Immeubles Foster ltée (Les) ... 1168
Institut Psycho-Social des Trois-Rivières (L') ... 1169
International Laminating & Bonding Ltd. ... 1169
Katz (Norman) Holdings Ltd. ... 1169
Kenogami Land Company, Limited (The) ... 1169
Laiterie Laval ltée ... 1169
Lalande & Tétreault inc. ... 1170
Lavoie (B. E.) Autos limitée ... 1170
Librairie René Martin inc. ... 1170
Malibu Fabrics of Canada Ltd. ... 1170
Melchers Distilleries, Limited ... 1171
Milford Investment Corporation ... 1171
Montreal Phono Co. Ltd. ... 1171
Nomad Sales Inc. ... 1171
Oil Seals Specialty Co. Ltd. ... 1171
P. H. Plastics Inc. ... 1172
Paquette Auto Service Inc. ... 1172
Placements Guy Fortier inc. (Les) ... 1172
Placements Pierre Roux inc. ... 1172
Plastiques P. H. inc. ... 1172
Ressorts Foster ltée (Les) ... 1167
Robar Holdings Limited ... 1172
Services Spécialisés Ville-Marie inc. ... 1172
Simkovits Holdings Ltd. ... 1173
Société de Bienfaisance des Aveugles du Saguenay et du Lac St-Jean inc. (La) ... 1173
Trudeau (Gilles) inc. ... 1173
Ville-Marie Specialized Services Inc. ... 1172
Visual Planning Corporation ... 1173

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Agences de Réclamation Concorde limitée ... 1196
Brault (Maurice) Joaillier inc. ... 1191
Concorde Claims Agencies Ltd. ... 1196
Crête Transport ltée ... 1192
Daytona Motor Corp. ... 1193
France-Québec Automobile ltée ... 1192
Gravier Concasse ltée ... 1192
Guillon (Jacques) Designers inc. ... 1194
Hébert & Fils inc. ... 1193
Kanido Limited ... 1195
Kanido limitée ... 1195
Lam Investments Ltd. ... 1195
Nouvelliste (1967) ltée (Le) ... 1196
Placements Ernest Bouthillier inc. (Les) 1191
Produits de ciment de l'Annonciation ltée (Les) ... 1195
Produits Laitiers Crête de la Mauricie inc. ... 1192
Reliable Hosiery Mills Ltd. ... 1193
Royal Trust Company Mortgage Corporation (The) ... 1194
Saint-Ruth Inc. ... 1193
Sigma Alpha Mu (Chi Chapter) Inc. ... 1194
Simard (W.) ltée ... 1192
Stonecastle Corporation ... 1194
Stoneview Corp. ... 1195
Trasor Inc. ... 1194
Unicord Ltd. ... 1196
Victoriaville Furniture Limited ... 1193

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Association des médecins de langue française du Canada (L') ... 1197
Commission des écoles catholiques de Montréal (La) ... 1197
Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel (La) ... 1203
Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al* ... 1202
Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec 1200
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (La) ... 1198
Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec (The) ... 1198
Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec (The) ... 1200
Courville, ville-town ... 1197
Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur (Les) ... 1196
Estate Georges Clément Moïse Coutu ... 1198
Estate Henri Bernatchez ... 1198
Estate Joseph L. Greenspon ... 1197
Filles de la Sagesse (Les) ... 1203
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins ... 1200
Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel ... 1203
Hampstead, ville-town ... 1203
Institut des Filles Réparatrices du Divin-Coeur (L') ... 1197
Laflèche, cité-city ... 1199
Lauzon, cité-city ... 1202
Montreal Catholic School Commission (The) ... 1197
Montréal, ville-city ... 1200
Ste-Foy, cité-city ... 1201
St-Lambert, cité-city ... 1201
Shawinigan, cité-city ... 1203
Sherbrooke, cité-city ... 1199
Société des Saint-Apôtres ... 1203
Société des Soeurs des Saint-Apôtres (La) ... 1203
Société Nationale de Fiducie ... 1200
Société St-Jean Baptiste de Montréal 1200
Society of the Holy Apostles ... 1203
Society of the Sisters of the Holy Apostles (The) ... 1203
Succession Georges Clément Moïse Coutu ... 1198
Succession Henri Bernatchez ... 1198
Succession Joseph L. Greenspon ... 1197

LIQUIDATION avis de — ***WINDING up Notices***

Coupal Construction Co. Ltd ... 1205
Northmount Realty & Investment Corp. ... 1205

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***
Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

St-Joseph, ville-town ... 1222

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Percé (Prot.) (*Dem.-Appl.*) 1208
St-Michel-de-Rougemont, Diss. (*Dem.-Appl.*) 1208

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Notre-Dame de St-Hyacinthe, par. 1207
St-Henri de Mascouche, par. 1207
Ste-Pudentienne, village. 1207
St-Thérèse de Blainville, par. 1207

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Divers 1208
Miscellaneous 1208

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Convocation de la Législature 1247
Convocation of the Legislature 1247

Ratification de titres — ***Confirmation of Titles***

Foyer Ste-Luce Inc. 1210

RÉGIE des marchés agricoles du Québec — ***Quebec Agricultural Marketing Board***

Ord. G-8 Lait marché Montréal (*Quotas*) 1208
Ord. G-8 Milk Montreal Market (*Quotas*) 1208

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

L'Assomption, ville-town 1216
Loretteville, ville-town 1219
Pointe-aux-Trembles, c.s.c.-c.s.c 1215
Rivière-au-Renard, munic 1213
Rouyn, cité-city 1211
St-Cyrille, village 1212
St-Hubert, ville-town 1220
Sherbrooke, c.s.c.-c.s.c 1218

SYNDICATS Professionnels — ***SYNDICATES Professional***

Association des camionneurs artisans du comté de Charlevoix (*Const.-Inc.*) ... 1206
Association des enseignant de l'Yamaska (*Nom-Name ch.*) 1206
Association des médecins omnipraticiens de Montréal (L') (*Nom ch.*) 1205
Association of General Practitioners of Montréal (*Nom ch.*) 1205
Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (La) (*Nom-Name ch.*) 1206
Fédération de L'U.C.C. de la Mauricie (La) (*Nom-Name ch.*) 1205
Syndicat des producteurs de lait de Montréal (*Const.-Inc.*) 1206

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Railway 1228

Licitation — ***Licitation***

Shewchuk, Michael *et al.* 1224

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Beauce — ***Beauce***

Grenier (Arthur) ltée *vs* Gilbert 1228
Ste-Marie, ville-town *vs* Labbé 1229

Beauharnois — ***Beauharnois***

Grenon *vs* Léger 1229

Hauterive — ***Hauterive***

Caisse populaire de Saint-Luc de Forestville (La) *vs* Girard 1230
Family Finance (1964) Corporation *vs* Laflamme 1230

Joliette — ***Joliette***

Godfrind (Charles) Inc. *vs* Lemay 1231

Kamouraska — ***Kamouraska***

Office du crédit agricole (L') *vs* Morin *et al.* 1231
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Morin *et al* 1231

Mégantic — ***Megantic***

Roy *vs* Langlois 1232
Turcotte *vs* Le Curateur public de la province de Québec 1232
Turcotte *vs* The Public Curator of the Province of Quebec 1232

Montréal — ***Montreal***

Dominion Life Assurance Company (The) *vs* Rousseau *et al* 1233
Federal Packing Inc. *vs* Baker 1233
Voghel *vs* Ouellet 1234

Roberval — ***Roberval***

Charter Credit Corp. *vs* Lapointe *et al* ... 1234

Saguenay — ***Saguenay***

Néron *vs* Girard 1235

Saint-François — ***Saint Francis***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Paquette 1236
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Paquette 1236
Sherbrooke Trust Company *vs* Cameron. 1236

Taxes — ***Taxes***

Abitibi, comté-county 1239
Grand Saint-Martin, c.s.p. (*Corrections*). 1239
Greater Saint. Martin, p.s.b. (*Corrections*) 1239
Lac St-Jean-Est, comté 1237
Lake St. John East, county 1237

MAINTENANT EN VENTE

STATUTS DU QUÉBEC 1966/67

(15-16 Elizabeth II, 1966/67). Bilingue.

Un volume de 964 p., relié toile

$13.60

Toute commande est payable d'avance. Les versements se font par mandat-poste ou chèque à l'ordre du ministre des Finances du Québec, adressés à :

L'Imprimeur de la reine,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

NOW ON SALE

1966/67 STATUTES OF QUEBEC

(15-16 Elizabeth II, 1966/67). Bilingual.

One volume 964 p. cloth bound

$13.60

Prepayment is required with each order. Money orders or cheques should be made payable to the Minister of Finance, Quebec, and sent to :

The Queen's Printer,
Parliament Buildings,
Quebec.